

LA COMMISSION D'ENQUÊTE SUR LES RELATIONS
ENTRE LES AUTOCHTONES
ET CERTAINS SERVICES PUBLICS

SOUS LA PRÉSIDENCE DE
L'HONORABLE JACQUES VIENS, COMMISSAIRE

AUDIENCE TENUE AU
88 RUE ALLARD,
VAL-D'OR (QUÉBEC)

LE 29 SEPTEMBRE 2017

VOLUME 23

Ann Montpetit s.o.b.
Karine Bédard s.o.

STENOEXPRESS
201 ch. De l'Horizon,
Saint-Sauveur (Québec) J0R

COMPARUTIONS :

POUR LA COMMISSION :

Me CHRISTIAN LEBLANC, Procureur en chef

Me MARIE-JOSÉE BARRY-GOSSELIN, Adjointe
au procureur en chef

Me PAUL CRÉPEAU,

Me EDITH-FARAH ELASSAL,

INTERVENANTS :

Me RAINBOW MILLER, Femmes autochtones
du Québec

Me MARIE-PAULE BOUCHER, Procureur
général du Québec

TABLE DES MATIÈRES

LISTE DES PIÈCES COTÉES.....	4
Préliminaires	5
Chef Steeve Mathias.....	9
Mme Bella Petawabano	77
Daniel St-Amour	109
Dr Darlene Kitty.....	152
Mme Karine Gentelet.....	198
Mme Béatrice Vaugrante.....	204

LISTE DES PIÈCES COTÉES

P-107	Entente-cadre et 5 lettres d'entente, en liasse	32
P-108	Power Point de Mme Petawabano.....	107
P-109	Public Inquiry Commission on Relations between Indigenous Peoples and Certain Public Services in Quebec - Listening, Reconciliation and Progress.....	150
P-110	Rapport sur la Protection de la Jeunesse demandé à M.Jean-Pierre Duplantis.....	150
P-111	PowerPoint présenté au Conseil de l'organisation.....	150
P-112	Moving towards cultural Safety and Reconciliation - PowerPoint presentation of Dr Kitty.....	195

1 **OUVERTURE DE LA SÉANCE**

2 **LA GREFFIÈRE-AUDIENCIÈRE :**

3 La Commission d'enquête sur les relations entre les
4 Autochtones et certains services publics au Québec,
5 présidée par l'Honorable Jacques Viens, est
6 maintenant ouverte.

7 **L'HONORABLE JACQUES VIENS (LE COMMISSAIRE) :**

8 Alors bonjour. Est-ce que vous pouvez procéder à
9 l'identification des procureurs pour les fins de
10 l'enregistrement. On les connaît, mais, c'est
11 important pour l'enregistrement qu'ils soient
12 identifiés.

13 **LA GREFFIÈRE-AUDIENCIÈRE :**

14 Je demanderais aux procureurs de s'identifier, ainsi
15 que l'organisme que vous représentez, pour les fins
16 de l'enregistrement.

17 **Me PAUL CRÉPEAU,**

18 **PROCUREUR :**

19 Alors bon matin Monsieur le Commissaire. Paul
20 Crépeau pour la Commission.

21 **LE COMMISSAIRE :**

22 Bonjour Me Crépeau.

23 **Me PAUL CRÉPEAU :**

24 Bonjour.

25

1 **Me RAINBOW MILLER,**

2 **PROCUREURE DE FEMMES AUTOCHTONES DU QUÉBEC :**

3 Bonjour Monsieur le Commissaire. Me Rainbow
4 Miller, pour Femmes autochtones du Québec.

5 **LE COMMISSAIRE :**

6 Bonjour Me Miller.

7 **Me RAINBOW MILLER :**

8 Bonjour.

9 **Me MARIE-PAULE BOUCHER**

10 **PROCUREURE POUR LE PROCUREUR GÉNÉRAL DU QUÉBEC :**

11 Bonjour. Me Marie-Paule Boucher pour le Procureur
12 général du Québec.

13 **LE COMMISSAIRE :**

14 Bonjour Me Boucher. Alors il nous fait plaisir de
15 vous recevoir. Me Crépeau, pouvez-vous nous donner
16 un aperçu de la journée?

17 **Me PAUL CRÉPEAU :**

18 Oui Monsieur le Commissaire. Ce matin, monsieur
19 Steeve Mathias, Chef de communauté de Long Point,
20 qui est ici avec nous, et puis on va commencer dans
21 quelques minutes. Et par la suite on a des gens
22 du... de la communauté de... the Cree Board of
23 Health and Social Services of James Bay qui vont
24 être présents. Il y a trois (3) témoins, c'est
25 ma... mon... ma collègue, Me Ellassal, qui va

1 procéder à l'interrogatoire avec moi. On sera
2 présent, mais elle est avec les témoins
3 actuellement, en train de préparer certains...
4 témoignages. O.K. Alors ça sera ça, au cours de
5 l'avant-midi.

6 **LE COMMISSAIRE :**

7 Très bien. Alors bienvenue Chef Mathias. Would you
8 like to testify in English or French? As you wish.
9 O.K.

10 **M. STEEVE MATHIAS,**

11 **CHEF DE LONG POINT FIRST NATION :**

12 Non, comme que j'ai expliqué tantôt à Me Crépeau,
13 je... dans la mesure du possible je vas le faire en
14 français, mais, ça peut arriver que je me perds
15 dans mes mots pour m'exprimer, que je switche en
16 anglais là.

17 **LE COMMISSAIRE :**

18 C'est parfait. Alors à votre... c'est votre choix.
19 Alors je vous souhaite la bienvenue. Je suis très
20 heureux de vous recevoir, Chef Mathias, à la
21 Commission d'enquête, écouter ce que vous avez à
22 nous mentionner concernant votre communauté,
23 concernant les... vos attentes face à la
24 Commission. Alors nous allons vous écouter avec
25 beaucoup d'attention.

1 **M. STEEVE MATHIAS :**

2 Merci Monsieur le Commissaire.

3 -----

4

5

6

7

8

9

10

11

12

13

14

15

16

17

18

19

20

21

22

23

24

25

1 STEEVE MATHIAS
2 Chef de la communauté de Long Point

3 -----

4 **Me PAUL CRÉPEAU :**

5 Merci. Monsieur Mathias, bonjour.

6 **M. STEEVE MATHIAS :**

7 Bonjour.

8 **Me PAUL CRÉPEAU :**

9 Je vais vous demander ce matin... en fait, je vais
10 vous laisser partir et nous expliquer un petit peu
11 l'historique ou l'histoire de la communauté de Long
12 Point, nous la présenter avec ses défis actuels,
13 ses problèmes, les propositions que vous avez à
14 faire. En fait, je vous cède le micro et je vous
15 laisse commencer. Et je pense que vous allez
16 d'abord nous parler un petit peu d'histoire.

17 **M. STEEVE MATHIAS :**

18 Oui. Puis... bien, premièrement j'aimerais
19 remercier la Commission de m'accueillir. Je suis
20 heureux aussi d'être ici avec vous ce matin, et
21 j'ai... j'aimerais que... de mettre la Commission
22 au courant là, d'en faisant une mise en contexte de
23 la situation de Long Point. Et je crois que avec
24 un peu d'histoire, ça pourrait aider aux gens de
25 mieux comprendre qui qu'on est, parce que je pense

26

1 c'est important que les gens comprennent qui sont
2 les gens de Long Point. Pourquoi Winneway, Long
3 Point. Je pense que j'apprécierais là, d'avoir
4 cette opportunité-là ce matin là, pour vous
5 expliquer ça.

6 **LE COMMISSAIRE :**

7 Bien sûr. On vous écoute.

8 **M. STEEVE MATHIAS :**

9 O.K. Sans trop tarder, je vais aller devant la
10 map. Ici on a une map de l'Abitibi-Témiscamingue.
11 Pour vous situer là, Val-d'Or, Rouyn-Noranda,
12 Ville-Marie, et ici on a le village de Angliers.

13 Le village de Angliers, vers mille neuf cent
14 dix (1910) là, ils ont bâti un barrage, puis à
15 l'époque c'était un barrage pour faire de la drave.
16 Et le barrage, quand il a été construit, a inondé
17 la communauté de Long Point. On était situé ici,
18 sur le bord, parce que ça c'était la rivière des
19 Outaouais. Là, quand ils ont construit le barrage,
20 ça a inondé le village de Long Point.

21 À l'époque, il y avait une église, il y avait
22 un poste de *traités* sur les lieux, et quand qu'eux,
23 ça a inondé le village, on a déménagé à Long Point.

24 Long Point qui se trouve juste en biais là, un
25 peu en face de la municipalité de Moffet.

1 Là, les gens ont demeuré là, je dirais, peut-
2 être une... trente (30) à quarante (40) ans. Et à
3 cette même époque, c'est toute le développement qui
4 se faisait sur l'autre bord de la rive, comme les
5 villages de Latulipe, Moffet, Laforce et Belleterre
6 aussi. Ça veut dire que toute le développement
7 puis l'exploitation du territoire se faisait plus
8 sur l'autre bord de la rive, où, à un moment donné,
9 qu'on... bien, on était les seuls sur l'autre bord
10 de la rive. Et quand que, dans les années... fin
11 des années trente ('30), mille neuf cent trente
12 (1930), il y avait le village de Belleterre - qui
13 se situe vers ici - où qu'eux autres étaient en
14 train de développer une mine, puis ils avaient
15 besoin de l'énergie, et ils ont construit... la
16 compagnie a construit un barrage, une mini-
17 centrale, juste... bien, au village de Winneway, où
18 qu'on se situe aujourd'hui.

19 Les gens ont participé à la construction de ce
20 barrage. J'ai eu le plaisir d'entendre toutes
21 sortes d'anecdotes puis d'histoires à la
22 construction de ce barrage-là, des Aînés qui ont
23 participé là, où que... ils ont construit la
24 centrale puis le barrage, t'sé, ils ont fourni la
25 main-d'oeuvre de ça. Et il y avait des ingénieurs,

1 il y avait des gens là, de l'extérieur qui *avaient*
2 venu là, mais ils avaient besoin de la main-
3 d'oeuvre locale, et c'est les gens de Long Point
4 qui ont contribué à cette... à ce projet-là.

5 Parce que, en amont, il y a eu sept (7)
6 barrages de rétention aussi, pour alimenter la
7 centrale, pour être en mesure de fournir assez
8 d'énergie à la mine de Belleterre, puis aussi à la
9 ville de Belleterre.

10 Là, aujourd'hui, on... à l'époque, il y avait
11 - excuse - à l'époque il y avait... les Pères
12 oblats faisaient une demande de construire une
13 réserve à Winneway. Là je vais aller me rasseoir
14 parce que j'ai fini...

15 **LA GREFFIÈRE-AUDIENCIÈRE :**

16 O.K.

17 **M. STEEVE MATHIAS :**

18 ... sur la map. Parce qu'il y avait eu des
19 demandes, je dirais au moins une centaine d'années
20 que... on l'a vu dans la recherche qu'on a faite,
21 où que les anciens leaders de la communauté de Long
22 Point faisaient une demande pour avoir une réserve.
23 Et... parce qu'en dix-huit cent cinquante (1850),
24 il y avait eu la réserve de Temiscamingue First
25 Nation qui avait été *construit*, puis le but de ça

1 c'était de *toute* regrouper toutes les Anishinabes
2 sur le territoire, puis de les installer dans la
3 réserve de Temiscamingue First Nation.

4 Et les gens de Long Point voulaient avoir leur
5 propre réserve et on a vu, par la documentation,
6 qu'il y avait eu des demandes faites, puis les
7 Pères oblats étaient toujours impliqués dans cette
8 démarche-là; d'après moi c'est eux autres qui
9 rédigeaient les lettres pour les anciens chefs; où
10 que... Puis, là, dans les années cinquante ('50),
11 les Oblats, on a obtenu une lettre patente pour
12 avoir deux demi-lots à la... dans la communauté de
13 Winneway, pour construire une église puis, une
14 école. C'était pour des fins religieux et
15 d'éducation, et a... - parce que la communauté de
16 Winneway aujourd'hui est toujours sans statut de
17 réserve - et le déménagement des gens de Sand Point
18 à Winneway s'est fait graduellement, ça s'est pas
19 fait, t'sé, *toute* dans... *toute* d'un coup, mais ça
20 s'est fait au fil des années.

21 Et dans... au début des années soixante ('60),
22 là, le... ils ont signé une entente avec le
23 ministère des Affaires indiennes, une entente
24 administrative...

25 SUSPENSION

1 PANNE D'ÉLECTRICITÉ GÉNÉRALE

2 -----

3 REPRISE

4 **LE COMMISSAIRE :**

5 Alors rebonjour. Nous avons eu une panne
6 électrique, qui était générale dans la ville me
7 dit-on. Alors Chef Mathias nous vous écoutons, et
8 nous sommes prêts à reprendre où vous en étiez.

9 **M. STEEVE MATHIAS :**

10 D'accord. Il faut croire que c'était peut-être un
11 signe, hein?

12 **LE COMMISSAIRE :**

13 Un signe des temps. D'ailleurs vous parliez
14 d'électricité, de barrages, et l'électricité nous
15 laisse tomber.

16 **Me PAUL CRÉPEAU :**

17 Comme vous êtes sorti du noir, maintenant éclairez-
18 nous. (rire)

19 **M. STEEVE MATHIAS :**

20 Bien, quand on va... quand je vas continuer à vous
21 présenter ma communauté, vous allez voir d'autres
22 périodes là, que ça sera pas aussi clair, aussi
23 brillant que ça. Mais, je pense, où que je... où
24 qu'on s'est laissé tantôt là, je parlais là, qu'il
25 y avait... que les Pères oblats avaient obtenu

1 deux... demi-lots. Ils ont obtenu une lettre
2 patente pour ces deux (2) terrains-là, pour
3 construire l'église puis l'école, puis les Affaires
4 indiennes avaient, dans les années, au début
5 soixante ('60), fait des bails... euh, pas des
6 bails, excuse, des ententes administratives, pour
7 que le ministère des Affaires indiennes fédéral
8 *peuvent* allouer des budgets pour la construction de
9 maisons. Et aussi de faire comme des
10 infrastructures communautaires, comme un système
11 d'égout puis d'aqueducs.

12 C'est... c'étaient des bails... c'étaient des
13 ententes administratives de dix (10) ans, à ma
14 connaissance, qui a été renouvelé une fois.

15 Et par après, bien là, les... le ministère ont
16 mis de la pression sur le Conseil de bande pour
17 dire, "ah, on veut que vous deveniez réserve. Que
18 il faut... que Winneway obtienne le statut de
19 réserve." Et c'est là que les choses... on peut
20 voir des résolutions des années, des débuts
21 soixante-dix ('70), des anciens élus, le chef puis
22 les conseillers avaient soumis des... quelques
23 résolutions dans ces années-là, pour... ils
24 faisaient une demande de la réserve, mais, où que
25 les défis étaient... aboutissaient, c'était surtout

1 sur la superficie de la communauté. Le périmètre,
2 et de là, par après, bien, c'est sûr que,
3 aujourd'hui on a toujours le même débat, toujours
4 le même défi, jusqu'au point que le ministère des
5 Affaires indiennes ont cessé, en deux mille huit
6 (2008) - j'étais élu chef à l'époque - ils ont mis
7 fin au programme de garantie ministérielle pour
8 l'habitation. Ils nous ont dit là... puis ils
9 ont... on les avait obtenus dans le passé, on avait
10 toutes les programmes que toutes les communautés
11 avaient, qui avaient le statut de réserve; que ça
12 soit dans le domaine de l'éducation ou des
13 infrastructures communautaires, de l'habitation, la
14 police, on avait toutes les mêmes programmes et
15 services, comme si on était une réserve.

16 En deux mille huit (2008), bien là ils ont
17 changé d'attitude puis ils ont... ils nous ont dit
18 que, "tant qu'il y aurait la réserve, bien là, vos
19 programmes d'habitation, de garantie ministérielle
20 ne s'appliqueraient plus."

21 **Me PAUL CRÉPEAU :**

22 Mais Chef, si vous me permettez de vous poser...
23 peut-être de vous couper un peu là, juste pour
24 qu'on les mette au clair là. Jusqu'en deux mille
25 huit (2008), ça c'est la position du ministère des

1 Affaires indiennes à Ottawa?

2 **M. STEEVE MATHIAS :**

3 Exact.

4 **Me PAUL CRÉPEAU :**

5 O.K. Et là vous perdez tous ces programmes-là, qui
6 étaient des programmes de subvention, d'aide au
7 bâtiment, infrastructures, ce que vous avez conté.

8 **M. STEEVE MATHIAS :**

9 Exact.

10 **Me PAUL CRÉPEAU :**

11 O.K.

12 **M. STEEVE MATHIAS :**

13 Ça nous permettait d'aller chercher une hypothèque,
14 avec n'importe quelle institution financière, parce
15 que dans le domaine de l'habitation, les banques
16 veulent pas financer à moins qu'il y ait une
17 garantie du ministère. Puis, c'est la SCHL qui
18 fait le... qui donne cette garantie-là, mais là
19 c'est... Nous autres on perçoit que c'était... ça
20 a été une tactique du gouvernement pour nous forcer
21 à accepter le statut de réserve et...

22 **Me PAUL CRÉPEAU :**

23 Tel qu'il vous était proposé à ce moment-là.

24 **M. STEEVE MATHIAS :**

25 Bien, eux autres ils voulaient y aller en étapes.

1 C'est, "acceptez ça", t'sé, juste qu'est-ce que les
2 Pères Oblats avaient obtenus là, les deux demi-lots
3 que j'ai fait référence tantôt, et on avait débordé
4 même, le développement de la communauté déborde les
5 deux demi-lots aussi là. Ils ont dit, "alors on va
6 englober les autres développements qu'il y avait eu
7 lieu en dehors de ces terres-là. On va commencer
8 avec ça pour vous donner le statut de réserve, puis
9 on va régler l'agrandissement plus tard."

10 Puis tu vois, les Aînés chez nous, nous ont
11 tout le temps dit, "méfiez-vous des gouvernements
12 parce que, ils disent que, quand ils vont nous
13 dire "on va régler ça plus tard, ils nous... ils
14 ont dit, plus tard ne vient jamais." T'sé,
15 c'est... Ça a été ça là, les conseils de nos
16 Aînés.

17 En anglais ils disent, "don't believe them
18 when they say it will be ordered later, because
19 later never comes."

20 **Me PAUL CRÉPEAU :**

21 Alors, pour le résumer, en deux mille huit (2008),
22 ce qu'on vous offre, c'est ce que vous occupiez
23 déjà à ce moment-là, ce qui était les deux (2)
24 demi-lots un peu agrandis, mais aucune possibilité
25 de prendre de l'expansion, d'avoir plus d'espace.

1 **M. STEEVE MATHIAS :**

2 Bien ça, c'était les années soixante-dix ('70). En
3 mille neuf cent quatre-vingt-seize (1996), quatre-
4 vingt-quinze ('95), dans ces années-là là, il y a
5 eu d'autres... une autre résolution qui avaient été
6 *soumis* dans ces années-là. Et là ils voulaient
7 avoir une étude démographique; parce qu'ils nous
8 disaient comme quoi que c'est de même que le... la
9 politique de création de réserve était basée, sur
10 une étude démographique sur vingt-cinq (25) ans, et
11 sur cette période-là, qu'ils étaient pour nous
12 démontrer quelle était pour avoir la population de
13 Winneway dans vingt-cinq (25) ans. Et avec ça, ça
14 leur donnait une formule pour justifier le nombre
15 d'hectares pour le périmètre de la nouvelle
16 réserve.

17 Là... là les problèmes sont toujours là. Les
18 défis sont toujours les mêmes. Et aujourd'hui,
19 on... les petites communautés comme Long Point
20 - parce qu'on a une population là, le membership de
21 Long Point c'est environ huit cent cinquante (850),
22 puis on est à peu près la moitié qui demeurent dans
23 la communauté.

24 Si vous voyez, sur la map que j'ai commencé ma
25 présentation avec, on voit Rapide-7. On a des

1 membres qui demeurent aussi juste à côté du
2 barrage, de la centrale de Rapide-7. Et il y en
3 a... il y a une famille aussi, qui demeure à
4 Rapide-2. Il y a encore des gens qui occupent le
5 territoire, qui demeurent sur le territoire. Et,
6 là, on veut toujours tenir compte de leurs intérêts
7 aussi, parce qu'on a... on dit aussi comme quoi
8 que, si on devient une réserve, combien des gens
9 qui vont vouloir revenir dans la communauté. Ou
10 s'installer, de ceux qui ont jamais eu d'habitation
11 parce que, on a un gros problème de surpeuplement
12 dans nos maisons; il y a des gens là, qui
13 demeurent, des jeunes couples qui demeurent en
14 arrière, qui se sont construit des petites cabanes
15 pour demeurer... ou qui ont pas d'eau courante ou
16 de toilettes et autres là, c'est juste un petit
17 shack de douze par douze (12 x 12), puis juste
18 assez pour mettre un lit là-dedans puis
19 s'installer... ils demeurent là-dedans toute
20 l'année aussi.

21 Là, nous autres c'est que, on est aussi
22 enclavé par la municipalité de Laforce, parce que
23 la municipalité de Laforce, elle touche la
24 communauté de Winneway. Et on avait eu des défis,
25 à un moment donné, avec la municipalité de Laforce,

1 où que, eux autres avaient fait la demande de la
2 MRC du Témiscamingue pour nous... pour envoyer un
3 évaluateur pour venir évaluer chaque bâtisse,
4 chaque résidence dans la communauté, pour des fins
5 de taxes. Ils ont voulu aller à ce... jusqu'à ce
6 point-là, pour essayer de taxer les... nos gens de
7 la communauté.

8 Et je me rappelle à l'époque, parce qu'on
9 avait eu notre... on s'avait fait enlever notre
10 corps de police, puis, le directeur général de la
11 MRC m'avait appelé, il m'avait demandé, il m'a dit,
12 il a dit, "regarde là, je vas t'envoyer là, notre
13 évaluateur là, puis je veux que... tu vas nous
14 garantir sa sécurité quand qu'il va aller évaluer
15 chaque maison puis chaque bâtisse de la
16 communauté."

17 J'ai dit, "pardon?" Parce que j'ai dit,
18 "regarde, je peux même pas garantir la sécurité de
19 mes propres membres, parce que j'ai même plus un
20 corps de police dans la communauté, le
21 gouvernement... on n'a pas pu s'entendre, à cause
22 de d'autres... pour des questions de budgets, de
23 financements, et j'ai dit, regarde là, on nous a
24 enlevé notre corps de police en même temps, j'ai
25 dit, comment que je peux vous garantir la sécurité

1 de votre employé quand on peut même pas garantir la
2 sécurité de la communauté?"

3 Et il a dit, "oui, t'as un bon point". Mais
4 il dit... il dit, "je vas te revenir sur ça, il
5 dit, on va demander à la Sûreté du Québec d'aller
6 l'escorter d'abord, pour venir faire l'évaluation
7 de toutes les bâtiments."

8 Puis quelques mois plus tard on s'est croisés
9 à l'épicerie, moi puis le directeur général, puis
10 j'ai dit, "puis, qu'est-ce qui se passe, j'ai dit,
11 la Sûreté, est-ce qu'elle va aller vous escorter?"

12 -Ils ont dit non, ils veulent pas se mêler de
13 ça. Et il m'a dit, "regarde, Steeve, je fais juste
14 ma job moi, il dit, ah, il dit, c'est la
15 municipalité qui a fait la demande à la MRC, puis
16 on est obligé, la MRC, de répondre à... aux
17 demandes des municipalités."

18 Bien j'ai dit, "regarde là, t'sé, il y a une
19 certaine logique aussi, je pense, qu'il faut tenir
20 compte là, t'sé, j'ai dit, je pense que l'approche
21 était... cavalière, puis elle était aussi d'une
22 façon là, t'sé, à provoquer les choses plus que
23 n'importe quoi d'autre là, je veux dire, ça, vous
24 courez après le trouble là, pour... si vous voulez
25 faire des choses de même, j'ai dit, vous avez

1 intérêt là, d'être plus... d'avoir une meilleure
2 compréhension là, de la situation là, qu'on est en
3 train de vivre."

4 Là, nous autres on avait fait certaines
5 démarches, la communauté. On... a fait des études
6 aussi, avec le Conseil tribal, pour voir, t'sé, on
7 s'est dit, comment qu'on peut, t'sé, créer de la
8 richesse dans la communauté, comment qu'on peut...
9 Parce qu'on avait... le bien-être était peut-être à
10 quatre-vingt-dix pour cent (90 %) là, dans les
11 années soixante-dix ('70) là. Dans les années
12 quatre-vingt ('80). Puis s'il y avait des jobs,
13 c'étaient des jobs très saisonniers, c'étaient des
14 gens qui faisaient de la construction de maisons à
15 l'époque.

16 Les Affaires indiennes nous donnaient peut-
17 être des budgets pour construire deux (2) maisons
18 par année. Ça, ça embauchait peut-être six-sept
19 (6-7) hommes là, dans'construction.

20 Là, il y avait eu des études de faites, puis
21 les études démontraient comme quoi que, compte tenu
22 de la situation géographique de Winneway - t'sé, on
23 n'est pas collés sur la 117 ou la 101 là, nous
24 autres, on est complètement au bout du secteur du
25 Témiscamingue - puis là, là c'était de voir quel

1 est le potentiel de créer de l'emploi ou des
2 opportunités d'affaires.

3 Et les études nous ont révélé comme quoi que,
4 c'est... il faut avoir accès au territoire puis aux
5 ressources naturelles. Entre autres, ils nous
6 avaient dit comme quoi que, l'étude disait de se
7 concentrer dans deux (2) domaines, c'était dans le
8 tourisme, et aussi dans le... dans la foresterie,
9 c'est là que, il y avait le plus d'opportunités
10 d'affaires puis d'emplois pour la communauté.

11 Ah, il y a eu des projets à l'époque.
12 C'étaient plutôt des projets là... je me rappelle,
13 j'étais juste un ado là, je me rappelle que, le
14 Conseil de bande avait acheté des scies à chaîne,
15 puis, des tentes de prospecteurs, pour que les gens
16 commencent à s'impliquer dans l'exploitation
17 forestière. Et ça a duré un certain temps, jusqu'à
18 quand que là, les machines ont rentré; t'sé, avec
19 les bûcheuses qu'on connaît aujourd'hui, les...

20 **Me PAUL CRÉPEAU :**

21 (Inaudible) plus grande facilité.

22 **M. STEEVE MATHIAS :**

23 Exact.

24 **Me PAUL CRÉPEAU :**

25 O.K.

1 **M. STEEVE MATHIAS :**

2 Ça, les gens là, qui travaillaient plus avec des
3 scies à chaîne manuelles là - la récolte manuelle
4 qu'on appelait - bien ça, ça a pris le bord, parce
5 que t'sé, c'était moins rentable puis c'était...

6 Là, après ça, on a eu des... de l'emploi dans
7 le reboisement. Il y a eu des projets de
8 reboisement, puis après ça, il y a eu des projets
9 de sylviculture au niveau de... la pré... de la
10 coupe pré-commerciale.

11 On a eu certains défis dans tout ça. Et, là,
12 les gens nous disaient, "on est pas contre le
13 développement, mais on aimerait avoir aussi les
14 mêmes opportunités que toutes les autres personnes
15 ont sur le territoire." Ils me disaient que... il
16 y a des... je me rappelle des gens me disaient,
17 "j'aimerais ça être opérateur de machinerie lourde
18 moi aussi, il dit, moi, aller planter des arbres
19 quand il fait trente (30), trente-cinq (35) degrés
20 dehors, jamais pas trop ça rendu sur l'heure du
21 midi. J'aimerais bien ça être dans une machine à
22 l'air climatisé comme les autres aussi." T'sé,
23 c'est ce genre de discours-là qu'il y avait dans la
24 communauté. Puis on a dit, "ok, on va regarder là,
25 comment qu'on peut s'intégrer dans cette industrie-

1 là, à toutes les niveaux, pas juste au niveau de la
2 sylviculture."

3 On avait organisé une... un colloque, en mille
4 neuf cent quatre-vingt-dix-neuf (1999). On l'avait
5 appelé le Keepers of our land - Gardiens de nos
6 terres. Et on avait convoqué des gens du ministère
7 des Ressources naturelles, des compagnies
8 forestières, d'autres communautés, Richard
9 Desjardins, qui venait juste de faire son
10 documentaire sur l'Erreur boréale, il avait été un
11 de... des personnes qui *avait venues* faire une
12 présentation.

13 On avait eu une bonne rencontre. Ça avait
14 duré quelques jours. Et qu'est-ce qui en est
15 ressorti c'est que, les gens disaient que "oui, on
16 veut s'impliquer, puis on veut être mieux consulté,
17 on veut avoir, t'sé, notre mot à dire sur le
18 développement, que c'est pas vrai là, que... qu'on
19 va continuer à tolérer ça pour... sans que... sans
20 qu'on en tire certains bénéfices."

21 Par après on a eu des conflits sur le
22 territoire, puis le territoire, il a... où que on
23 avait de la misère à convaincre les gouvernements
24 puis l'industrie, pour nous laisser une place dans
25 tout ça aussi. On parlait aussi de redevances,

1 comment qu'on peut obtenir, t'sé, certains
2 bénéfiques, pour que la communauté peuvent avoir
3 accès à un financement autre que le ministère des
4 Affaires indiennes; compte tenu là, que la plupart,
5 sinon pas toutes les programmes sont... sous-
6 financés. On a essayé de voir comment qu'on
7 pourrait obtenir une autre source de financement,
8 t'sé, pour combler les besoins de la communauté.

9 Et on a pris action sur le terrain. En deux
10 mille quatre (2004), on a fait une coalition avec
11 la communauté de Lac-Simon, où qu'on avait
12 intervenu aussi, c'est des contrats de récolte là,
13 de... sur le chemin de... qu'on appelle ici le Twin
14 Rapid là; c'est à peu près à une trentaine de
15 kilomètres de Val-d'Or. Et ça, ça avait duré ça,
16 ce... pour... ah, presque trois (3) mois. Et on
17 avait eu plusieurs rencontres aussi, des rencontres
18 avec les ministres des Affaires autochtones puis le
19 ministre des Forêts, puis on disait comme quoi que
20 on [ne] peut plus continuer de cette manière-là, il
21 faut qu'on ait notre part de ce développement-là
22 aussi. T'sé, puis qu'on... Parce que là, il y
23 avait des arrêts au niveau de la Cour suprême du
24 Canada qui disait que... c'est là que ces arrêts-là
25 faisaient référence à la consultation et

1 l'accommodement. T'sé, on mettait, nous autres
2 aussi, beaucoup d'emphase sur l'accommodement,
3 t'sé, pour dire, "il faut que vous nous accommodiez
4 aussi, pour que... comment qu'on peut en tirer
5 bénéfice de tout ça."

6 Et malheureusement, l'ouverture n'était pas à
7 la hauteur de nos attentes, et, même c'est que...
8 on avait beaucoup de difficulté.

9 Là, en deux mille (2005), on s'est... ça s'est
10 répété encore sur un autre terrain de trappe, plus
11 vers le secteur de Rapide-7, et cette... ça, ça a
12 duré peut-être un mois de temps. Ça a toujours
13 viré là, où que la Sûreté du Québec elle a
14 intervenu, et que, il y a eu des arrestations; moi-
15 même, en tant que chef, je me suis fait arrêter à
16 deux reprises, et j'ai été incarcéré là, pour...
17 aux deux reprises, pour une période de... je pense
18 la première fois c'était de quatre (4) jours, puis
19 la deuxième fois c'était quelques jours. Puis
20 j'ai...

21 Avec cette expérience-là, j'ai appris des
22 choses aussi, t'sé, parce que là, les... on se
23 mettait comme en conflit avec la Sûreté du Québec,
24 et là, c'était tendu par *bouttes*. Puis à un moment
25 donné, t'sé, eux autres, ils nous disaient que, ils

1 avaient des ordres qui venaient de Québec, puis
2 qu'ils avaient plus le choix là, que, ils
3 voulaient... soit qu'on cesse ou bien qu'ils
4 étaient pour nous mettre en état d'arrestation.

5 Ça, ça m'a fait penser à... Parce que j'avais
6 été à Ville-Marie, pour faire mes empreintes
7 digitales; parce que quand que j'ai été arrêté,
8 pour être libéré avec des conditions, bien, il
9 fallait... une des conditions, il fallait que
10 j'aïlle prendre mes empreintes digitales au poste
11 de police de Ville-Marie. Puis le policier qui a
12 pris mes empreintes digitales, c'était une personne
13 qui était sur le bord de sa retraite, puis quand
14 qu'il m'a vu, quand que j'ai rentré dans la salle
15 pour prendre mes empreintes, il m'a dit, il a fermé
16 la porte, il m'a dit, "Steeve, il dit, m'as te dire
17 de quoi là, off the record, il dit, Steeve, je
18 comprends les choses que t'as faites avec ta
19 communauté, là il dit, nous autres, la Sûreté du
20 Québec, on a eu de la formation, la question des
21 Algonquins, on sait que c'est des... il y a pas de
22 traité *icitte*, ça a pas de... il y a pas eu
23 d'ententes avec les gouvernements. Mais, il dit,
24 les ordres viennent d'en haut, il dit, puis on n'a
25 pas le choix d'exécuter les ordres qui nous sont

1 donnés, de... qui viennent de..."... Quand il me
2 dit, "d'en haut", c'est... il faisait référence
3 de... du gouvernement du Québec. Ça venait de
4 Québec ces ordres-là. Mais il dit, "avec les
5 formations qu'on a eues, parce qu'on essaye de
6 comprendre aussi, dans quoi que... la Sûreté du
7 Québec, on essaye de comprendre, t'sé, les enjeux
8 de tout ça aussi là, il dit, on a eu des
9 présentations."

10 Entre autres, il m'avait... il avait eu des
11 présentations de Serge Bouchard, que vous avez
12 accueilli cette semaine, et... ça, il m'avait dit
13 comme quoi que... je voyais qu'il était comme...
14 pas à l'aise de ça là, t'sé, de dire là que, "je
15 suis en train de prendre des empreintes digitales
16 d'un chef que je sais qu'il a raison", t'sé, c'est
17 le message qu'il voulait me lancer.

18 Mais ça c'est... ça a été une époque là, où
19 que, j'ai eu à me défendre devant la justice, puis
20 on a gagné notre cause, moi puis les trappeurs.

21 Les femmes, en deux mille quatre (2004), il y
22 avait... vingt-six (26) femmes qui avaient été
23 arrêtées avec les chefs là, aussi, moi puis le chef
24 Pien à l'époque, de Lac-Simon, et quelques autres
25 membres de nos communauté, des hommes, on est... on

1 était une trentaine là, qui avaient été arrêtés,
2 mais sur les trentaines, il y avait vingt-six (26)
3 femmes.

4 Les femmes, c'est eux autres, t'sé, qui...
5 t'sé, qui... Ils nous ont mis bien de la pression
6 les femmes, dans nos communautés aussi, t'sé. À
7 l'époque, nous dire, "ah, il faut faire de quoi, on
8 [ne] peut plus vivre dans les conditions qu'on est
9 présentement." T'sé c'est... elles ont joué un
10 gros rôle dans tout ça. Puis dire, "c'est pas vrai
11 là, qu'on va continuer de vivre dans'misère comme
12 quoi qu'on a vécu pour plusieurs décennies là, je
13 veux dire, il faut que ça arrête." T'sé, c'est le
14 genre de réunion qu'on avait alentour de... du
15 campement, t'sé, le soir, puis on avait beaucoup de
16 discussions à travers tout ça.

17 Là, en deux... après ça, en deux mille huit
18 (2008), parce qu'on faisait toujours de la
19 représentation. T'sé, je pense que, les
20 gouvernements aussi ont... ils ont... démontré une
21 certaine ouverture. Et c'est de là que j'aimerais
22 peut-être là, qu'on regarde certains documents que
23 j'ai soumis à la Commission cette semaine, entre
24 autres l'Entente-Cadre, qu'on a signée lors d'une
25 cérémonie à Winneway en deux mille huit (2008).

1 **Me PAUL CRÉPEAU :**

2 On la met à l'écran, qui est l'Entente-Cadre, le
3 premier document Madame.

4 Peut-être juste nous préciser, parce qu'on n'a
5 pas encore... on y reviendra tout à l'heure mais,
6 vous avez été élu chef pour la première fois en...?

7 **M. STEEVE MATHIAS :**

8 En mille neuf cent quatre-vingt-dix-huit (1998).

9 **Me PAUL CRÉPEAU :**

10 O.K. Et vous êtes toujours le chef... Vous l'avez
11 été de façon continue depuis ce temps-là?

12 **M. STEEVE MATHIAS :**

13 Je l'ai été pour douze (12) ans de temps. J'ai
14 perdu des élections en deux mille dix (2010). Et
15 je me suis fait réélire en deux mille treize
16 (2013), comme conseiller. Puis, au début du mois
17 d'août, je me suis fait réélire comme chef.

18 **Me PAUL CRÉPEAU :**

19 (Inaudible).

20 **M. STEEVE MATHIAS :**

21 Exact.

22 **Me PAUL CRÉPEAU :**

23 Je vous laisse continuer, puis on reviendra à tout
24 ça par la suite.

25 **M. STEEVE MATHIAS :**

1 Bien, le but c'est que, je veux pas toute rentrer
2 dans le détail de ça, parce qu'on pourrait en
3 discuter toute la journée de l'enquête-cadre. Mais
4 je l'ai subie parce que... à cause du fait que la
5 communauté de Winneway, comme j'ai mentionné,
6 compte tenu qu'elle est... c'est une petite
7 communauté, qui est moins peuplée que d'autres
8 communautés Anishinabes, puis la formule de
9 financement des gouvernements c'est toujours basé
10 sur la population. Puis, c'est là qu'on a... que,
11 on se trouve à être pénalisés, je pense là, au
12 niveau du financement, quand que, on nous impose ce
13 genre de formule-là, basé sur la population, bien
14 là ça te donne tant d'argent.

15 Bien, il y a des facteurs d'éloignement aussi,
16 il faut tenir compte... Les besoins, je veux pas
17 dire qu'ils sont identiques d'une communauté à
18 l'autre. On a nos propres particularités à
19 Winneway, et c'est de ça là, que, j'ai... qu'on
20 avait fait la représentation auprès des
21 gouvernements. On a dit que, "vos lois, vos
22 politiques, vos règlements, t'sé, ne correspondent
23 pas à la réalité puis aux besoins de la communauté.
24 Puis ça va prendre quelque chose d'autre que ça."

25 Et c'est là que le gouvernement du Québec

1 avait accepté pour dire, "ok, on va créer une
2 Entente-Cadre là, qui va nous permettre là, de...
3 en anglais on dit, "think outside the box", pour
4 penser en dehors de la boîte là, t'sé, pour pas
5 que, t'sé, qu'on... Puis c'est ça l'Entente-Cadre,
6 on a dit, "ah, ça va nous définir un processus de
7 négociation."

8 Là, le processus... puis c'est ça l'Entente-
9 Cadre. Ça nous permet d'établir un processus de
10 négocier sur des... sur de nouvelles bases.

11 Et dans... quand qu'on a signé l'Entente-
12 Cadre, simultanément on a signé cinq (5) lettres
13 d'entente, puis les lettres d'entente va... il y en
14 avait une sur l'assise territoriale, il y en avait
15 une autre sur la foresterie, il y en avait une
16 autre sur la sécurité publique, l'autre était sur
17 le mandat du médiateur; parce qu'on avait nommé un
18 médiateur à l'époque aussi. Et ça a été
19 l'ancien... juge Jean-Charles Coutu qui a... Parce
20 que, on nous avait comme encore imposé une autre
21 personne, puis on avait répondu au gouvernement,
22 "regarde... - je crois que c'était le juge Paul.

23 **Me PAUL CRÉPEAU :**

24 Réjean Paul.

25 **M. STEEVE MATHIAS :**

1 Oui. Et j'avais rencontré Réjean Paul ici, à Val-
2 d'Or, puis j'avais dit, "Réjean, regarde, j'ai
3 dit,... - parce que c'était un membre de la
4 communauté aussi, de Kitigan Zibi -...

5 **Me PAUL CRÉPEAU :**

6 Oui.

7 **M. STEEVE MATHIAS :**

8 ... puis là j'avais dit à Réjean Paul, j'ai dit,
9 regarde, c'est pas que je te respecte pas. Qu'est-
10 ce que j'ai de la misère à accepter c'est que c'est
11 le gouvernement qui nous impose, qui t'impose sur
12 nous autres, j'ai dit, moi j'aimerais bien que
13 on... que le gouvernement et Long Point s'entendent
14 qui va être le médiateur, et aussi quel va être le
15 mandat du médiateur, puis là j'ai dit, regarde,
16 j'ai dit, moi, monsieur... au juge Paul j'ai
17 dit, regarde, nous autres on avait... pensé de
18 faire appel à Jean-Charles Coutu, puis j'ai dit,
19 moi je l'avais rencontré aussi, puis Jean-Charles
20 avait démontré un intérêt puis une ouverture de
21 s'impliquer là-dedans."

22 Pourquoi qu'on avait... on voulait
23 sélectionner aussi Jean-Charles, parce que Jean-
24 Charles avait joué un rôle bien important pour le
25 démarrage des cours itinérantes dans le Nord, puis,

1 il avait fait une étude aussi, sur la prise en
2 charge d'un système de justice pour les
3 communautés. Et il y avait des causes où je me
4 rappelle que... qu'il avait... que lui avait
5 présidées, au niveau de la chasse, puis de la pêche
6 et autres. T'sé, il avait déjà une bonne
7 compréhension...

8 **Me PAUL CRÉPEAU :**

9 Une sensibilité.

10 **M. STEEVE MATHIAS :**

11 ... exact, de... des enjeux qu'on faisait face.
12 Puis c'est là que nous autres, le Conseil de bande,
13 on avait dit que Jean-Charles, ça serait une
14 personne de confiance pour nous autres. Et quand
15 on a... quand j'en avais parlé avec Réjean Paul, il
16 m'avait dit, "Steeve, c'est une bonne idée, il dit,
17 je retourne à Québec, puis je vas le recommander au
18 gouvernement, comme quoi que... qu'ils devraient
19 nommer Jean-Charles Coutu à'place de moi."

20 Puis c'est ça qui a été fait, puis c'est ça
21 qu'on avait fait, l'entente aussi de... la lettre
22 d'entente pour le mandat de Jean-Charles.

23 **Me PAUL CRÉPEAU :**

24 On va juste faire une chose immédiatement, on va
25 produire, Monsieur le président... euh, Monsieur le

1 Commissaire, le document, l'Entente-Cadre, et je
2 vous dirais les cinq (5) lettres d'entente qui
3 l'accompagnent, les documents que monsieur Mathias
4 nous a produits, sous une seule cote - c'est pas
5 volumineux - et on y référerait au besoin. Ce sera
6 beaucoup aussi pour nos services de recherche, sous
7 la cote...?

8 **LA GREFFIÈRE-AUDIENCIÈRE :**

9 P-107.

10 **Me PAUL CRÉPEAU :**

11 P-107. Alors l'Entente-Cadre et les cinq (5)
12 lettres d'entente.

13 **- PIÈCE COTÉE P-107 -**

14 **LA GREFFIÈRE-AUDIENCIÈRE :**

15 Oui.

16 **Me PAUL CRÉPEAU :**

17 Merci. Je vous laisse continuer Monsieur Mathias.

18 **M. STEEVE MATHIAS :**

19 Puis l'autre lettre d'entente c'était sur le
20 financement; parce qu'on avait convaincu le
21 gouvernement pour dire comme quoi que, la
22 communauté de Long Point a aucune source de
23 financement, on n'a pas de budget pour entamer
24 des... de la négociation sérieuse comme ça. Et la
25 lettre d'entente prévoit que on... la communauté

1 doit faire une demande, premièrement, à des
2 programmes existants, et pour... qui peuvent
3 répondre à financer ce genre de négociation, que ça
4 soit dans le domaine de la sécurité publique ou de
5 forêts et autres, et si le financement peut pas
6 combler la totalité, mettons si le programme peut
7 financer seulement que soixante et quinze pour cent
8 (75 %), le Québec s'engageait de payer la
9 différence.

10 Et s'il y avait aucun programme, s'il y avait
11 des... ou si les programmes étaient inexistantes,
12 bien là, le Québec s'engageait aussi de payer la
13 totalité là, des dépenses reliées à la négociation.

14 Ça, on avait commencé ça, ce processus-là.
15 Mais là, en deux mille dix (2010), t'sé, on était
16 dans... plutôt dans le mode d'élection dans la
17 communauté.

18 J'ai perdu les élections, puis j'ai perdu,
19 t'sé, le fil du temps avec ces ententes-là. Et
20 puis, depuis deux mille dix (2010) c'est que, il y
21 a eu beaucoup de changements au niveau du
22 leadership de la communauté de Winneway; on a eu
23 des élections presque à toutes les années. Il y a
24 eu des... Puis c'est pas juste au niveau des
25 conseillers mais aussi des... du chef. Il y a eu

1 un manque de stabilité au niveau de... du
2 leadership et ça a... puis malheureusement, il y a
3 pas eu d'ententes de conclues depuis qu'on a...
4 qu'on s'est engagé avec le gouvernement du Québec
5 dans ce processus-là.

6 **Me PAUL CRÉPEAU :**

7 Est-ce que vous me permettez peut-être
8 d'intervenir, parce que, ça c'est une partie un
9 petit peu plus politique. Vous dites, vous avez
10 une communauté qui était ou qui est encore divisée
11 sur ces sujets-là? Est-ce que c'est la communauté
12 qui est divisée ou c'est parce que c'est un manque
13 d'intérêt?

14 **M. STEEVE MATHIAS :**

15 Au niveau de...

16 **Me PAUL CRÉPEAU :**

17 Oui,...

18 **M. STEEVE MATHIAS :**

19 ... du processus?

20 **Me PAUL CRÉPEAU :**

21 ... au niveau du suivi des ententes et de réclamer
22 des nouvelles... de nouvelles ententes avec le
23 gouvernement du Québec?

24 **M. STEEVE MATHIAS :**

25 Bien, je... Moi, ma perception de ça c'est que,

1 les gens l'ont peut-être perçu comme quoi que...
2 est-ce que c'était trop complexe, est-ce que
3 c'était... Ils avaient espéré de faire d'autres...
4 d'une manière... de faire ça de d'autres manières,
5 ou autres? T'sé, quand que t'es un leader, t'es un
6 élu d'une communauté, des fois tu veux faire tes
7 affaires à ta manière aussi. C'est peut-être ça
8 qu'il a expliqué aussi.

9 Et là, depuis... Bien, quand j'ai rentré en
10 deux mille treize (2013) comme conseiller, j'ai...
11 là, j'ai... j'en ai parlé, lors des discussions
12 qu'on avait au conseil, de ces ententes-là, que
13 c'était important peut-être qu'on réactive les
14 négociations sur les bases de l'Entente-Cadre.

15 T'sé, on avait commencé ce printemps là, au
16 niveau d'assise territoriale, avec le ministère des
17 Affaires indiennes fédéral, puis le secrétariat aux
18 Affaires autochtones du Québec. Et encore à cause
19 des élections qu'on a eues cet été, bien là, ça a
20 été mis sur la glace là.

21 Là, on... là, dans le nouveau Conseil
22 présentement, j'ai deux (2) anciens chefs avec moi,
23 puis les deux anciens chefs ont siégé comme chefs
24 là, depuis deux mille dix (2010) à deux mille dix-
25 sept (2017) aussi là. Puis j'ai deux (2)

1 conseillères aussi : une qu'on a nommé vice-chef
2 - c'est la première fois qu'on nomme une femme
3 vice-chef de la communauté. Là, il y a une femme,
4 puis, on est deux (2) anciens chefs, puis, une
5 autre membre de la communauté qui est une femme
6 aussi. Ça veut dire qu'on est trois (3) hommes
7 puis deux (2) femmes sur le Conseil. On est cinq
8 (5) membres qui composent le Conseil de bande.

9 Puis on a toutes une affaire en commun, on est
10 toutes des grands-parents. Et c'est sur ça
11 qu'on... que nos débats qu'on a, au sein du
12 Conseil, t'sé, on se dit tout le temps, il faut
13 penser à cette génération-là. T'sé, que... qu'est-
14 ce qu'on fait aujourd'hui, les ententes qu'on
15 aimerait négocier, c'est vraiment eux autres qui
16 vont en bénéficié.

17 La création de la réserve qu'on veut bâtir à
18 Winneway, le village, t'sé, on a dit que... c'est
19 vraiment pour eux autres qu'on a (inaudible).

20 Moi j'ai cinquante-trois (53) ans aujourd'hui
21 là. Il me reste comment de temps, je le sais pas,
22 t'sé. T'sé, je le souhaite de vivre, voir mes
23 grands enfants... mes petits-enfants vivre...
24 grandir dans de quoi beaucoup plus... facile de
25 qu'est-ce qu'on a vécu nous autres, ma génération

1 là. Puis je pense que, on a tous un rôle à jouer
2 là-dedans.

3 **Me PAUL CRÉPEAU :**

4 Alors on est peut-être rendus là aujourd'hui. On
5 est en deux mille dix-sept (2017), vous avez cette
6 entente-là, l'Entente-Cadre de deux mille huit
7 (2008). Peut-être aborder, à partir de maintenant,
8 ce que sont vos défis. Qu'est-ce que vous entendez
9 faire, quels sont les problèmes qui viennent avec
10 ça. Alors on identifie le premier problème, c'est
11 d'avoir... obtenir le statut de réserve, qui vous
12 donnerait accès à un territoire, à certains droits
13 qui vont avec ça, mais ou... et signer des ententes
14 avec le gouvernement du Québec sur le financement.

15 **M. STEEVE MATHIAS :**

16 Bien, nous autres c'est que, j'ai eu l'opportunité,
17 il y a quelques semaines, il y avait eu le caucus
18 libéral ici, à Val-d'Or. Moi puis mes collègues,
19 les autres chefs Anishinabes, et la Grande Chef
20 Verna Paulson, on avait eu une rencontre avec
21 quatre (4) ministres, et à la fin de notre
22 rencontre, le premier ministre Couillard, il a venu
23 dans notre salle où qu'on s'avait réunis, et j'ai
24 eu l'opportunité là, de discuter... tout de suite
25 après leur rencontre, on avait pris une petite

1 séance de photo, puis j'avais eu l'opportunité de
2 parler avec le ministre Kelley, le ministre des
3 Affaires autochtones, puis j'ai dit, "regarde, ce
4 serait important qu'on ait une rencontre, et...
5 parce que j'ai dit, il faut... je veux m'assurer
6 là, que, on est sur la même page, qu'on est...
7 qu'on a la même compréhension de nos défis, puis
8 qu'est-ce que... comment qu'on devrait aborder ça,
9 parce que j'ai dit, regarde, il y a une entente de
10 deux mille huit (2008) qui a été signée, une
11 Entente-Cadre, puis les lettres d'intention, les
12 lettres d'entente, j'ai dit, regarde, j'aimerais
13 là, qu'on s'assit, puis qu'on clarifie ces choses-
14 là." Puis c'est pour ça aussi, que j'ai amené ici
15 la wampum belt, parce que ça, ça fait partie aussi
16 de l'entente qu'on a signée.

17 Parce qu'on essaye, dans la mesure du
18 possible, de toute promouvoir la culture dans
19 toutes nos démarches qu'on fait, dans la
20 communauté de Winneway. Tu vas venir chez nous,
21 les pancartes qui identifient les rues, c'est
22 toutes en forme de canots, et elles sont toutes
23 dans la langue Anishinabe.

24 Les... tu vas aller au dispensaire, toutes les
25 bureaux sont toutes identifiés dans la langue

1 algonquine. Puis on *s'avait* dit, "quand qu'on va
2 signer l'Entente-Cadre avec le gouvernement du
3 Québec - parce que c'est une entente bilatérale -
4 et on s'est dit comme quoi que, ça serait important
5 là, de faire une wampum belt. Parce que
6 historiquement, les wampum belts, ça avait un rôle
7 au niveau des négociations commerciales et aussi
8 politiques. Et c'est pour ça que, le wampum belt,
9 ça a été fait par un des artistes de la communauté.

10 On va retrouver, sur le bord... on a mis
11 l'emblème du gouvernement du Québec, puis on a mis
12 les quatre (4) personnages là-dedans, qui
13 représentent la famille, t'sé, l'homme, la femme
14 puis les enfants.

15 La même chose ici, le canot, qui représente la
16 communauté de Long Point, avec les mêmes
17 personnages. Puis au milieu, bien, là c'est que,
18 on a dit, "il faut se respecter." T'sé, il y a...
19 on a des cultures distinctes, puis on... c'est
20 important qu'on marche *toutes* main dans la main
21 dans l'avenir, mais par contre aussi là, il y a des
22 choses qui nous appartiennent plus
23 particulièrement. Et c'est pour ça que, au milieu,
24 on retrouve le cercle avec les quatre (4) couleurs,
25 ça c'est... ça représente plusieurs aspects de la

1 culture autochtone, pas seulement que Anishinabe
2 mais, c'est pas mal généralisé à travers le pays
3 là, l'Amérique du Nord même, et... puis on avait
4 fait la croix aussi là, pour identifier le...
5 les... la religion là, les croyances aussi de...
6 des... de la plupart de la population du...
7 québécoise.

8 Puis la cérémonie, elle avait eu lieu dans
9 l'église de la communauté aussi, une église qui
10 avait passé au feu puis qu'on venait juste de
11 reconstruire. Et, c'est là qu'on la garde aussi,
12 la wampum, dans l'église.

13 Là, où est-ce qu'on s'en va avec tout ça.

14 Le ministre a convenu qu'on va avoir une
15 rencontre.

16 J'ai eu un appel la semaine passée. J'ai une
17 rencontre là, avec lui, de prévue là, à mi-octobre.
18 On va prendre le temps pour s'assurer là, qu'on
19 part sur une bonne base, puis qu'on va faire
20 avancer des... certains dossiers.

21 Les dossiers, bien là, t'sé, c'est sûr que, il
22 y a la question de l'habitation, mais, t'sé, tout
23 est interrelié avec l'assise territoriale. Le
24 corps de police aussi, c'est interrelié avec
25 l'assise territoriale pour avoir la juridiction,

1 t'sé, de notre corps de police.

2 **Me PAUL CRÉPEAU :**

3 Parce qu'il y en a pas en ce moment.

4 **M. STEEVE MATHIAS :**

5 Non. Non, à l'époque là, je pense c'est en deux
6 mille six (2006), deux mille sept (2007), on nous
7 avait... le gouvernement, ils ont arrêté le
8 financement complètement, et puis ils ont venu
9 vider notre corps de police. Ils ont... parce que
10 nous autres on leur demandait... on pouvait pas
11 s'entendre sur le financement. On leur a demandé
12 un financement là - je pense c'est alentour de cinq
13 cent vingt-cinq mille dollars (525 000 \$) par année
14 pour financer notre corps de police - puis les deux
15 (2) gouvernements, provincial, fédéral, nous
16 offraient quatre cent vingt-cinq mille (425 000).
17 Il y avait un écart de cent mille dollars
18 (100 000 \$).

19 Puis le gouvernement ont décidé de dire...
20 puis nous autres on a dit, "ah, on peut pas signer
21 pour ce montant-là." On a refusé de signer pour
22 quatre cent vingt-cinq mille (425 000).

23 Ils ont retiré notre corps de police. C'est
24 la Sûreté du Québec qui a remplacé notre corps de
25 police, puis on avait eu de l'information comme

1 quoi que... quel était le coût relié à la Sûreté du
2 Québec pour donner le service à la communauté de
3 Winneway. Et je me rappelle, le ministre à
4 l'époque, des Affaires autochtones, m'avait dit
5 comme quoi que ça coûtait cent... euh, ça coûtait
6 un million huit cent mille dollars (1,8 M\$) par
7 année.

8 **Me PAUL CRÉPEAU :**

9 Est-ce que vous avez une présence permanente sur...
10 dans la communauté par la Sûreté du Québec?

11 **M. STEEVE MATHIAS :**

12 Non.

13 **Me PAUL CRÉPEAU :**

14 O.K. C'est sur appel.

15 **M. STEEVE MATHIAS :**

16 C'est sur appel. On vient de vivre de quoi il y a
17 deux (2) jours. Puis, hier soir, j'étais au
18 téléphone avec la soeur de la personne où qu'elle a
19 été impliquée dans un incident avec la Sûreté du
20 Québec, c'était juste avant dîner. Elle, elle
21 demeure pas loin de sa soeur, puis, là elle dit que
22 son conjoint a remarqué que le char de police était
23 chez sa soeur, puis là, il a appelé sa conjointe,
24 il a dit, "regarde, il dit, la police est en train
25 de défoncer la maison de ta soeur." Puis elle dit,

1 "quand j'ai venu pour voir, puis il dit, ils
2 étaient à grands coups de pied, puis ils étaient en
3 train de défoncer la porte de la maison, elle dit,
4 j'ai été chercher des clés puis j'ai été chercher
5 mon iPad."

6 Elle s'est présentée sur les lieux. Il dit
7 que, quand elle est arrivée là, il dit que sa soeur
8 était par terre sur le perron, puis que les
9 policiers l'avaient arrosée avec du poivre de
10 Cayenne. Puis là elle a demandé aux policiers,
11 elle dit, "c'est... qu'est-ce qui se passe?" Il a
12 dit, "bien, ta soeur est suicidaire." Bien elle
13 dit, "si c'est ça, pourquoi que tu l'arroses avec
14 du poivre de Cayenne d'abord?" Puis elle dit que,
15 elle m'a conté comme quoi que, il y avait déjà un
16 détenu dans l'auto-patrouille en arrière... sur le
17 siège d'en arrière aussi. Elle dit, c'était deux
18 (2) jeunes policiers.

19 Là, je prévois la rencontrer là, quand je vais
20 retourner dans'communauté. Je lui ai dit comme
21 quoi que, on a intérêt de faire la lumière sur ça
22 là, parce que j'ai dit, "quelqu'un là qui veut
23 se... qui a des... qui veut faire des tentatives de
24 suicide, que la police rentre là à grands coups de
25 pied dans'porte, puis que... l'arrosent avec du

1 poivre de Cayenne, j'ai dit, on a un intérêt de
2 faire une enquête sur le voir qu'est-ce qui s'est
3 passé, puis j'ai dit, regarde, s'il y a matière là,
4 à déposer des plaintes contre la police, j'ai dit,
5 on peut obtenir des formules ou même aller sur
6 l'Internet pour déposer une plainte à la
7 déontologie policière, j'ai dit, ça là, on
8 va..."...

9 Je prévois de les rencontrer, sa soeur est
10 encore à l'hôpital là, quand que... quand qu'on
11 s'est parlé hier soir.

12 T'sé, c'est... c'est ça que je déplore
13 aujourd'hui. Il y a... on a un corps de police, on
14 a la Sûreté du Québec là, qui vient sur appel.
15 T'sé, au niveau de la prévention, au niveau de,
16 t'sé, de... t'sé, moi, je suis un ancien policier,
17 j'ai fait ça six ans, six ans et demi (6½) de temps
18 dans la communauté de Winneway. T'sé, il faut
19 développer un rapport avec la communauté, t'sé.
20 Puis là, c'est pas ça qui se passe là, t'sé,
21 c'est...

22 Pourtant, t'es pas supposé d'avoir peur de la
23 police. Mais c'est ça qu'on est en train de vivre
24 chez nous. C'est que, quand la police est dans la
25 communauté là, tout le monde est sur l'alerte là,

1 t'sé, c'est qui qui viennent chercher, qu'est-ce
2 qu'ils vont venir faire. T'sé, la perception...
3 t'sé, c'est pas correct, c'est malsain, puis on n'a
4 pas à vivre des choses de même.

5 T'sé, c'est des jeunes policiers qu'elle m'a
6 dit, que... qui avaient de la misère à s'exprimer
7 en anglais, et on est en train de vivre ces choses-
8 là, puis elle m'a dit comme quoi que, il y avait
9 une autre personne aussi, comme quoi que, ils ont
10 été cogner à leur porte là, hier, alentour de sept
11 heures et demie (7 h 30) ou huit heures (8 h) le
12 matin, puis il a cogné à la porte de ce jeune
13 homme-là, le jeune homme il a ouvert la porte, puis
14 il a même pas eu le temps de demander qu'est-ce
15 qu'ils voulaient, ils l'ont pogné, puis ils l'ont
16 tiré, puis ils l'ont menotté, puis ils l'ont emmené
17 au poste, il dit, sans lui mettre... sans lui dire
18 pourquoi qu'il était arrêté, puis sans lui lire ses
19 droits et autres. Là, j'ai dit, "regarde, on va...
20 j'ai dit, je me présente demain devant la
21 Commission là, j'ai dit, puis la Commission se...
22 ils *fassent* l'enquête sur les relations entre les
23 Autochtones puis les services publics, j'ai dit,
24 regarde, je vas le mentionner là, sans nommer de
25 noms, mais j'ai dit, je peux faire référence aux

1 événements que vous venez juste de vivre là."à

2 Parce que ça vient juste de se passer là. Je
3 parle de deux (2) événements, un de... ça fait à
4 peine vingt-quatre (24) heures, et l'autre de
5 quarante-huit (48) heures. T'sé, c'est... je
6 trouve ça assez spécial là, t'sé, comme... puis, ma
7 directrice générale, elle dit que la Sûreté du
8 Québec elle l'a appelée, puis ils ont dit,
9 "regarde, la porte qu'on a défoncée, t'sé, va
10 chercher un estimé puis on va payer pour." T'sé,
11 c'est...

12 **Me PAUL CRÉPEAU :**

13 Les relations sont pas au meilleur.

14 **M. STEEVE MATHIAS :**

15 Ah, vraiment pas.

16 **Me PAUL CRÉPEAU :**

17 O.K.

18 **M. STEEVE MATHIAS :**

19 Vraiment pas, puis je pense que ça va de mal en
20 pire. Il faut faire de quoi, t'sé, j'ai... t'sé,
21 dernièrement, j'écoutais aux nouvelles, j'ai vu le
22 discours du premier ministre du Canada aux Nations
23 Unies. T'sé, bien... je pense que l'heure des
24 discours, t'sé, pour moi aussi, c'est... c'est beau
25 là, mais, ça prend plus que ça là. Il faut faire

1 des choses concrets là, sur le terrain là. Il y a
2 des choses qu'il faut qu'il se passe. Puis des
3 choses assez urgents là, t'sé, comme des situations
4 là, de sécurité publique entre autres, au niveau de
5 l'habitation.

6 La madame là, que je t'ai dit qu'elle s'est
7 fait arroser par le poivre de Cayenne, elle avait
8 venu à l'assemblée générale la semaine passée,
9 parce qu'elle a des gros problèmes de moisissures
10 dans sa maison, puis ça fait une bonne secousse que
11 ça dure. Elle avait été au dispensaire cet avant-
12 midi-là, pour lui dire comme quoi qu'elle était
13 tannée d'attendre, puis elle voulait avoir des
14 services, puis comment qu'elle peut... on peut lui
15 aider. Puis, c'est pas longtemps après ça, c'est
16 là que, la police a intervenu pour... avec le
17 poivre de Cayenne. T'sé, ... toute ça s'est passé
18 toute cet avant-midi-là.

19 **Me PAUL CRÉPEAU :**

20 On a traité des problèmes de sécurité publique,
21 d'absence d'un corps de police autochtone dans
22 votre communauté. Vous me parlez d'habitation. Si
23 on fait un peu le tour des services fournis par
24 l'État québécois, si on se parle de santé et
25 services sociaux, avez-vous des services chez vous?

1 Sont-ils suffisants?

2 **M. STEEVE MATHIAS :**

3 Bien, santé, c'est *toute*... ça relève *toute* du
4 gouvernement fédéral avec Santé Canada. On a un
5 dispensaire à Winneway. Le dispensaire de Winneway
6 est assez différent que d'autres communautés. Il y
7 a deux (2) dispensaires dans la nation Anishinabe :
8 il y a le Lac Barrière et Winneway, qui ont le même
9 type de... dispensaire; parce qu'on se trouve à
10 être au-delà de cent (100) kilomètres d'un hôpital.
11 Et là on a des infirmières, nous autres il y a
12 quatre (4) infirmières dans notre communauté, il y
13 en a toujours une en disponibilité le soir, et ils
14 sont deux (2), des fois trois (3) par shift durant
15 le jour.

16 **Me PAUL CRÉPEAU :**

17 Alors votre éloignement vous a permis d'avoir quand
18 même de... peut-être de meilleurs services que
19 quand vous vous comparez aux autres communautés?

20 **M. STEEVE MATHIAS :**

21 Bien, c'est que, il y a des infirmières plus...
22 parce que... Dans d'autres communautés où c'est
23 qu'il y a des infirmières ça va être plus
24 préventif. T'sé, ils vont faire de la prévention
25 de différentes choses là. Mais chez nous c'est

1 que, il y a une...

2 **VOIX MASCULINE NON IDENTIFIÉE :**

3 Un traitement.

4 **M. STEEVE MATHIAS :**

5 ... un traitement. Exact. Il y a comme le service
6 d'ambulance. T'sé, nous autres, l'ambulance, ça
7 peut prendre au-delà d'une demi-heure avant que...
8 qu'ils peuvent venir sur les lieux d'un accident ou
9 d'un appel... Et ça, ça cause des inconvénients ça
10 aussi là, des risques aussi.

11 **VOIX MASCULINE NON IDENTIFIÉE :**

12 Ça va.

13 **M. STEEVE MATHIAS :**

14 Mais le fait qu'on a des infirmières, ils peuvent
15 venir répondre...

16 **VOIX MASCULINE NON IDENTIFIÉE :**

17 O.K.

18 **M. STEEVE MATHIAS :**

19 ... t'sé, en attendant qu'on a l'ambulance.
20 T'sé... Et puis, le financement de Santé Canada,
21 c'est des financements assez rigides, assez
22 stricts, et avec peu de souplesse; ils n'ont pas
23 de... aucune souplesse du tout. Et on... c'est pas
24 si évident que ça là, de gérer ce genre de
25 programmes-là.

1 Au niveau des services sociaux, bien là c'est
2 que, c'est des gens de l'extérieur qui viennent,
3 puis, les gens... des gens qui ont de la perception
4 là, au niveau, comme quoi qu'ils viennent... la
5 crainte de se faire enlever les enfants et autres
6 là.

7 Mais par contre, j'ai... l'approche que
8 j'ai... qu'on préconise chez nous, avec les
9 services sociaux c'est que, les placements doivent
10 se faire dans les familles de la communauté, dans
11 la mesure du possible là, t'sé.

12 **Me PAUL CRÉPEAU :**

13 Est-ce que c'est respecté, est-ce que ça
14 fonctionne?

15 **M. STEEVE MATHIAS :**

16 Je dirais en majorité, oui.

17 **Me PAUL CRÉPEAU :**

18 O.K.

19 **M. STEEVE MATHIAS :**

20 Oui. Bien, il y a des cas, je pense que... En
21 tout cas, il y a des familles qui l'aimeraient,
22 t'sé, garder des jeunes là, mais c'est que, ils
23 sont surpeuplés, ils ont pas de place pour les
24 accueillir dans leur maison.

25 **Me PAUL CRÉPEAU :**

1 Donc on revient à [parler d'habitation].

2 **M. STEEVE MATHIAS :**

3 Exact.

4 **Me PAUL CRÉPEAU :**

5 O.K.

6 **M. STEEVE MATHIAS :**

7 Ou les normes sont trop strictes. T'sé, parce que,
8 l'enfant que tu vas placer dans une famille
9 d'accueil, il faut qu'elle ait sa... il faut que
10 l'enfant ait sa propre chambre. Une maison qui est
11 pas supposée être... avoir des problèmes de
12 moisissure et autres, ces affaires-là. T'sé, c'est
13 un paquet de choses qu'il faut tenir compte. Que
14 les maisons sont pas toujours conformes à la
15 réglementation là de... pour les familles
16 d'accueil.

17 **Me PAUL CRÉPEAU :**

18 Ce qui fait que il y a des enfants qu'on... qui
19 sont sortis de la communauté, placés ailleurs,...

20 **M. STEEVE MATHIAS :**

21 Oui.

22 **Me PAUL CRÉPEAU :**

23 ... tout simplement parce que il y a pas... vous
24 avez pas les ressources nécessaires pour combler
25 ces besoins-là chez vous. Mais il y a de l'intérêt

1 pour le faire, vous aimeriez le faire vous, les
2 gens de la communauté, mais ça fonctionne là.

3 **M. STEEVE MATHIAS :**

4 Regarde, cette semaine-là, le Conseil de bande, il
5 y a... on a eu des projets là, dessus notre table,
6 pour faire des rénovations de maisons. Puis dans
7 certains cas, il y avait des agrandissements. Puis
8 c'est des familles d'accueil. T'sé. Puis c'est
9 des gens là, qui sont très respectés ou près de
10 notre communauté, puis que, ils sont... t'sé, c'est
11 des gens formidables là, t'sé, pour prendre en
12 charge des enfants puis, les prendre sur leurs bras
13 puis les élever comme si c'était leurs propres
14 enfants.

15 Il a fallu, cette semaine, décider, parce
16 qu'on a un budget mettons, notre budget est de deux
17 cent soixante-dix-sept mille piastres (277 000 \$)
18 pour faire les... de l'entretien, les rénovations,
19 les infrastructures, tout tout tout de la
20 communauté là. Il faut faire tout ça pour deux
21 cent soixante-dix-sept mille piastres (277 000 \$).
22 Il y avait un manque là, de quatre-vingt-dix mille
23 dollars (90 000 \$) pour rendre ces maisons-là
24 conformes.

25 On a eu des discussions avec le ministère des

1 Affaires indiennes, qui pouvait pas bonifier les
2 montants. Qu'est-ce qu'il a fallu faire c'est il
3 faut... a fallu... emprunter le budget de deux
4 mille dix-huit (2018), deux mille dix-neuf (2019),
5 pour faire ces projets-là.

6 **Me PAUL CRÉPEAU :**

7 [De reporter les problèmes] plus loin.

8 **M. STEEVE MATHIAS :**

9 Oui. Pelleter ça en avant, pour... t'sé, essayer
10 de répondre aux besoins immédiats. T'sé, c'est...
11 On est pris dans des... à gouverner, puis à gérer
12 des... de la communauté dans un contexte de même
13 là, t'sé, c'est... T'sé, tu te demandes des fois
14 là, comment que... comment tu vas venir à bout.
15 C'est pas... c'est vraiment pas évident là, de
16 gérer ça. C'est pour ça là, qu'on s'est dit, "il
17 faut avoir accès à notre territoire, avoir accès à
18 nos ressources, t'sé, pour qu'on soit capable,
19 t'sé, de... t'sé, s'autofinancer aussi là-dedans
20 là, avoir une certaine autonomie. Parce que là, il
21 y a pas d'avenir là, juste prévoir là, de... cette
22 dépendance-là envers les programmes là, que... les
23 programmes des gouvernements, que ça soit au niveau
24 provincial ou fédéral là. Il y a aucun avenir là-
25 dedans.

1 **Me PAUL CRÉPEAU :**

2 Alors peut-être, si on essaie de voir à long terme,
3 tout ça, ça passe par une plus grande autonomie de
4 la communauté, puis cette autonomie-là, ça commence
5 par l'accès au territoire, les richesses du
6 territoire, partage des... de ces richesses-là
7 aussi.

8 **M. STEEVE MATHIAS :**

9 Oui. T'sé, ça... Les discussions qu'on a eues
10 avec le gouvernement à date là, sur l'assise
11 territoriale, on nous a dit comme quoi que oui, il
12 faut créer une réserve là, un territoire, appelons-
13 la comme qu'on veut là, mais c'est... il faut lui
14 donner une base économique. T'sé, c'est pas vrai
15 qu'on va s'engager dans une... dans des
16 négociations, puis dans les processus, juste...
17 pour répondre seulement que le besoin de
18 résidentiel là. T'sé, il faut regarder, de se
19 doter d'un genre de plan là, stratégique là, au
20 niveau du développement économique.

21 Et le principe que le médiateur là, Jean-
22 Charles Coutu, avait proposé aux deux (2) parties :
23 regardons faire le territoire en deux (2) étapes.
24 Une catégorie où que, ça sera toute pour les
25 infrastructures communautaires, l'habitation et

1 autres, puis un autre territoire plus élargi, pour
2 avoir accès aux ressources. Pour que notre
3 communauté fasse son développement économique
4 aussi. Parce qu'on nous a dit comme quoi nous
5 autres, c'est pas un ghetto qu'on veut créer là, à
6 Winneway là. T'sé, c'est... on veut créer un
7 village là, où qu'il va y avoir, t'sé, de la vie,
8 puis qu'il va y avoir aussi des... de la richesse
9 aussi là.

10 Moi j'ai parti une entreprise là, ça fait six
11 (6) ans là, j'engage moi, dans le peak de ma saison
12 là, je peux avoir vingt (20), vingt-deux (22)
13 personnes de ma communauté qui sont à l'emploi,
14 puis il y a toute une fierté là, en arrière de ça,
15 de ces gens-là. T'sé, ça responsabilise les gens
16 ça aussi là, t'sé. T'as une raison pour te lever
17 le matin là. Puis, t'sé, que, après ça, t'as une
18 paye à la fin de la semaine, tu peux aller... mais
19 t'sé, les gens s'achètent des biens et autres, puis
20 ils améliorent leur condition de vie. T'sé, c'est
21 ça que ça prend. Mais on est rendu là, tellement
22 là,... puis c'est pas juste pour Winneway là,
23 plusieurs des communautés là, il y a tellement de
24 défis là, à régler là, c'est épouvantable là.

25 Moi je pense que... t'sé, ça prendrait comme

1 un genre de plan Marshall, t'sé, pour régler toutes
2 les problèmes des Premières Nations.

3 T'sé, il y a des structures qu'il faut mettre
4 en place, basées sur la réalité puis la culture des
5 Premières Nations. T'sé, ça prendrait, t'sé, un
6 genre de plan type Marshall, mais... je trouve que
7 c'est ça que ça va prendre pour, t'sé, rectifier la
8 situation, t'sé.

9 C'est ça que l'Allemagne elle a obtenue, hein,
10 quand qu'ils l'ont toute détruit ce pays-là? Ç'a
11 pris un genre... ça a pris le plan Marshall pour le
12 rebâtir. Mais je pense que, au niveau des
13 Premières Nations du Canada, ça va prendre un genre
14 de plan Marshall aussi.

15 But... je sais pas quelle heure qu'il est. Il
16 est-tu...?

17 **Me PAUL CRÉPEAU :**

18 En fait, vous avez le temps de nous dire, mais...

19 Moi j'ai pas d'autres questions. Je sais pas si...

20 **LE COMMISSAIRE :**

21 Est-ce que vous avez... autre chose à ajouter, Chef
22 Mathias?

23 **M. STEEVE MATHIAS :**

24 Bien, pour l'instant, je crois que ça a fait
25 principalement le tour. T'sé, comme je t'ai dit,

1 que on... t'sé, il y a de l'espoir, t'sé, il faut,
2 t'sé, quand que je vois comme le premier ministre
3 qui a fait sa déclaration là, comme quoi que, il
4 l'a admis, t'sé, aux Nations Unies, que c'était une
5 honte. T'sé, ça, ça me donne une certaine
6 espérance là, que les choses vont changer. Que le
7 ministère des Affaires indiennes s'est séparé; ils
8 ont créé deux (2) types de ministères. Je sais pas
9 comment que ça va se traduire sur le terrain.
10 T'sé, il y en a un qui va s'occuper plus des
11 programmes et services, l'autre, plus les relations
12 de Nation à Nation au gouvernement. J'ai hâte de
13 voir là, comment que ça va se dérouler là, sur le
14 terrain là.

15 T'sé, c'est ce genre de choses-là, puis je
16 vois les jeunes en arrière, qui s'en viennent là,
17 qui sont plus instruits aussi là, puis t'sé, on
18 commence, t'sé, puis, je regarde aussi au niveau de
19 l'éducation, parce que je trouve que l'éducation,
20 c'est la clé aussi là, de tout ça là. Je regarde
21 le... financement. Comparé là, t'sé, des derniers
22 dix (10) ans là, c'est pas pareil. Je me rappelle
23 moi, t'sé là, la période où que j'étais Chef là, de
24 deux mille... de mille neuf cent quatre-vingt-dix-
25 huit (1998) à deux mille dix (2010) là, le

1 financement là, le sous-financement là, il était...
2 t'sé, c'était épouvantable. Comparé à aujourd'hui
3 là, je te dis que les budgets sont... ils se sont
4 améliorés là-là; ça, je vas donner crédit au
5 gouvernement fédéral, il y a eu une bonne
6 (inaudible).

7 Ils ont pas *toute* réglé, mais c'était déjà une
8 bonne amélioration là, selon... au niveau du
9 financement. Mais, espérons là, que ça va se faire
10 à plusieurs autres niveaux, à plusieurs autres
11 départements aussi là, parce qu'il y a pas... pas
12 juste l'école là, qui a de besoin de ces
13 ressources.

14 **LE COMMISSAIRE :**

15 Alors Me Crépeau, je comprends que vous avez pas
16 d'autres questions?

17 **Me PAUL CRÉPEAU :**

18 Non, j'ai pas d'autres questions pour monsieur
19 Mathias.

20 **LE COMMISSAIRE :**

21 Me Miller?

22 **Me RAINBOW MILLER :**

23 Oui.

24 **LE COMMISSAIRE :**

25 Si vous voulez vous approchez.

1 **Me RAINBOW MILLER :**

2 Ah oui, c'est vrai.

3 **LE COMMISSAIRE :**

4 S'il vous plaît. Ça évite les torticolis.

5 **Me RAINBOW MILLER :**

6 Bonjour Monsieur Mathias.

7 **M. STEEVE MATHIAS :**

8 Bonjour.

9 **Me RAINBOW MILLER :**

10 Moi j'avais des petites questions. C'est sûr que
11 je représente Femmes autochtones du Québec, donc ma
12 question, c'est en rapport avec ce sujet-là. Est-
13 ce que vous pourriez nous dire quels sont un peu
14 les enjeux que vivent les femmes particulièrement
15 dans votre communauté?

16 **M. STEEVE MATHIAS :**

17 Bien, les enjeux c'est que... c'est sûr que les
18 femmes veulent occuper leur place.

19 **Me RAINBOW MILLER :**

20 Um-hum.

21 **M. STEEVE MATHIAS :**

22 Il y avait une femme qui s'est présentée contre moi
23 aux élections et là, t'sé... là, on a nommé...
24 parce que la nomination du Chef relève du Conseil
25 de bande; c'est qu'on se réunit nous autres, puis

1 on... t'sé, on voit l'intérêt là, des femmes là,
2 qui veulent occuper plus leur place au niveau du
3 leadership de la communauté. T'sé, on n'a pas eu
4 de longs débats quand on a demandé à Tiana Paulson,
5 qui s'avait fait élire comme conseillère aussi. On
6 lui avait offert le poste là, de vice-Chef, puis on
7 veut, t'sé, répondre à ce... cet intérêt-là des
8 femmes. Mais les femmes aussi, au niveau des
9 services sociaux, ils ont beaucoup de craintes là,
10 avec la manière que... t'sé, quand qu'il y a des
11 affaires de placements et autres, t'sé, ils veulent
12 vraiment s'impliquer à ce niveau-là aussi.

13 Puis, la sécurité, la communauté. J'ai
14 expliqué tantôt là, la situation avec la Sûreté du
15 Québec qu'on a vécue ces derniers temps, encore
16 cette semaine, t'sé c'est... t'sé, c'est des choses
17 que... les femmes sont les premières à déplorer ces
18 affaires-là pour dire, "regarde, hey, c'est
19 inacceptable ça là là, qu'est-ce qui se passe là."

20 Et ils ont... T'sé, on a une garderie dans la
21 communauté là, puis c'est toutes les femmes qui
22 sont là. T'sé, c'est eux autres qui veulent
23 s'assurer que *toutes* nos enfants là, les bébés là,
24 c'est eux autres là, qui veulent vraiment là,
25 s'assurer là, le bien-être des enfants.

1 Mais au niveau de la santé aussi, la grosse
2 majorité c'est toutes des femmes qui occupent les
3 postes là. T'sé, puis on essaye de les intégrer le
4 plus possible.

5 **Me RAINBOW MILLER :**

6 Pourriez-vous nous dire si, à votre connaissance,
7 vous savez, par exemple, quand les femmes doivent
8 avoir des services, par exemple, dans les services
9 sociaux ou dans les services de santé? Avez-vous
10 en tête des anecdotes où, par exemple, ces femmes-
11 là auraient vécu de la discrimination? Par
12 exemple... vous avez parlé ce matin que souvent,
13 les gens viennent vous parler de leur situation.

14 **M. STEEVE MATHIAS :**

15 Oui, bien regarde, je vas te donner juste comme
16 exemple, la situation là, qu'on a vécue à Val-d'Or,
17 t'sé, il y a quelques années là, quand que les
18 femmes ont dénoncé, t'sé, les agissements ou les
19 allégations que les policiers ont fait envers eux
20 autres. T'sé, on parle souvent des femmes des
21 autres communautés, mais il y a des femmes de Long
22 Point qui ont été victimes de tout ça aussi là.
23 T'sé, on n'a pas vraiment... j'ai pas de
24 connaissance là, que, ils ont été spécifiquement
25 nommées, t'sé, comme pour dire que c'étaient des

1 femmes de Long Point, ou de Winneway aussi. C'est
2 sûr que, il y en a qui en ont vécu des choses de
3 même là.

4 **Me RAINBOW MILLER :**

5 Merci. J'ai pas d'autres questions.

6 **LE COMMISSAIRE :**

7 Ça va?

8 **Me RAINBOW MILLER :**

9 Um-hum.

10 **LE COMMISSAIRE :**

11 Ça fait le tour? Me Boucher.

12 **Me MARIE-PAULE BOUCHER :**

13 J'aurai pas de questions, Monsieur le Commissaire.

14 **LE COMMISSAIRE :**

15 Pas de questions?

16 **Me MARIE-PAULE BOUCHER :**

17 Merci bien.

18 **LE COMMISSAIRE :**

19 Très bien. Alors c'est le moment, Chef Mathias, où
20 je vais vous remercier d'avoir accepté notre
21 invitation. Je vais souhaiter que... Je suis
22 heureux d'entendre que, au niveau financement, que
23 il y a eu une évolution. Mais évidemment, j'ai
24 compris qu'il y avait des choses qu'il était
25 souhaitable de continuer dans le sens de

1 l'évolution. On a pris note. Et d'ailleurs,
2 Me Crépeau vous a posé quelques questions pour
3 élaborer un peu plus sur certains sujets là, qui
4 rentrent dans votre mandat, qui... qu'on examinera
5 plus à fond.

6 Donc je vous remercie encore. Je vais vous
7 souhaiter que tout aille bien dans votre communauté,
8 et s'il y a quoi que ce soit qui vous vient à l'idée
9 qui pourrait nous être utile, pour en fin de compte
10 vous être utile aussi, hein, parce que dans le fond,
11 notre travail c'est de répertorier ce qui se passe,
12 d'essayer de comprendre où le bât blesse, où ça
13 accroche entre les relations entre les Autochtones
14 et certains services publics. Alors tout ce qui
15 pourra être fait pour améliorer, c'est important de
16 nous le souligner. Alors je compte là-dessus.

17 Alors je... est-ce qu'il y a autre chose à
18 ajouter ?

19 **M. STEEVE MATHIAS :**

20 Oui, j'aurais peut-être une autre question.

21 **LE COMMISSAIRE :**

22 Oui.

23 **M. STEEVE MATHIAS :** Est-ce qu'on a le droit de revenir
24 si on veut...?

25 **LE COMMISSAIRE :**

1 Oui. Oui oui.

2 **M. STEEVE MATHIAS :**

3 Mettons dans...

4 **LE COMMISSAIRE :**

5 Oui.

6 **Me PAUL CRÉPEAU :**

7 Je vais vous laisser mon numéro de téléphone.

8 **LE COMMISSAIRE :**

9 Oui. Ah oui. Ah oui, Chef Mathias. Puis
10 d'ailleurs, évidemment, vous allez suivre ce qui se
11 passe, parce qu'il y a d'autres Chefs autochtones
12 qui sont venus des... de communautés, un peu
13 partout dans la province, qui relatent des
14 problèmes, qui relatent aussi des bonnes choses.
15 T'sé, comme chez vous, bien, il y a des choses qui
16 vont peut-être mieux qu'ailleurs, puis, des choses
17 qui vous satisfassent pas. On peut essayer de
18 trouver les bonnes choses qui vont à quelque part,
19 puis les transposer ailleurs pour faire en sorte
20 d'améliorer partout.

21 Alors c'est clair que vous pouvez revenir.
22 Vous savez comment nous rejoindre, et ça nous fera
23 toujours plaisir de vous recevoir.

24 Et à la fin, ce que j'allais dire c'est que,
25 on va inviter les gens, que ce soit les

1 communautés, les individus, les organisations, à
2 nous présenter des mémoires, à nous suggérer des
3 recommandations. Et ça, ça va être important pour
4 notre travail, d'examiner toutes ces
5 recommandations-là parce que, comme je l'ai répété
6 à plusieurs reprises, ce sont les gens qui vivent
7 au quotidien ce qui se passe, les gens qui ont...
8 qui sont dans le contexte, qui vivent les
9 relations, qui sont le plus en mesure de comprendre
10 ce qui se passe, de déceler ce qui fonctionne pas,
11 puis de peut-être énoncer ce qu'ils aimeraient voir
12 améliorer, puis, faire des suggestions pour
13 l'améliorer.

14 Évidemment, c'est des gens comme vous là,
15 qui... proches des gens de la communauté, qui
16 voient leurs problèmes, puis vous êtes probablement
17 le premier, quand il y a un problème, qui reçoit le
18 coup de téléphone pour dire, "il y a quelque chose
19 qui marche pas." T'sé. T'sé, ça j'en doute pas,
20 alors c'est certain qu'on va être intéressé à
21 entendre ce que vous avez à dire, puis à vous
22 réentendre si vous souhaitez revenir.

23 **M. STEEVE MATHIAS :**

24 Oui, bien, j'ai posé la question parce que, je
25 pense qu'il va y avoir des fortes chances que je

1 vas vouloir que je revienne, parce que regarde, je
2 viens de me faire élire comme Chef au mois d'août,
3 le Conseil, t'sé, on a... on prévoit faire venir la
4 Commission, faire une présentation auprès de la
5 communauté. Il va [y avoir] peut-être des choses
6 qui vont ressortir de là. Peut-être les femmes
7 vont avoir leur opportunité là aussi de... d'amener
8 d'autres éléments là, qui seraient utiles à la
9 Commission.

10 Et nous autres aussi, le Conseil de bande, on
11 n'a pas eu tellement de temps là, t'sé, juste se
12 pencher sur le mandat de la Commission à date aussi
13 là. C'est pour ça là, que, j'ai dit comme quoi
14 que, je vas venir, mais il y a des chances que je
15 revienne là, pour préciser certaines choses ou vous
16 faire part de... des choses que j'aurais oubliées
17 aujourd'hui là.

18 **LE COMMISSAIRE :**

19 Vous allez être bienvenu. Et je suis certain que
20 si nos responsables des divers secteurs reçoivent
21 une invitation d'aller à votre communauté, ils vont
22 se faire plaisir de le faire, comme j'ai fait quand
23 vous m'avez invité récemment, à aller à une
24 activité, et vous m'avez donné l'occasion de
25 visiter votre communauté; je vous en remercie

1 encore, j'ai beaucoup apprécié d'aller chez vous.

2 **M. STEEVE MATHIAS :**

3 Vous êtes toujours le bienvenu...

4 **LE COMMISSAIRE :**

5 Bien, merci beaucoup.

6 **M. STEEVE MATHIAS :**

7 ... Monsieur Viens.

8 **LE COMMISSAIRE :**

9 Alors je vous souhaite une bonne journée. On va
10 suspendre brièvement.

11 **Me PAUL CRÉPEAU :**

12 (Inaudible) même moins quart, moins dix. Et
13 Me Ellassal me rappelle qu'il y a une activité...

14 **LE COMMISSAIRE :**

15 Oui oui.

16 **Me PAUL CRÉPEAU :**

17 ... dans le lobby, qui va être musicale.

18 **LE COMMISSAIRE :**

19 Oui oui, je sais.

20 **Me PAUL CRÉPEAU :**

21 Alors est-ce que vous voulez qu'on commence...?

22 **LE COMMISSAIRE :**

23 Bien, je pense qu'on pourrait faire un bout, si...
24 parce qu'on va être serré dans...

25 **Me PAUL CRÉPEAU :**

1 Oui.

2 **LE COMMISSAIRE :**

3 ... dans le reste de la journée là.

4 **Me PAUL CRÉPEAU :**

5 O.K.

6 **LE COMMISSAIRE :**

7 On va suspendre...

8 **Me PAUL CRÉPEAU :**

9 Le temps de changer là.

10 **LE COMMISSAIRE :**

11 ... oui, le temps de changer. Alors merci encore

12 Chef Mathias. Bonne fin de journée.

13 **M. STEEVE MATHIAS :**

14 Merci.

15 **LA GREFFIÈRE-AUDIENCIÈRE :**

16 Veuillez vous lever. L'audience est suspendue.

17 -----

18

19

20

21

22

23

24

25

1 **LA GREFFIÈRE-AUDIENCIÈRE :**

2 Veuillez vous asseoir.

3 **LE COMMISSAIRE :**

4 Um-hum. Alors rebonjour. Me Elassal, vous prenez
5 la suite de Me Crépeau?

6 **Me ÉDITH-FARAH ELASSAL,**

7 **PROCUREURE :**

8 Oui, tout à fait. Bonjour Monsieur le Commissaire.

9 **LE COMMISSAIRE :**

10 Bonjour.

11 **Me ÉDITH-FARAH ELASSAL :**

12 Bonjour à tous. We do have Cree people with us.
13 We are going to start this morning, I believe until
14 twelve (12:00), and later on this afternoon, with
15 the three people before you. On my very first
16 right, you have Mrs Bella Petawabano, which is the
17 chairperson of the Cree Board of Health and Social
18 Services of James Bay.

19 **LE COMMISSAIRE :**

20 Welcome.

21 **Me ÉDITH-FARAH ELASSAL :**

22 And then in the middle vous avez monsieur Daniel
23 St-Amour.

24 **M. DANIEL ST-AMOUR,**

25 **DIRECTEUR EXÉCUTIF,**

1 **CONSEIL CRI DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX DE LA**
2 **BAIE-JAMES :**

3 Bonjour Monsieur le Commissaire.

4 **LE COMMISSAIRE :**

5 Welcome. Bienvenue.

6 **Me ÉDITH-FARAH ELASSAL :**

7 And as well as Dr. Darlene Kitty with us.

8 **LE COMMISSAIRE :**

9 Welcome Doctor.

10 **DR DARLENE KITTY,**

11 **PRÉSIDENTE, CONSEIL DES PHYSICIENS, DES PHARMACIENS ET**

12 **MEMBRE DU CONSEIL ADMINISTRATIF, CONSEIL CRI DE LA**

13 **SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX DE LA BAIE JAMES :**

14 Merci.

15 **Me ÉDITH-FARAH ELASSAL :**

16 So maybe, I would ask the witnesses. They have
17 three (3) PowerPoint presentations to show us, and
18 we're going to start in that order. Before that, I
19 may ask Madame la greffière if you could swear in
20 the witnesses.

21 -----

22

23

24

25

1 MME BELLA MOSES PETAWABANO,
2 Présidente, Conseil Cri de la Santé et des Services
3 sociaux de la Baie-James

4 -----
5 M. DANIEL ST-AMOUR,
6 Directeur général du Conseil Cri de la Santé et des
7 Services Sociaux de la Baie James

8 -----
9 Dr DARLENE KITTY
10 Family physician

11 -----

12 **LA GREFFIÈRE-AUDIENCIÈRE :**

13 Thank you Madame. Your witness.

14 **Me ÉDITH-FARAH ELASSAL :**

15 As I told you, we're going to have a PowerPoint
16 presentation. Since we have a little bit of time,
17 maybe I could ask the witnesses to introduce
18 themselves first. And then we would start with
19 you, Mrs Petawabano.

20 -----

21

22

23

24

25

1 **MME BELLA PETAWABANO :**

2 Thank you. Mister Commissioner. My name is Bella
3 Moses Petawabano and I'm chair of the Cree Board of
4 Health and Social Services of James Bay. I'm on my
5 second mandate as chair, so this is my fifth (5th)
6 year as chair of the organization.

7 So, I just want to say thank you to all the
8 organizers for inviting us to this very important
9 hearing. It is an honour for us to be here.

10 **LE COMMISSAIRE :**

11 Thank you for having accepted the invitation.

12 **MME BELLA PETAWABANO :**

13 I would to acknowledge first the... that we are on
14 the traditional territory of our Algonquin sisters
15 and brothers, and that this is also home to many
16 Eeyou people, Innu Eeyous, our territory.

17 But the generations, our people have traded
18 and mingled together in this region for thousands
19 of years before the coming of settlers from another
20 continent.

21 My copresenters, Daniel St-Amour, the
22 Executive Director of the Cree Board of Health and
23 Social Services of James Bay, and Dr. Darlene
24 Kitty, who will speak... both of them will be
25 speaking this afternoon; most likely I will

1 continue speaking this afternoon too, if we do take
2 a break.

3 Dr. Kitty is the president of the Council of
4 Physicians, Dentists and Pharmacists of our
5 organization. And I'm very proud to say that,
6 because she's a Cree. Dr. Kitty is also the past
7 president of the Indigenous Physicians Association
8 of Canada and the Director of the Indigenous
9 Program of the Faculty of Medicine of the
10 University of Ottawa.

11 (Message in Native language) I will... Okay.
12 I'll have to bear...

13 I will share with you, before we start, that I
14 lost my mother on Monday, and we buried her
15 yesterday. She was ninety-six (96) years old. So
16 it is difficult to be away from my family today,
17 but being here is very important.

18 It is very important to me to be able to share
19 some thoughts with the Commissioner, and through
20 you, with the people of Quebec on this important
21 subject.

22 My mother Hattie - see her on the picture, she
23 was a very traditional woman - she didn't know any
24 other life. My mother was born in the bush, just
25 like I was. I won't say how old I am. In the days

1 that my mother was born, there were no planes.

2 When our people lived on the land, year
3 around, only to come to the community, to the
4 village, for a couple of months, and they would
5 return to their hunting territories.

6 This was the time before doctors and nurses.
7 So most of us children in my family were born in a
8 tipi. This was a time before vaccination. So, we
9 lost many young children. And also, before
10 residential school. Most of my mother's children
11 went to residential school. There was a time when
12 she found herself without any children at home,
13 because they all had left.

14 A few days before the end of her life, the
15 Cree Health Board Medivaced my mother by plane from
16 our small village of Eastmain on the James Bay
17 coast to the MUHC in Montreal, where she had a
18 pacemaker installed. That's a medical miracle.
19 I'm glad that she's come to see that.

20 The next picture that you see, that's my
21 father preparing his blinds for the spring goose
22 hunt. In the background is their tipi. That's
23 where they lived most of the time. That's where my
24 mother... my mother was born in a tipi like that.
25 So was my father and so was I.

1 My mother there, she's splitting wood, while
2 my father is busy preparing his equipment for
3 hunting. As you can see, both of them are very
4 slim and that was a hard life that they lived.

5 This was the means of transportation before
6 the planes came. People left for the territory to
7 be there for months. They would leave in August,
8 mid-August, to travel to their hunting territories.
9 And they would return, by canoe, when the ice is
10 gone. So that's a typical picture you see there.
11 They don't have a lot to bring with them. Look at
12 how many people are in that canoe. But they look
13 very happy.

14 As I said, we are honoured to be here today,
15 to help the commissioners fulfill your mandate, to
16 investigate, address facts and conduct an analysis,
17 in order to make recommendations concerning
18 concrete, effective, lasting remedial measures to
19 be implemented by the government of Quebec and
20 Indigenous officials, to prevent or eliminate,
21 regardless of their origin or cause, all forms of
22 violence, discriminatory practices and differential
23 treatment in the delivery of the following public
24 services to Indigenous peoples of Quebec : the
25 police, correctional, legal, health and social

1 services, as well as youth protection services.

2 I appreciate the fact that the Commissioner's
3 mandate is about solutions; that will be the focus
4 of my presentation... our presentation today. We
5 know that there are problems. You know that there
6 are problems.

7 Dr. Kitty, in her presentation, will delve
8 into some of the systemic issues, with examples
9 from her own experience, within the scope of the
10 things that we can control as a people and as an
11 institution. We are working on some solutions.

12 I hope that some of the solutions, that are
13 working for us, will serve as inspiration for the
14 government of Quebec, and for our partners in the
15 health sector, as well as in other sectors, such as
16 law enforcement and education.

17 I did not come here to point fingers at
18 anyone. I am here to help the Commission
19 understand more about the context into which our
20 people receive health and social services, both in
21 their home communities and outside the community,
22 including here in Val-d'Or.

23 Daniel and I both want to talk about the ways
24 in which our organization is working, to improve
25 and create a culturally safe environment for our

1 clients throughout the continuum of care.

2 I want to mention that I started my career as
3 a social worker. I was one of the first people to
4 be hired to work for our Cree Board of Health and
5 Social Services, in the early... in the late
6 seventeens (70s), early eighties (80s), when the
7 Cree Health Board took over Health and Social
8 Services for the Cree people.

9 So, I have been around for quite a while. And
10 I have seen first-hand the most difficult
11 situations. And today, as chairperson, I have
12 regular conversations with community members, who
13 are experiencing very difficult situations, as they
14 try to navigate the health system; which we all
15 know is complex, but which is essentially so for
16 our clients who do not speak French, and who are
17 very far from home and often very sick.

18 This is a typical picture of a residential
19 school. I was one of those for six (6) years. I
20 am sure that the Commission is very familiar with
21 the recommendations of the Truth and Reconciliation
22 Commission, but it bears repeating that the Truth
23 and Reconciliation Commission has done a lot of
24 work, the painful work of understanding the roots
25 of systemic racism towards Indigenous peoples in

1 this country.

2 The Truth and Reconciliation Commission is the
3 broad foundation upon which people... upon which we
4 are all building a better relationship and a better
5 future. And let's return again and again to the
6 recommendations of the Truth and Reconciliation
7 Commission, and make sure that we do not... lose
8 focus, as we strive to implement the
9 recommendations outlined for different categories
10 of organizations : governments, Indigenous
11 organizations like our own, educators, the media,
12 and so on.

13 The recommendations of the Truth and
14 Reconciliation Commission are distilled out of the
15 testimony of pain and trauma of thousands and
16 thousands of people, including myself.

17 My mother experienced the pain of saying
18 "goodbye" to her children, as they were sent to an
19 alien world, only to return older and changed in
20 many ways. I, myself, came directly from the
21 trapline, from the tipi that you saw, and ended up
22 in a residential school, with white walls, rules,
23 nobody... nobody to nurture me. Nobody to wipe my
24 tears as I cried.

25 When we talk about multigenerational trauma,

1 try to understand what that means in human forms.
2 If you are a parent, put yourself in my mother's
3 shoes. If you were a child, put yourself in mine.

4 With understanding comes empathy. With
5 empathy comes respectful treatment. My first
6 recommendation to this Commission is to heed to the
7 recommendations of the Truth and Reconciliation
8 Commission. Let it be a living document for all
9 Quebecers, Indigenous and non-Indigenous.

10 You'll let me know when...

11 **Me ÉDITH-FARAH ELASSAL :**

12 Well, maybe if I could interrupt. Thank you very
13 much. It's twelve fifteen (12 h 15), and we do
14 have something going on outside, which will involve
15 music, so maybe I would suggest you that we take a
16 break until maybe one thirty (01:30)?

17 **LE COMMISSAIRE :**

18 It could be. I was just wondering if it was
19 possible to continue for a little while...

20 **Me ÉDITH-FARAH ELASSAL :**

21 Of course.

22 **LE COMMISSAIRE :**

23 ... before hearing something from outside.

24 **Me ÉDITH-FARAH ELASSAL :**

25 Of course.

1 **LE COMMISSAIRE :**

2 If we hear nothing, we can go on.

3 **Me ÉDITH-FARAH ELASSAL :**

4 That's good.

5 **LE COMMISSAIRE :**

6 If it begins to be a bit loud, then... difficult to
7 follow, I invite you to tell me.

8 **Me ÉDITH-FARAH ELASSAL :**

9 That's perfect.

10 **LE COMMISSAIRE :**

11 I will notice that also at the same time maybe. So
12 at that time we will suspend for noon and come back
13 at around... we'll take enough time for lunch for
14 everybody and then go on.

15 I invite you to continue. It's going... It's
16 not easy for you, I understand, but, I'll let you
17 go.

18 **MME BELLA PETAWABANO :**

19 Okay.

20 **LE COMMISSAIRE :**

21 Okay?

22 **MME BELLA PETAWABANO :**

23 So this is... the next part will be the overview of
24 the Cree Board of Health and Social Services of
25 James Bay.

1 We, in the Eeyou Istchee, the Cree territory,
2 are relatively lucky, I must say, compared to other
3 First Nations, as we are frequently reminded.

4 Our communities, because of the tough
5 negotiations efforts that lead to the James Bay and
6 Northern Quebec Agreement, have a form or self-
7 government... governance, that has been evolving
8 and developing since nineteen seventy-five (1975).

9 We have jurisdiction over our land, over our
10 education and over our own health and social
11 services.

12 We have built one of the very few Indigenous
13 health and social services organizations in the
14 country, that is not a community organization, an
15 advocacy group or a think tank.

16 We are Region 18, and we deliver services as a
17 partner in the Quebec Health Network.

18 We operate a hospital and nine (9) clinics.
19 We supervise research, we do prevention and
20 promotion, we built buildings, we have a state-of-
21 the-art telemedicine, and we are the most
22 significant employer for our population of over
23 eighteen thousand (18,000) Cree and non-Cree
24 people, living in our huge territory.

25 We are proud of our services, and our people

1 are proud of the Cree Health Board. It has flaws
2 and areas that need improvement, like every other
3 part of the Quebec Health Network. But we are
4 proud of the quality of care that we are able to
5 offer.

6 Let me tell you something about the Cree
7 Health Board and the people we serve : the Eeyou
8 and Inu people of Eeyou Istchee.

9 The Cree Health Board was created in nineteen
10 seventy-eight (1978), by the James Bay and Northern
11 Quebec Agreement, and the Quebec Act, that was S-5
12 then, at that time.

13 Our mandate is to deliver health and social
14 services for all the population of the Eeyou
15 Istchee. Nine (9) communities in a vast northern
16 Quebec territory, close to twenty thousand (20,000)
17 people. We operate forty-seven (47) facilities and
18 offices in the nine (9) Cree communities, Montreal,
19 Val-d'Or and Chibougamau.

20 The Cree Health Board employs two thousand
21 four hundred and ninety-seven (2,497) people. We
22 have built four hundred and forty-three (443) staff
23 housing units, with two hundred and thirty-five...
24 thirty-two (232), more to come very soon. These
25 houses are very important for us, so that we can

1 bring in the people, the professionals that we
2 need, to be able to deliver the services to the
3 communities.

4 Our global annual recurrent expenses are two
5 hundred and thirteen million (213 M). And we have
6 capital assets of three hundred and ninety million
7 (390 M). So that gives you a snapshot of the
8 organization.

9 As Daniel will confirm, the Cree are in charge
10 of this organization, and we are very proud of our
11 governance model. Governance... good governance is
12 a pathway to achieving our vision, and fulfilling
13 our mission as an organization. For the Cree
14 Health Board, and especially for me and my fellow
15 Board of Directors, good governance also means Cree
16 governance; Eeyou, Inuit [debechi gesoun(ph)].

17 As Cree, we have our own way of listening and
18 our own way of coming to consensus. We are used to
19 doing things using other ways, and we have become
20 quite good at it over the years. But our ways work
21 best for us.

22 Eeyou Inuit [debechi gesoun(ph)] means that we
23 engage our communities in a dialogue, on health and
24 social services, health and social priorities. We
25 are accountable first and foremost to our people in

1 our communities.

2 What you see is the Cree Board of Health and
3 Social Services of James Bay organization. It gives
4 a quick representation of our structure. The Board
5 of Directors, and you'll see all our Councils and
6 the Executive Director and Assistant Executive
7 Directors of our forming units.

8 This is a picture of one of our community
9 Miyupimaatisiun Youth Centers, which are health
10 clinics, as well as centers to support
11 Miyupimaatisiun, which means "well-being" in each
12 community.

13 In the last ten (10) years, there has been a
14 major upgrading of our infrastructure, with the
15 support of the Ministry of Health and Social
16 Services of Quebec; Daniel has been very involved
17 in this aspect of our operations.

18 We have, for the most part, modern
19 infrastructure in our communities.

20 The next picture that you see is a
21 multiservice day center. Every community, every
22 Cree community has one. It's a picture that was
23 taken in one of the multiservice day centers. As
24 you can see, our staff are Cree and non-Cree. And
25 we have a lot of enthusiastic young people working

1 at the Cree Health Board, who love their jobs and
2 who have a wonderful relationship with their
3 clients.

4 Developing excellent second and third lines
5 services in our communities is very much at the
6 heart of our strategy. Our aim at all times is to
7 provide to people with complex needs in their own
8 communities, and bring our people home, including
9 adults with special needs, as you see in this
10 photo.

11 This past Monday, we had an inauguration
12 ceremony to commemorate the opening of the Robin's
13 Nest women's shelter in Waswanipi. This project
14 was accelerated in the wake of the events involving
15 the SQ in Val-d'Or. The [enquête(ph)] documentary
16 was a wake-up call for all of us.

17 Thanks to the shelters, we hope that women in
18 vulnerable situations will get the culturally-based
19 care and protection they need in within the Cree
20 territory and in their own language. This is
21 critically important.

22 Non-Indigenous Quebecers often think that
23 because they see our people on the street in the
24 city, that our communities must be full of
25 dysfunction. That is not true.

1 In the community, there is social support,
2 there is family, there is language and there's the
3 connexion to the land.

4 We believe that the key to preventing some of
5 the situations that this Commission is
6 investigating, is to put in place systems and
7 services in the communities, so that people don't
8 need to go to the city for services that they
9 cannot get at home, especially when they're already
10 in crisis.

11 Services like the women's shelter, birthing
12 and midwifery, land-based healing for addictions
13 and trauma, and dialysis in the community, are all
14 designed to help people close to home, within their
15 social support network.

16 Advanced technology like telemedicine also
17 plays a role by helping to prevent unnecessary
18 trips out of the territory. This is a guiding
19 principle, underlying many of our big strategic
20 priorities. It is one of the reasons why there is
21 such an emphasis on housing in our strategy;
22 something that Daniel will also talk about.

23 Our population is growing fast and housing
24 needs to keep up. Overcrowding is an underlying
25 factor in many of the social crisis that drive

1 women into shelters, elders into hospitals, and
2 youths into the street. Like all other Quebecers,
3 we need and are entitled to, decent living
4 conditions.

5 Here is our territory. We are in the boreal
6 forest, below the tree line. Our neighbours, the
7 Inu, are in the area where there are no trees. And
8 all but one of the Cree communities is accessible
9 by road; Whapmagoos-tui, which is the Northern
10 community, Cree community. That's the only one
11 that's not accessible by road. All the others are
12 accessible.

13 What is interesting about this map is that it
14 shows our traditional traplines. All those little
15 lines that you see there, that represents someone's
16 trapline. It's a big territory.

17 Back in the nineteen seventies (1970s), when
18 the Cree took the Quebec government to Court to
19 stop to make a hydroelectric development project of
20 the century, as it was known, which flooded large
21 amounts of land, the Eeyou and Inu were harvesting
22 on these traplines.

23 We still are trapping along them today. It is
24 impossible to overstate the importance of the land
25 to the Cree people. The land is medicine to us.

1 Being on the land keeps us well and heals us. The
2 food that comes from the land, the animals and the
3 fish is medicine to us.

4 The following slides are from my family photo
5 album. I want to show you where I come from.

6 That was my mother's world. What you see here
7 is in the inside of a winter lodge and it's
8 typical. What you see hanging there are beaver
9 hides, beaver skin hides. And the woman that's
10 sitting there is my aunt, and she's working on a
11 beaver hide. A woman's job is never done. The men
12 that you see there, we don't... we only see their
13 legs, they're taking a break. (laughing)

14 This slide is also a typical picture. That's
15 my father that's in the slide. He's cooking a
16 beaver that's been turned inside out by the stove,
17 which is a Cree delicacy. That little girl that's
18 next to my father is my daughter Tina, who's
19 sitting behind me.

20 This is a picture of smoking fish.

21 This is a picture of my youngest granddaughter
22 Lily. This is her walking out ceremony, which is a
23 Cree rite of passage. This is a ceremony that
24 takes place for children when they start to walk,
25 and they are introduced to the outside world. And

1 it's also significant of the role that they're
2 going to play, their role as women. And the same
3 thing is also for the boys, who are also introduced
4 to the traditional... our traditional role as
5 hunters.

6 This is another picture of my other
7 granddaughter Mia. She's doing her snowshoe
8 ceremony. When children are of that age, that they
9 can walk and they can walk with snowshoes, they do
10 a ceremony. The ceremony, it's also very
11 significant, because our people walk the land for
12 their subsistence, moving from camp to camp, and
13 children are encouraged to walk.

14 So that's a picture of my granddaughter.
15 She's holding a little axe, she has her little
16 shovel, she's got a pack of (inaudible) behind her,
17 and in the Cree world, that's what... that's our
18 carpet, inside the lodge or inside the tipi.

19 Back to reality, this is a map of the corridor
20 of services. In the second map, you can see our
21 corridor of services and connexions with Southern
22 Quebec. Our head office is in Chisasibi. When the
23 care our people need is not available in the Eeyou
24 Istchee, we send them south, to Val-d'Or, to
25 Chibougamau or Montreal, and just to give you an

1 idea, the distance from Eastmain to Val-d'Or is
2 about nine (9) hours drive; which we did yesterday.

3 Women from our coastal communities come here
4 to Val-d'Or, to give birth. And those from the
5 inland communities go to Chibougamau. All of us
6 know these towns very well, both the good and the
7 bad.

8 The next slide that you see is... it's a Cree
9 patient services patient, using a Cree Health Board
10 charter. The coordination of medical travel is a
11 huge part of our operations. Last year, twenty
12 thousand two hundred and eighty-three (22,283)
13 arrived in Val-d'Or, Chibougamau and Montreal and
14 in Chisasibi, from other communities.

15 Because of this huge volume of transportation,
16 we put in place our own dedicated charter flights
17 in partnership with Air Quebec. And we have
18 undertaken a major project to improve
19 accommodations for our patients in Montreal; Daniel
20 deserves a lot of credit for bringing about these
21 positive changes over the last two (2) years.

22 I want to take a moment to acknowledge the
23 support of the Ministry of Health and Social
24 Services of Quebec, which funds the great majority
25 of our operations. The Ministry of Health and

1 Social Services of Quebec respects our economy and
2 understands why we need to do things differently in
3 our region.

4 They work with us, as we seek to achieve a
5 balance of culturally adapted care, that is also on
6 par with other Quebec citizens, that other Quebec
7 citizens receive, all in the context of a remote
8 region where the languages spoken are Cree and in
9 English.

10 The Strategic Regional Plan is a template of
11 everything that we do at the Cree Board of Health
12 and Social Services down to the last dollar that we
13 spend. The new Strategic Regional Plan we approved
14 at our last board meeting in September, a year ago,
15 will establish our priorities from now on until
16 twenty twenty-one (2021).

17 Last spring, we held a major assembly in
18 Waskaganish, with representatives from every
19 community of the Eeyou Istchee. We brought
20 together youth, elders, healers, leaders and other
21 health professionals. We brought everyone
22 together. We used a participatory process called
23 "open space" with some Cree adaptations - we're
24 used to doing that, we adapt everything that we do,
25 we borrow it, we adapt it - to allow our community

1 members to identify the pressingly important issues
2 that the Cree Health Board needs to address.

3 We use the Cree way of voting, as you see on
4 the picture, to achieve consensus on the final list
5 of priorities. This was a truly unforgettable
6 coming together of our nation in the service of
7 achieving miyupimaatisiun, or our people well-
8 being.

9 The Assembly resulted in the list of
10 priorities, which we are now incorporating into our
11 Strategic Regional Plan.

12 So as you can see, our strategic priorities
13 are based on community priorities. Our Strategic
14 Regional Plan will involve working closely with the
15 community groups, including elders, youth and
16 women's groups, and band leadership to develop
17 unique programs so that our traditional medicine
18 and healing programs. Our aim with this approach
19 is to support communities to take ownership of
20 programs, and avoid institutionalizing these
21 programs entirely with the Cree Health Board. We
22 want the entire Cree nation to engage with creating
23 miyupimaatisiun, "well-being".

24 The following few slides will illustrate the
25 approaches I just mentioned. Customary adoption,

1 community partnerships to create needed regional
2 services like Robin's Nest, the Women's Shelter,
3 respite care. Bring specialists to the region,
4 rather than patients travelling to the specialists.
5 Telehealth & allied health. More dialysis beds and
6 more dialysis in the communities, in support for
7 special needs children and the adults.

8 Culturally-based services in the territory.
9 Land-based healing for addictions recovery.
10 Birthing midwifery, and of course our Human
11 Resources, the Cree Succession Plan & stabilization
12 of our... of employment. And culturally...
13 cultural safety training for non-Indigenous
14 personnel.

15 Healing journeys such as a snowshoe walk and
16 canoe brigades are very successful in the Eeyou
17 Istchee. They usually last about three (3) weeks,
18 the experience of getting away from all negative
19 influences, walking in the footsteps of our
20 ancestors. Surviving on the land is profound.
21 This is a successful model, that has emerged from
22 our communities themselves.

23 The Cree Succession Plan. This is the
24 prospectus for the Cree Succession Plan. It is a
25 partnership with McGill University continuing

1 education. The program enables our Cree employees
2 with management potential to upgrade their
3 education on the job; we have about thirty-seven
4 (37) employees currently enroled in the program.

5 Cultural safety. This is a picture of mental
6 health nurses receiving cultural safety training.

7 This slide shows diabetic retinopathy.
8 Screening is one of our... one example of a
9 Telehealth service that is running successfully in
10 our communities. With broad-band Internet, we are
11 able to provide more services in the community and
12 avoid unnecessary medical trips.

13 This is an Eeyou Istchee Council of Elders.

14 One of the unique elements of the Cree Health
15 Board is that we have access to their knowledge and
16 guidance of a regional Council of Elders that's
17 shown here.

18 The elders also help our non-Indigenous
19 employees understand the core values, the beliefs
20 and the traditions that define our culture.

21 One of the areas of focus for this Commission
22 are the frictions that occur when people are
23 interacting with systems of authority outside their
24 own community. We know, from the investigation of
25 complaints, that the problem often stem from what

1 basically comes down to a communication breakdown
2 between the Indigenous client and the non-
3 Indigenous nurse, doctor or other staff member.

4 This is why we seek to create a zone of
5 cultural safety, all along the corridor of
6 services, so that our clients have access to Cree
7 community workers, beneficiary attendance, family
8 escorts, interpreters who can help them navigate
9 the system. And also that they are housed in a
10 Cree cultural environment, to make people feel a
11 little bit less isolated, alienated, and
12 disoriented as they seek medical treatment down
13 South.

14 This slide shows the environment that we have
15 created at the Espresso Hotel in Montreal. The aim
16 is really to create a home away from home and a
17 sense of community for our clients who are down
18 South for a medical trip. The facility includes
19 accessible renovated rooms and also communal spaces
20 like the kitchen, a spiritual room, and also a
21 communal space like the kitchen... a room also that
22 is being used for AA meetings, support groups and a
23 lounge with an area for the kids to play. We have
24 two (2) community workers on site who can help
25 people, especially young women and men who have

1 substance issues, to stay safe while they are in
2 the city.

3 I have a few final slides before I pass the...
4 Oh, I guess we will do it after hey, your
5 presentation. I'm almost done with my...

6 Homeless people in the cities. There are
7 specific services that are required for these
8 vulnerable persons, Cree and other First Nations.
9 The major role played by Native Friendship Centers
10 throughout Quebec, Montreal, Val-d'Or, Chibougamau
11 and other community organizations is very
12 important. We need to find ways how to leverage
13 these resources.

14 Without getting into details, I would like to
15 outline our strategic priorities for the next five
16 (5) years. We'll be implementing our Strategic
17 Regional Plan, need to secure a health agreement
18 from two thousand eighteen (2018) to two thousand
19 twenty-three (2023), which is a seven (7)-year
20 agreement, in the beginning of two thousand
21 eighteen (2018). Implement Calls to Action of the
22 Truth and Reconciliation Commission. Continue the
23 social development plan of the Ministry of
24 Aboriginal Affairs. We've created a Cree Social
25 Development Plan.

1 It is very important to identify legislation
2 that may impact our communities and verify that the
3 laws are not reinforcing systemic discrimination.
4 At the Cree Health Board, we are extremely
5 sensitive to this, because we have our own
6 regulations. I would recommend that the government
7 not neglect this area.

8 These are some of the pictures of Quebec
9 legislation that we have been involved with. When
10 we are given the opportunity to participate in
11 specific consultations, as in the case right now,
12 with a legislation touching on the legalization of
13 cannabis, we will participate. We welcome these
14 opportunities.

15 As members of the government have repeatedly
16 stated, the involvement of Indigenous groups and
17 organizations in consultative processes is in
18 itself conducive to better laws, stronger
19 relationships and increased understanding of our
20 mutual realities.

21 Once again, I want to say... thank the
22 Commissioners, Mr. President, for this opportunity.
23 We have come far on our journey. Addressing
24 systemic racism means paddling against the current.
25 There's no denying it, it is hard work. And there

1 are people who would rather just drift along the
2 current, never challenging the accepted ideas about
3 the place of Indigenous people in Quebec society.

4 But we are moving in the right direction by
5 facing the issues, engaging in honest dialogue,
6 being ready to change and being ready to commit to
7 action.

8 You have a lot of work ahead of you and I
9 thank you for your time today, and for your efforts
10 towards the creation of a more just society for all
11 of Quebecers. Thank you.

12 **LE COMMISSAIRE :**

13 Will you have some questions Me Elassal?

14 **Me ÉDITH-FARAH ELASSAL :**

15 Well, yes, I would have one question. I can ask it
16 right away regarding her presentation and maybe if
17 we do have colleagues that ask questions...

18 **LE COMMISSAIRE :**

19 We will have to take... to leave some time for
20 lunch at...

21 **Me ÉDITH-FARAH ELASSAL :**

22 Yes, we can...

23 **LE COMMISSAIRE :**

24 ... some time.

25 **Me ÉDITH-FARAH ELASSAL :**

1 ... do it when we come back...

2 **LE COMMISSAIRE :**

3 Yes. But still,...

4 **Me ÉDITH-FARAH ELASSAL :**

5 ... as well.

6 **LE COMMISSAIRE :**

7 ... if it's not too long, we'll invite you to go on
8 with your question.

9 **Me ÉDITH-FARAH ELASSAL :**

10 It's... actually it's a specific question. On one
11 of your slides, with the organigram actually, we
12 can see that you have a Commissioner of complaints
13 and quality of services. And I was just wondering
14 if you can tell us more about the Commissioner of
15 complaints, like the way they handle the
16 complaints, resolve, you know, them, and what is
17 the cultural approach you may have, you know, when
18 you deal with complaints in social services and
19 health.

20 **MME BELLA PETAWABANO :**

21 We are very proud to say that, our Commissioner of
22 complaints... we have actually two (2), we have two
23 (2) Commissioners of complaints, and one is a Cree,
24 and the other one is a non-Cree. But pretty soon,
25 we're going to have... both of them will be Cree in

1 a near future.

2 And the Commissioner of complaints, it's...
3 they report to the Board of Directors. And we have
4 a vigilance committee that's made up of Board
5 members. No one from the organization sits on
6 this, except our Executive Director Daniel.
7 Because there is a Cree speaker who is a
8 Commissioner of complaint, it facilitates the
9 process of people talking to us about their
10 concerns. And we respect that. We encourage
11 people to come and let us know their concern. We
12 tell them, "you are our thermometer, that's how we
13 know how we are doing, you, the people, will tell
14 us." And this is the process for them to do so.

15 So, if you're talking about cultural
16 approaches, we have a Cree speaker that's there and
17 all the changes that we do, of course, we take into
18 to adapt the services that are culturally
19 appropriate.

20 **LE COMMISSAIRE :**

21 Is there something else?

22 **Me ÉDITH-FARAH ELASSAL :**

23 No, thank you.

24 **LE COMMISSAIRE :**

25 No? Me Miller?

1 **Me RAINBOW MILLER :**

2 No, thank you, I don't have any questions.

3 **LE COMMISSAIRE :**

4 Uh-hum. Me Boucher?

5 **Me MARIE-PAULE BOUCHER :**

6 J'aurai pas de questions non plus, merci.

7 **LE COMMISSAIRE :**

8 O.K. So, now I will thank you, especially in this
9 time difficult for yourself and your family. I have
10 thought for you and your family.

11 **MME BELLA PETAWABANO :**

12 Thank you.

13 **LE COMMISSAIRE :**

14 And I think it's time now, to let you go for lunch
15 and we'll continue after. What do you think if we
16 come back at one thirty is it enough?

17 **Me ÉDITH-FARAH ELASSAL :**

18 One...

19 **LE COMMISSAIRE :**

20 Do you think you can make it? Yes? I just want to
21 make sure that you have all the time you need to
22 explain what you have to tell. This is important.
23 Okay? So one thirty?

24 **Me ÉDITH-FARAH ELASSAL :**

25 One thirty, yes.

1 **LE COMMISSAIRE :**

2 Okay.

3 **LA GREFFIÈRE-AUDIENCIÈRE :**

4 Me Elassal? Si vous me permettez, Me Elassal,...

5 **Me ÉDITH-FARAH ELASSAL :**

6 Oui.

7 **LA GREFFIÈRE-AUDIENCIÈRE :**

8 ... est-ce que vous avez des pièces à déposer?

9 **Me ÉDITH-FARAH ELASSAL :**

10 Oui, on va déposer tout de suite...

11 **LA GREFFIÈRE-AUDIENCIÈRE :**

12 Oui.

13 **Me ÉDITH-FARAH ELASSAL :**

14 ... la présentation PowerPoint de madame

15 Petawabano.

16 **LA GREFFIÈRE-AUDIENCIÈRE :**

17 Sous la cote P-108.

18 - PIÈCE COTÉE P-108 -

19 **Me ÉDITH-FARAH ELASSAL :**

20 P-108. Parfait.

21 **LA GREFFIÈRE-AUDIENCIÈRE :**

22 Oui.

23 **Me ÉDITH-FARAH ELASSAL :**

24 Merci.

25 **LA GREFFIÈRE-AUDIENCIÈRE :**

1 Bienvenue. Je m'excuse. Merci. Veuillez vous
2 lever. L'audience reprendra à 13 h 30.

3 SUSPENSION

4 -----

5 REPRISE

6 **LE COMMISSAIRE :**

7 So welcome back.

8 **Me ÉDITH-FARAH ELASSAL :**

9 So, I guess we're ready for the presentation of
10 Mr. St-Amour. He does have a PowerPoint? Yes.
11 Thank you. So Mr. St-Amour, we listen to you.

12 -----

13

14

15

16

17

18

19

20

21

22

23

24

25

1 **M. DANIEL ST-AMOUR :**

2 Ah oui, j'ai... je prends ça, hein? Um-hum. Um-
3 hum.

4 **LA GREFFIÈRE-AUDIENCIÈRE :**

5 PowerPoint.

6 **M. DANIEL ST-AMOUR :**

7 Ah, peut-être qu'il faut que je pèse là?

8 **Me ÉDITH-FARAH ELASSAL :**

9 Euh... Ah, ça fonctionne pas là.

10 **M. DANIEL ST-AMOUR :**

11 Je le savais, c'étaient les...

12 **Me ÉDITH-FARAH ELASSAL :**

13 Ah? Non.

14 **M. DANIEL ST-AMOUR :**

15 Ah, c'étaient les techniques, mais...

16 **LA GREFFIÈRE-AUDIENCIÈRE :**

17 Donc pour changer de diapositive.

18 **M. DANIEL ST-AMOUR :**

19 Bien c'est ça je faisais.

20 **Me ÉDITH-FARAH ELASSAL :**

21 Comme un doute, voyez.

22 **M. DANIEL ST-AMOUR :**

23 Bon bien. Bonjour Monsieur le Commissaire. Donc
24 la présentation est en support de la présentation
25 de Bella. Et dans la structure, la façon qu'on

1 voulait présenter, c'était que Bella, elle, en
2 représentant le Conseil, elle nous donne, aux
3 employés, une direction stratégique, elle nous
4 donne les points d'où il faut se rendre, de qu'est-
5 ce qu'on a à faire. Et moi, je suis le seul
6 employé du Conseil, donc c'est moi qui est... ils
7 m'engagent pour que je fasse le comment. C'est le
8 comment, c'est la façon d'implémenter et c'est ça
9 que je vas vous parler aujourd'hui.

10 Je voulais me présenter, je suis Daniel St-
11 Amour, je suis le Directeur général. J'ai été
12 choisi, la position permanente je l'ai eue v'là
13 deux (2) semaines. J'ai été choisi v'là deux (2)
14 semaines. Ça fait huit (8) ans que je travaille
15 pour le Conseil Cri. J'ai commencé comme Directeur
16 de l'hôpital, après ça, j'ai fait ça pendant
17 presque cinq (5) ans. J'ai été Directeur des
18 ressources administratives, et ensuite j'ai été
19 Directeur général par intérim pendant deux ans et
20 demi (2½). J'ai trente (30) ans d'expérience dans
21 le réseau et j'ai une maîtrise en administration
22 des services de santé, c'est ça qui m'a amené
23 avec... pour travailler pour le Conseil Cri.

24 Le Conseil Cri, ce qui est intéressant
25 c'est... moi ce que je trouvais c'est, les

1 distances. La complexité est toute dans les
2 distances; on a presque un tiers du Québec en
3 distance. Et là, c'est de coordonner des soins
4 pour vingt mille (20 000) personnes dans un
5 territoire de... si vaste. C'est très compliqué.

6 Mon ancien passage, j'étais avec les Forces
7 canadiennes et c'était la même chose, on était...
8 les Forces canadiennes, dans le temps, on était
9 soixante mille (60 000), et on était dispersés
10 dans... à travers le monde. Donc coordonner les
11 soins de santé c'est les mêmes complexités, donc je
12 me retrouve assez bien avec les Cris, avec la
13 population crie. Et, ce que je trouve c'est que,
14 les techniques de l'armée ne fonctionnent vraiment
15 pas avec eux. Ça, je peux vous le dire, je peux
16 pas leur dire... il faut que je les convainque. Il
17 faut que je leur donne, je leur parle... Il faut
18 leur démontrer les besoins et la raison de faire
19 les choses, mais on peut pas leur dire, "bien, tu
20 fais ça, tu tournes à droite, tu tournes à gauche."
21 C'est pas de même ça marche. Puis j'ai... la
22 première semaine, quand je suis arrivé au Conseil
23 Cri, j'ai eu une petite surprise. Il a fallu que
24 je m'adapte assez rapidement. Donc c'est pour vous
25 dire que, je suis une personne qui peut s'adapter.

1 Pour le rôle du Directeur général, c'est
2 vraiment... c'est de... c'est... à travers le
3 Conseil Cri, on a un modèle de gouvernance et
4 les... et c'est très clair pour moi, que c'est le
5 Conseil d'administration sous Bella, qui nous donne
6 les orientations, qui nous donne la direction à
7 suivre. C'est... et le Conseil d'administration,
8 qu'est-ce que je trouve intéressant, c'est un
9 conseil de... il y a... sur notre conseil en ce
10 moment, il y a douze (12) Autochtones - moi je suis
11 le seul qui est pas Autochtone - et c'est un
12 représentant de chaque communauté.

13 Donc, dans la façon d'implémenter les choses,
14 je me dois de [tenir] compte toujours, toujours des
15 priorités des différentes communautés. Ça c'est
16 absolument essentiel si je veux réussir... si je
17 veux garder ma job.

18 Le Directeur général...

19 **LE COMMISSAIRE :**

20 Oui. Excuse me. I'm not sure if Madame Petawabano
21 and Dr. Kitty are familiar with French. Is it...
22 Oh, you're familiar with French? Okay. Because
23 it's possible to have a...

24 **M. DANIEL ST-AMOUR :**

25 Yes.

1 **LE COMMISSAIRE :**

2 You don't need it? Okay.

3 **M. DANIEL ST-AMOUR :**

4 Je leur ai demandé avant.

5 **LE COMMISSAIRE :**

6 I just wanted to make sure.

7 **M. DANIEL ST-AMOUR :**

8 Mais je voulais interchanger.

9 **LE COMMISSAIRE :**

10 O.K. C'est beau.

11 **Dr. DARENE KITTY :**

12 It's not a problem.

13 **M. DANIEL ST-AMOUR :**

14 Donc, donc, je mets les... en place les priorités
15 du Conseil et donc, notre approche, c'est vraiment
16 de travailler en synch avec les communautés, avec
17 le Ministère, avec toutes les entités crier de la
18 santé et des services sociaux. Donc c'est vraiment
19 de travailler en partnership, et c'est ça que les
20 communautés veulent.

21 Si vous regardez dans notre plan stratégique,
22 une des choses qui guident, qui me... c'est... dans
23 notre guide, c'est de... on utilise les indicateurs
24 du Québec, l'incidence de vie et tout, et on...
25 dans notre façon d'agir, on veut les rattraper; on

1 a un rattrapage à faire dans... sous les
2 indicateurs : comme, la population crie vit un peu
3 moins longtemps que le restant du Québec, on a plus
4 d'incidences de maladies chroniques, de diabète,
5 bon.

6 Après ça, la grosse chose c'est d'accéder aux
7 services de première ligne et aux services
8 spécialisés sur notre corridor de service. Donc,
9 dans notre approche, c'est vraiment d'emmener les
10 soins sur le territoire. Ça va éviter un paquet de
11 problèmes parce que, quand les gens sont
12 vulnérables, quand les gens sont malades, quand les
13 gens ne se sentent pas bien et tu les sors de leur
14 environnement, c'est la pire chose à faire. Donc
15 il faut les garder chez nous. Donc ça c'est la
16 grosse, grosse stratégie.

17 Et comme vous avez vu sur la présentation de
18 Bella, on est la plus grosse entreprise; on emploie
19 quand même... dépendant des jours et dépendant
20 comment qu'on calcule, c'est entre deux mille trois
21 cents (2300) et deux mille sept cents employés
22 (2700), ce qui est quand même assez significatif,
23 et on a des emplois qui sont quand même assez...
24 qui paient bien, puis qui...

25 Donc nous, ce qu'on veut c'est la succession à

1 toutes les positions, incluant la mienne, la
2 succession à des positions, à des gens qui sont
3 prêts à les prendre, crie. La plupart sont cries,
4 et je vas vous dire que, sur les... on a à peu
5 près, dans le nombre d'employés, on en a quatre
6 cent cinquante (450) qui sont non-Autochtones et on
7 en a une couple de mille qui sont Autochtones.
8 Donc vous regardez la proportion, c'est quand même
9 énorme. C'est vraiment une organisation qui est
10 crie, qui est gérée par les Cris, et on est
11 fortunés d'avoir Dr Kitty, mais on en veut plus.
12 On en veut plus des Drs Kitty. Le problème c'est
13 que, on donne pas de programmes de sciences à
14 l'école. Donc c'est très dur de recruter des
15 médecins de notre population parce que, on n'a pas
16 des programmes de sciences à l'école; donc il va
17 falloir faire de quoi avec ça là, parce que ça a
18 pas de sens, on peut pas... c'est très difficile de
19 recruter des professionnels.

20 Dans le plan de succession, donc là on est en
21 train de mettre un plan de succession, qui va être
22 obligé, pour se faire, de sortir un petit peu des
23 règles de l'art, parce qu'il faut préparer les gens
24 à prendre des positions, et donc ça complique un
25 peu les choses. Si tu suis les réglementations du

1 Sud, mais là, c'est... les gens appliquent, puis
2 c'est... tout le monde applique puis, ça finit là.

3 Là, en ce moment c'est, il faut préparer les
4 gens pour ces gros postes-là, parce que c'est des
5 postes assez complexes. Donc il faut les préparer
6 et c'est ça qu'on va faire. Ça va très bien.

7 Dans notre plan de succession, ce qu'on s'est
8 aperçu, je pense c'est important pour la
9 Commission, c'est l'organisation, puis, quand on
10 l'a présenté au Conseil, on avait, sur les deux
11 mille (2000) employés à peu près là, si vous
12 regardez sur le total « Nombre des employés »,
13 soixante et trois pour cent (63 %) des employés, il
14 y avait pas des emplois... c'étaient des emplois
15 de... c'est... ça marche que c'est Statut 1, Statut
16 2, Statut 5. Statut 5, c'est à temps partiel ou...
17 Statut 2, c'est des positions qui sont à temps
18 plein mais qui sont pas permanents, puis t'as le
19 Statut 1 sont permanents. Soixante et trois pour
20 cent (63 %) des positions de... des... du Conseil,
21 c'étaient des positions de Statut 5, qui étaient
22 non... et 2, qui étaient non permanents. Et Statut
23 1, il y en avait très peu.

24 Donc, dans la foulée, pour essayer d'améliorer
25 les conditions de vie puis donner des bons emplois,

1 puis donner une stabilité; parce que le problème
2 c'est... pour la population, c'est d'avoir un
3 emploi qui est stable; une position Statut 2,
4 Statut 5, c'est pas stable.

5 Donc on a travaillé. Le Conseil m'a demandé
6 de diminuer le nombre. On est rendu à cinquante-
7 trois pour cent (53 %), puis on a mis les choses en
8 place cette année et, le but c'est d'être, à cette
9 année, à quarante pour cent (40 %) de personnes qui
10 ont pas des emplois permanents Statut 1. Et le but
11 c'est d'ici quatre (4) ans, d'ici qu'on complète ce
12 plan stratégique-là, on... le but c'est de
13 descendre à vingt pour cent (20 %).

14 Vingt pour cent (20 %), ce que ça fait c'est
15 que ça donne des emplois stables, qui est un des
16 déterminants de la santé; l'autre c'est les
17 maisons, puis l'autre c'est l'éducation. C'est pas
18 mal les trois, moi je dis les trois (3) majeurs,
19 donc on joue de nous-mêmes sur... on essaye de
20 jouer sur ces déterminants de la santé-là.

21 Un autre qui est important dans les
22 orientations, c'est l'accès à la médecine
23 traditionnelle, que Bella a parlé beaucoup, et ça
24 marche. La médecine traditionnelle, c'est... ça
25 marche bien. C'est... comment qu'on assure un

1 mariage entre la médecine de l'Ouest et la médecine
2 traditionnelle. Et des gens comme Darlene nous
3 aident beaucoup à faire ce mariage-là.

4 Donc on a demandé un changement dans la Loi,
5 dans la S-5, pour inclure, dans la Loi de la Santé,
6 pour inclure la médecine traditionnelle, dans les
7 pratiques, pour que on puisse avoir du financement
8 pour ces pratiques-là.

9 En ce moment, c'est des pratiques qui ne sont
10 pas dans la Loi et donc, on le finance, mais, on
11 n'a pas vraiment des enveloppes de financement pour
12 ça.

13 Maintenant, pour améliorer le système, si on
14 regarde, on... - je vas passer à travers des choses
15 qu'on est en train de faire - en protection de la
16 jeunesse, dans les services aux aînés, dans l'accès
17 aux soins, dans le land base... le land base c'est
18 l'approche traditionnelle - amélioration de la
19 sécurité culturelle dans le... pour les employés -
20 et le nouvelle accord qu'on vous parlait...; on a
21 un nouvel accord qui s'en vient en deux mille dix-
22 huit (2018), qu'il faut négocier.

23 Pour la protection de la jeunesse qui était
24 une des grandes priorités; il y a sept (7)
25 priorités qu'ils nous ont données à Waskaganish, la

1 population.

2 Une des choses qu'ils veulent qu'on s'occupe
3 immédiatement c'est la... c'est le support à la
4 jeunesse en général.

5 Pour la protection de la jeunesse, ce que j'ai
6 fait, et je vas... j'aimerais mettre... établir le
7 rapport que j'ai fait faire, c'est qu'après la
8 rencontre de monsieur Robert Auclair, qu'il y a eu
9 avec la Commission - il vous a expliqué un petit
10 peu les problématiques - j'ai demandé un rapport
11 indépendant de monsieur Duplantier, qui était...
12 qui est... un expert en protection de la jeunesse
13 - c'était l'ancien Directeur de la Protection de la
14 Jeunesse à Montréal - et il est reconnu comme un
15 expert au Québec. Et je lui ai demandé de
16 regarder. Et pour pouvoir conceptualiser le
17 problème, Robert nous a amenés ici. Et, ce qu'on
18 s'est aperçu, on a des conclusions que je vas vous
19 discuter, mais, l'information est dans ce rapport-
20 là. Donc je vous ai donné le rapport qui a été
21 fait, qu'on a mis... que j'ai déposé au Conseil
22 d'administration, et la... et le PowerPoint, la
23 présentation qui a été faite au Conseil, je vous
24 l'ai donnée, comme ça, ça sera un point de
25 référence, ça pourrait vous aider je croyais.

1 Donc si on regarde, dans l'accord qu'on a eu,
2 c'est l'accord de deux mille treize (2013), on a un
3 accord en deux mille treize (2013), qui nous a
4 donné des ressources, des ressources importantes
5 dans... pour la Protection de la Jeunesse. J'ai
6 marqué une couple de chiffres ici là. Puis c'est
7 dans le rapport.

8 La Protection de la Jeunesse, en deux mille
9 treize (2013), on avait dix millions (10 M) qu'on
10 avait comme budget pour la Protection de la
11 Jeunesse. Et à cause des priorités et tout ça, on
12 a augmenté le budget à quatorze millions (14 M).
13 Donc on a augmenté... d'une façon significative, le
14 nombre de positions. Le problème c'est de recruter
15 les positions. De les créer c'est une chose. De
16 les recruter est la problématique.

17 On a eu deux mille trente et un (2031) enfants
18 signalés, mais il y en a seulement six cent trente-
19 neuf (639) qui ont été retenus, puis dix mille...
20 mille trente et un (1031), ce n'était pas des
21 signalements mais c'était plus des appels pour de
22 l'aide, pour... Donc si on regarde les noms,
23 souvent, les appels, c'était pas vraiment des
24 signalements.

25 Donc, pour la Protection de la Jeunesse, c'est

1 une de nos priorités comme je vous disais tantôt,
2 du Conseil Cri, c'est dans notre plan stratégique,
3 c'est... ça respire dans le plan. Et ce qu'on a
4 trouvé c'est que, le Conseil d'administration donne
5 les ressources aux Protections de la Jeunesse, au
6 moins équivalent au reste du Québec.

7 On a fait un investissement majeur, comme je
8 viens de vous dire, dans la Protection de la
9 Jeunesse. Et ce qu'on a vu c'est que, quand on
10 demandait des choses pour... des ressources pour la
11 Protection de la Jeunesse, le Ministère les a
12 approuvées rapidement. C'est dans l'implémentation
13 qu'est la difficulté.

14 La... et là je voulais l'expliquer un petit
15 peu c'est quoi, l'implémentation des ressources.

16 Quand vous créez des positions, le problème
17 c'est avec la Protection de la Jeunesse. Un des
18 problèmes qu'ils nous ont dit c'est que, les gens
19 restent pas. C'est une job qui est très, très
20 difficile, puis ils restent moins que deux (2) ans
21 dans leur emploi. Une des raisons c'est souvent,
22 les travailleurs de la Protection de la Jeunesse
23 travaillent dans leur communauté. C'est des
24 petites communautés, puis imaginez-vous, vous êtes
25 un intervenant de la Protection de la Jeunesse, ça

1 veut dire que c'est des... vous allez intervenir
2 dans une famille que vous connaissez bien; souvent,
3 c'est des amis de la famille.

4 Donc, il faut... donc dans la stratégie, ce
5 qu'on m'a demandé c'est, "est-ce qu'on peut changer
6 les... pour que les travailleurs travaillent dans
7 d'autres communautés que les leurs.

8 "Bon. Bien ça, j'ai dit, "très bonnes idée,
9 mais comment qu'on fait ça, ça prend des maisons."

10 Donc là on est là-dedans. On est en train de
11 construire... en ce moment là, ils vont être
12 presque toutes construites par le mois de décembre,
13 on a... on est en train de construire cent vingt-
14 neuf (129) maisons. De ces cent vingt-neuf (129)
15 maisons-là, il va y en avoir qui vont être à louer
16 à la Protection de la Jeunesse, justement pour
17 s'assurer que les travailleurs puissent travailler,
18 donc... Mais ça c'est un processus que, mettons on
19 m'a dit ça v'là deux (2) ans... v'là deux (2) ans à
20 trois (3) ans, on m'a dit, il y avait un problème.
21 Par le temps qu'on recrute la ressource, qu'on crée
22 la position, qu'on recrute, après ça, bien là, ok,
23 on l'a... qu'on... pas recruté mais qu'on a créé la
24 position, il faut que je bâtisse une maison pour
25 aller avec. Il fallait chercher des fonds pour

1 aller construire cette maison-là, puis il faut que
2 là, je négocie le terrain avec le Band, avec le
3 Conseil. Il y a toutes... un paquet de choses à
4 faire autour de ça, que ça prend deux (2) à trois
5 (3) ans avant que... du moment qu'on décide que,
6 "oui, j'engage", que je peux faire la stratégie
7 qu'on m'a demandé.

8 On est rendu là. Par l'été prochain, c'est
9 certain, ces gens-là vont... on va leur demander de
10 ne pas travailler dans leurs communautés, ils vont
11 travailler dans une autre communauté, puis ils
12 voyageront les fins de semaine, puis ils iront dans
13 leur communauté là... En tout cas. Ça c'est une
14 partie qu'on a travaillée puis ça va bien, ça va
15 être fait. C'est sûr que pour le Directeur de la
16 Protection de la Jeunesse, c'est jamais fait assez
17 vite, puis, lui, c'est sûr qu'il vit avec ces
18 frustrations-là mais, on travaille dessus. Ça,
19 vous allez voir dans le rapport.

20 Dans les positions, on a un nombre équivalent
21 de positions, on a le nombre nécessaire de
22 positions, sauf que la moitié sont pas remplies.

23 Encore, c'est garder des gens dans l'emploi.
24 Si vous avez un turnover de deux (2) ans, bien là,
25 on les garde pas. Et la problématique c'est... ça

1 va être vraiment là, de combler ces postes-là,
2 c'est... ça va être dans la stratégie, puis il y a
3 toutes sortes de stratégies qu'on est en train de
4 mettre en place, pour s'assurer que le niveau...
5 qu'on soit capable de les engager ces gens-là, et
6 le Conseil d'administration m'a accordé la
7 permission de procéder avec des stratégies qui sont
8 pas tout à fait... qui, à long terme, et ça sera
9 pas les mêmes stratégies que à court terme. Bon.

10 Donc, on se compare au Québec, puis, le défi,
11 comme je vous disais, c'est l'attraction puis la
12 rétention du personnel. Mais c'est dans le Nord,
13 c'est dans le Grand Nord, c'est vraiment pas
14 facile. Puis c'est les jobs les plus difficiles,
15 hein, c'est... enlever des enfants des foyers là,
16 ça, c'est pas facile. Donc c'était ça que je
17 voulais vous dire sur la Protection de la Jeunesse.

18 Donc le plan, c'est le... le plan d'action
19 c'est, premièrement, ce qu'on veut faire, on veut
20 regarder la... pour les jeunes, ce que... la
21 Protection de la Jeunesse, c'est vraiment le
22 dernier... La manière qu'on l'utilise, on
23 l'utilise à toutes les sauces, mais c'est vraiment
24 le dernier niveau là, c'est quand t'as tout essayé
25 puis ça marche pas.

1 On... le Conseil d'administration m'a demandé,
2 au mois de... au début septembre, de mettre en
3 place un programme de première ligne, qui va
4 s'occuper des jeunes avant qu'ils se rendent à la
5 Protection de la Jeunesse. Donc c'est dans la
6 prévention, on va mettre beaucoup de ressources là-
7 dedans. Et le truc, avec la première ligne, vous
8 allez voir, c'est qu'on va organiser que le numéro
9 1-800, que tout le monde connaît, vu que c'est un
10 numéro de vingt-quatre sept (24/7), c'est le numéro
11 de la Protection de la Jeunesse. On va créer un
12 numéro 1-800 qui va être pour les autres services,
13 puis le numéro de la Protection de la Jeunesse, ça
14 va être à utiliser juste en dernier recours.

15 Donc ça c'est une autre chose qu'on va faire.

16 Et ce que vous allez probablement voir c'est,
17 les statistiques vont être beaucoup plus favorables
18 parce que, la population peuvent élever des enfants
19 aussi bien que n'importe qui ailleurs. C'est dans
20 la façon qu'on comptabilise nos chiffres qui font
21 que ça paraît vraiment mal.

22 Donc le plan d'action numéro 2 c'est de
23 stabiliser la manpower, donc c'est... les gens qui
24 travaillent en Protection de la Jeunesse, bien, ils
25 ont beaucoup d'épuisement, on a de la difficulté à

1 recruter, mais... donc, ce qu'on peut faire, on
2 peut... on a... bien, on investit beaucoup d'argent
3 et on développe de la formation avec Boscoville de
4 Montréal. On va mettre sept cent mille dollars
5 (700 000 \$) juste cette année, en formation pour
6 ces gens-là, pour leur faciliter la tâche. Donc on
7 a un petit peu un programme pour ça.

8 Le programme est... on est en train de le
9 développer, il sera peut-être utile pour d'autres
10 communautés là, s'ils veulent, mais on est... c'est
11 nous qui développe avec Boscoville en ce moment.

12 Et ce qu'on regarde, on a... on ajoute des
13 positions de précepteurs et des positions de
14 gestionnaires dans... pour avoir plus de
15 supervision dans les... dans la Protection de la
16 Jeunesse.

17 Le problème encore, si on regarde avec
18 Montréal, les ratios, ça veut dire qu'on aurait un
19 ratio... eux autres nous demandent de rester dans
20 un certain cadre pour les positions, et nous, on
21 est obligé de sortir du cadre, on peut pas garder
22 le même cadre, il y a trop de changements de la...
23 avec nos ressources humaines, donc, ça prend plus
24 de superviseurs.

25 L'abus des aînés, ça c'était un autre...

1 c'est... dans le plan stratégique, c'était un autre
2 but, qu'on m'a demandé de m'occuper de ça, de
3 trouver des façons.

4 Donc, oui, il y a un manque de services pour
5 les gens âgés dans la région, qui ont des problèmes
6 d'autonomie. Le problème qu'on a, puis moi j'en ai
7 discuté beaucoup avec Bella, le problème c'est
8 qu'il manque un niveau complet de soins pour le
9 soin aux aînés. En fait, on n'a pas de CHSLD. Et
10 on n'a pas le... vraiment de programme
11 communautaire comme... À Montréal, si vous avez
12 besoin de moins de trois heures et demie (3½) de
13 soins, vous avez des ressources intermédiaires où
14 est-ce que les gens peuvent aller; quand les gens
15 sont semi-autonomes, quand les gens sont en perte
16 d'autonomie mais sont encore capables quand même
17 de... Nous, on n'a absolument rien.

18 Donc on a commencé à travailler avec la
19 communauté de Waswanipi à développer un projet de
20 ressources communautaires, avec le Ministère. On
21 est en train de proposer... c'est un projet
22 innovateur, pour nous aider à créer, dans toutes
23 les communautés, un niveau de soin pour les aînés.
24 Et on va aussi, on travaille sur un plan clinique
25 pour développer un CHSLD pour les gens qui ont des

1 besoins de soins de plus que trois heures et demie
2 (3½) de soins par jour. Ça c'est les soins les
3 plus compliqués, qui seraient... qui vont être
4 probablement situés pas loin de l'hôpital où ce
5 qu'il y a des ressources médicales. On est en
6 train de toute le développer.

7 Le problème avec les aînés, c'est un problème
8 assez sérieux c'est que, dans les maisons, souvent,
9 à cause qu'il manque de maisons, c'est que c'est
10 inter... vous avez toutes les niveaux de la
11 famille; t'sé, vous avez les enfants, les parents,
12 les grands-parents. Et, quand on n'a pas de répit
13 - quand on n'a pas de répit - ça met une pression
14 énorme sur le logement.

15 Ils ont des maisons la même grosseur que nous
16 autres, mais ils sont quinze (15), des fois ils
17 sont plus que ça. Des fois ils sont obligés de
18 dormir à tour de rôle, t'sé, c'est quand même...
19 puis... donc là, ça crée un problème pour la
20 personne qui est aînée. Là, quand on veut leur
21 donner des soins comme de l'hémodialyse à la
22 maison, c'est compliqué à cause des problèmes de
23 stérilisation, et ça cause des problèmes aussi aux
24 enfants; les enfants, bien, ils ont pas de place
25 pour jouer, donc... ou pour s'amuser, ils vont

1 aller... ce qu'on voit c'est, ils vont dehors, ils
2 vont s'amuser après les heures, ils restent tard
3 dehors, et puis là ils rencontrent des groupes qui
4 sont plus ou moins favorables, donc ça a comme
5 un... ça crée de gros problèmes.

6 Donc les maisons, la pénurie de maison cause
7 un problème pour nos personnes âgées, et de là
8 l'importance de ce projet-là. Il faut mettre les
9 ressources communautaires en place pour nous aider.

10 Ça c'est le projet innovateur que j'ai marqué
11 là. Et on travaille de proche avec le Ministère.
12 On commence dans une communauté, qui est Waswanipi,
13 et on a déjà commencé à approcher les autres
14 communautés, les neuf autres... les huit (8) autres
15 communautés, pour avoir un programme similaire. De
16 là l'importance que je travaille proche avec Bella,
17 avec les Directeurs Locaux des cliniques et avec
18 les communautés, pour qu'on puisse développer ces
19 programmes-là.

20 Les maladies chroniques, bon, on regarde le
21 diabète, la dialyse. Comme on a un très très haut
22 taux de diabète - où Darlene pourrait nous en
23 parler en masse - c'est vraiment en haut de la
24 moyenne, puis là les raisons, bien, sont multiples.

25 Et le problème, bien, ça crée un besoin pour

1 l'hémodialyse. Donc là, on est en train de
2 développer un système. On va mettre des ressources
3 pour pouvoir garder les gens en hémodialyse sur le
4 territoire, parce que c'est... il y a deux choses
5 qui vous... c'est quasiment une sentence. Quand
6 vous perdez de l'autonomie comme une personne âgée,
7 un aîné, vous sortez du bush, puis là vous vous
8 ramassez... soit que vous vous ramassez soit...
9 bien, vous vous ramassez en dehors de votre
10 communauté, à Montréal, puis vous [ne] pouvez plus
11 revenir jamais. Bien là, c'est comme une sentence
12 ça, c'est... Donc, devenir aîné, c'est comme de se
13 voir imposer une sentence.

14 Puis à l'hémodialyse c'est pareil. Si vous
15 avez une hémodialyse puis vous êtes pas dans une
16 des deux (2) grosses communautés, bien c'est une
17 sentence. Vous vous ramassez en dehors de votre
18 communauté le restant de votre vie. Ça a pas de
19 sens.

20 Là on est en train de mettre... il y a des
21 nouveaux équipements qui sont vraiment
22 intéressants, on est en train de travailler à faire
23 une stratégie pour pouvoir travailler avec les
24 familles pour qu'on puisse faire l'hémodialyse à la
25 maison. Le problème c'est que les maisons sont

1 surpopulées, donc t'sé, on tourne en rond un peu
2 là, mais, c'est ça. Donc, ça c'est pour le
3 diabète.

4 Là, pour le land-based healing puis le
5 traditional medicine. Là, qu'est-ce qu'on trouve
6 là-dedans c'est... dans notre stratégie,
7 premièrement, ce qu'on a fait avec le Conseil, avec
8 le Comité de gouvernance, on a demandé un
9 changement à la S-5, qui demande que, on
10 reconnaisse la médecine traditionnelle dans la Loi.

11 La problématique qu'on a en ce moment, c'est
12 juste une question que la révision de la Loi se
13 fera pas avant les élections, donc, ce qu'ils nous
14 ont dit, le Ministère, il dit, "si on vous dit pas
15 de pas procéder, bien, vous pouvez travailler sur
16 le projet quand même."

17 Donc il y a quelque chose, il y a plusieurs
18 affaires qu'on va vouloir mettre dans la Loi, qu'on
19 va vouloir changer : l'aspect de la médecine
20 traditionnelle, la nourriture traditionnelle, parce
21 que là, en ce moment, bien, c'est pas évident de
22 pouvoir donner de la médecine traditionnelle dans
23 nos établissements de santé qui sont du Québec, à
24 cause de l'impact.

25 Il y a aussi... si on regarde au niveau, on

1 regarde donc la nourriture, on regarde... de mettre
2 les ressources communautaires dans la Loi - parce
3 que là *ils* sont pas dedans. Quand c'est pas dans
4 la Loi, c'est d'aller rechercher des ressources
5 pour implémenter les projets, c'est pas évident,
6 hein. C'est plus facile quand c'est dans la Loi.
7 Donc on va vouloir mettre ça dans la Loi.

8 On a mis *toute* le système que vous demandiez
9 pour le Commissaire aux plaintes. On le met dans
10 la Loi pour protéger le Commissaire aux plaintes.
11 Nous, notre Commissaire aux plaintes aussi, dans la
12 façon d'agir, il attend pas juste les plaintes,
13 hein, il va dans toutes les assemblées générales,
14 il est disponible partout, on va pas nulle part
15 sans qu'il soit pas là, et, de la manière que Bella
16 demande - et ça va bien - c'est qu'elle demande,
17 "si vous avez du feedback, le Commissaire est en
18 arrière, et vous pouvez aller dire vos histoires."

19 Et là, ce qui est intéressant avec le système
20 de plainte, c'est qu'en ayant une personne crie qui
21 les reçoit, c'est que souvent, les... la
22 rétroaction se transmet par des histoires. Eux
23 autres c'est des... ils vont conter des histoires
24 super intéressantes de ce qui se passe et de ce qui
25 se passait, puis là, à travers ces histoires-là, on

1 apprend. Donc c'est ça le... que moi je trouvais,
2 que dans la manière traditionnelle, c'est là que ça
3 se passe, dans la transmission de l'information,
4 c'est souvent à travers des histoires. Un petit
5 peu, c'est comme Bella vous donnait, c'est ça qui
6 est assez intéressant dans sa présentation, c'était
7 qu'elle nous a amenés à travers une histoire, elle
8 nous a amenés à comprendre toute le Conseil Cri,
9 donc c'est ça qu'ils font. C'est... donc c'est
10 vraiment intéressant.

11 Donc, ça c'est... la... Ah, la barrière
12 linguistique. Bella en a parlé un petit peu.
13 C'est vraiment un gros problème pour nous, en tant
14 que, par exemple à Chibougamau, on a beaucoup de
15 monde, hein, on est... parce que si on regarde
16 Mistissini, c'est cinq mille (5000) personnes,
17 Waswanipi c'est mille (1000), Oujé c'est mille huit
18 cents (1800), je pense; Oujé c'est six cents (600).
19 T'sé, on parle d'une petite population probablement
20 équivalente à celle de Chibougamau ou pas loin là,
21 on est en train de les rattraper. La plupart sont
22 anglophones. Et ils ont... il y a jamais eu
23 l'approche...

24 Donc, qu'est-ce qui arrive c'est qu'ils... eux
25 autres donnent le service en français et en

1 français seulement. Et... ils ont même pas le
2 droit de mettre des affiches en français. Euh, en
3 anglais.

4 Donc nous, une des stratégies qu'on va faire
5 - on a commencé d'ailleurs à discuter avec eux -
6 c'est de développer un plan d'action, comment
7 amener au moins le service, si la langue... si on a
8 quarante/soixante à peu près - quarante pour cent
9 (40 %) anglophone, soixante pour cent (60 %)
10 francophone - bien, on devrait avoir des services
11 qui reflètent ça. Puis en ce moment ça reflète
12 pas. Ça, je peux vous le dire.

13 À Val-d'Or c'est un peu mieux mais, c'est...
14 il y a encore du travail à faire.

15 Montréal c'est pas un problème. Montréal,
16 c'est sûr, vous avez des établissements qui peuvent
17 le donner en anglais comme l'ORVIS, toute l'ORVIS
18 McGill, ils peuvent le donner en anglais. Donc, le
19 langage c'est vraiment un problème qu'il faut
20 adresser, c'est certain. Et les gens, quand ils
21 vont chercher de l'aide, pas dans leur langue... la
22 Loi, de la manière que c'est écrit, c'est que, ils
23 peuvent... Maintenant, et souvent, les gens âgés
24 c'est comme, ils vont... les aînés, ils vont par
25 l'écrit. Ils comprennent pas le français ou

1 l'anglais, donc, t'as quelqu'un qui vient, qui
2 parle anglais, et là, ça, ça veut dire, quand la
3 personne parle en français, elle peut pas
4 comprendre l'anglais. Là là, c'est... tu traduis
5 du français à l'anglais au... à... au cri. Donc
6 c'est quand même... C'est vraiment pas évident.

7 Je vas vous donner un exemple. Bella est
8 allée à travers. Elle l'a testé, elle, c'est pour
9 la carte de la RAMQ.

10 Vous demandez la RAMQ là, ça a l'air simple,
11 mais pas de RAMQ là, on n'a pas de soin dans le
12 Sud, hein. Ils vous en donnent pas. Ils vous
13 retournent ou il faut payer les services.

14 Pour avoir une carte de RAMQ, avant, nous on
15 avait organisé avec les communautés, et ils
16 allaient au Band puis là, ils allaient chercher le
17 numéro de Band, puis là ils appelaient la RAMQ pour
18 de l'aide, puis on les aidait à avoir leur carte.

19 Maintenant, il faut absolument que ce soit la
20 personne qui parle au téléphone qui la demande. La
21 personne parle juste cri, t'as pas personne à
22 l'autre bout qui parle cri, et là ça commence à
23 faire un cercle infernal. Bella, elle a été...
24 c'est...

25 How many hours did you spend to get your RAMQ

1 card? A couple of hours, uh?

2 **MME BELLA PETAWABANO :**

3 Oh, yes. At least, yes.

4 **M. DANIEL ST-AMOUR :**

5 Yes. And she speaks English. Elle peut
6 parler français, et elle parle cri. Et puis, elle
7 a eu vraiment de la difficulté. Et donc c'est ça.
8 Donc le système est... La personne à l'autre bout
9 du téléphone, lui il comprend pas ces réalités-là.
10 Mais quand t'as un Elder qui est Cri, qui comprend
11 pas la technologie, un petit peu comme ce que Bella
12 nous contait, bien, en tout cas, ça prend de
13 l'aide.

14 Là, j'étais tellement excité que je changeais
15 les slides, puis...

16 O.K. Pour la ressource... pour le
17 développement des ressources, bien là, le plan de
18 succession cri, que nous on croit que, un bon plan
19 de succession pour toutes les organisations
20 autochtones est absolument essentiel si vous voulez
21 que leurs organisations réussissent. Puis ça
22 c'est... Et on est en train de le mettre en place,
23 on est très fier de notre plan. Une partie du
24 plan, c'est la formation, t'sé, de McGill, que
25 Bella parlait tantôt là, qu'on a mis en place, ça,

1 ça fait partie. Donc quand vous voulez être dans
2 un plan de succession, vous donnez votre nom, et là
3 on... vous avez une entrevue pour voir si vous
4 avez... et vous allez avoir des tests pour savoir
5 si vous avez les aptitudes, par exemple pour
6 devenir un gestionnaire. Une fois que ça c'est
7 déterminé, là vous êtes dans le plan, là vous avez
8 des formations, et là on choisit des positions pour
9 acquérir l'expérience pour que, un jour, toutes les
10 positions, en partant du Directeur général, avec
11 les Directeurs Généraux adjoints jusqu'en bas, ça
12 soit toute du personnel cri. Donc on travaille là-
13 dessus, et c'est dans mon mandat, comme Directeur
14 général, c'est de m'assurer de cette succession-là.
15 Donc ça c'est de quoi d'intéressant, c'est de créer
16 une force stable, c'est ça que je vous disais
17 tantôt, avec les Statuts 1, 2 et 5. On est en
18 train de développer un programme pour...
19 d'orientation, pour nous aider avec la culture. Et
20 c'est pour ça que j'ai demandé... Ça c'est un
21 aspect absolument essentiel de ce qu'on fait, c'est
22 pour ça que j'ai demandé à Darlene de venir
23 présenter parce que, elle, c'est un petit peu dans
24 le sommité dans le domaine, selon nous. Et, ce
25 qu'on veut faire c'est que, on veut, on aimerait

1 que les organisations - puis ils sont d'accord,
2 comme Val-d'Or, comme à Montréal - que, quand il y
3 a de la formation qui se donne sur le sujet, bien
4 ça soit nous qui le donnons. C'est notre
5 population qu'ils voient, pourquoi prendre
6 quelqu'un de l'extérieur qui a rien rapport avec
7 nous autres. Donc on aimerait que ça soit nous qui
8 donnons cette formation-là à ces gens-là.

9 Donc c'est là-dessus qu'on travaille.

10 Elle a déjà fait une présentation avec Val-
11 d'Or. À Val-d'Or, on a fait... on a déjà commencé
12 le processus. Malheureusement, le Directeur
13 général a changé, donc on en a un nouveau, et donc
14 on va recommencer le processus, mais c'est vers là
15 qu'on s'en va.

16 Maintenant, il faut adapter les descriptions
17 de tâches à la réalité du Nord, puis de reconnaître
18 l'expérience, le mentorat, pour que les gens... un
19 des problèmes c'est, quand on donne un emploi au
20 Conseil Cri, il faut suivre les règles du
21 Ministère, c'est normal. La problématique c'est
22 que... bien... on reconnaît pas la complexité du
23 territoire - parce que c'est aussi complexe que
24 ceux qui travaillent à Montréal - mais c'est une
25 complexité différente, mais les gens sont

1 rémunérés... Vous avez des meilleures classes
2 salariales si vous travaillez dans le Sud que vous
3 travaillez dans le Nord, à cause qu'ils
4 reconnaissent pas... Dans le Sud, ils vont baser,
5 comme pour les gestionnaires, les salaires basés
6 sur le budget que t'administres, le nombre de
7 personnes. On s'entend, dans le Nord, bien, t'en
8 as pas énormément de gens, mais tu les as dispersés
9 sur le territoire d'un tiers du Québec. Comment tu
10 fais pour superviser ça. Comment tu fais pour...
11 C'est complexe là. On le reconnaît pas. Donc il
12 faudrait adapter un petit peu les lois.

13 Comme par exemple, pour la Protection de la
14 Jeunesse, ça crée un problème, parce que les gens
15 sont moins rémunérés dans le Nord que à Montréal;
16 qui, selon nous, ils font un travail aussi
17 complexe, mais la complexité est différente. Donc
18 ça c'est un point que, je pense qui est important.
19 Donc c'est ça, puis...

20 Là, l'accord, on est en train de négocier.
21 Donc on finit un accord de... et c'était de... qui
22 se termine là, en deux mille dix-sept (2017), et
23 c'est un accord qui nous donnait de l'argent pour
24 construire plusieurs projets. Donc on regarde dans
25 les projets que on est en train de construire. On

1 a développé, on a fait un plan clinique pour les...
2 pour la toxicomanie, pour un centre de toxicomanie,
3 on l'a présenté au Conseil d'administration au mois
4 de septembre. Ça a été envoyé au Ministère et eux
5 autres ils nous travaillent, ils nous aident pour
6 le financer, c'est dans l'entente. C'est dans
7 l'entente précédente.

8 On a... avec le... toute la problématique des
9 naissances sur le territoire, une des choses,
10 c'était un des projets, ça fait des années et des
11 années que c'est sur la table, les gens, le fait
12 qu'ils naissent à Val-d'Or, il y a beaucoup de gens
13 qui nous disent qu'ils se sentent pas... pour eux
14 c'est important de naître sur ton territoire; donc
15 naître à Val-d'Or, pour eux, ça les fait moins
16 Cris, qu'ils me disent.

17 Donc, de là l'initiative de créer... on a créé
18 des postes de sages-femmes. On a tout un programme
19 qui a été développé justement sous Bella, quand
20 elle a créé Awash, et le but c'est vraiment
21 d'amener les naissances sur le territoire autant
22 que possible, les naissances qu'on peut; il y en a
23 plusieurs qu'on peut pas, c'est des naissances qui
24 peuvent être avec des complications, puis là
25 Darlene puis son équipe, elle nous aide là-dedans.

1 Donc on aimerait amener des naissances sur le
2 territoire.

3 Il y a trois (3) territoires qui vont avoir
4 les naissances. Il va y avoir le territoire... ça
5 va être Chisasibi, il va y en avoir à... pour
6 commencer, à Waskaganish, la Phase II, puis la
7 Phase III, c'est à Mistissini. Et on est... on a
8 demandé... on a envoyé le plan clinique pour
9 développer des centres de naissances. Donc ça va
10 être trois (3) centres de naissances à être
11 développés. Ça c'est toute dans l'ancienne
12 entente.

13 Dans l'ancienne entente, on développe un
14 nouvel hôpital, l'hôpital qu'on a donné nos besoins
15 cliniques ce serait un hôpital d'à peu près
16 soixante (60) lits, avec toutes les services, avec
17 beaucoup de services intéressants, incluant
18 l'oncologie, incluant un département de radiologie
19 avec un CT-scan, c'est quand même assez.. ça va
20 être assez évolué comme hôpital, pour garder les
21 gens sur le territoire.

22 Et ça, ça va être jumelé avec une clinique,
23 comme les cliniques que vous avez vue précédemment.
24 On va avoir... on est en train de construire une
25 clinique à Oujé-Bougoumou, on va bâtir à

1 Waskaganish puis à Whapmagoostui, ça c'est la
2 communauté qui est au Grand Nord. Ça c'est dans
3 l'entente précédente. Et dans l'entente
4 précédente, ça nous permet de construire deux cent
5 trente-deux (232) maisons. Et ça nous permet de
6 construire un CHSLD. Donc l'année prochaine on va
7 mettre le CHSLD en place.

8 Do you want water?

9 Donc ça c'est dans les projets. Dans la
10 prochaine entente, ce que nous on regardait,
11 probablement qu'il va manquer d'argent pour bâtir
12 l'hôpital. Donc l'hôpital, on va la commencer avec
13 les fonds qu'il y a dans cette entente ici, mais on
14 va demander des fonds additionnels dans la nouvelle
15 entente. Et toutes les services communautaires que
16 je vous parlais tantôt, vont être mis dans la
17 nouvelle entente de deux mille dix-huit (2018) à
18 deux mille vingt-trois (2023).

19 Donc c'est... on commence une... négociation
20 dans les prochains mois, puis ce qu'on vous
21 présente ici, ça va être probablement mis dans
22 cette entente-là.

23 Là on regarde... on va développer les... le
24 programme de sages-femmes, on va développer des
25 soins-répét avec les communautés; parce que ça

1 vient toujours... il faut que ça vienne des
2 communautés, mais, normalement, comme dans le Sud,
3 à Montréal, les CIUSSS, les CISSS, eux autres,
4 qu'est-ce qu'ils font c'est qu'ils donnent des
5 subventions pour aider. Nous on n'a pas ce
6 système-là, donc on va le demander dans notre
7 nouvelle entente.

8 Là, si on regarde, ça c'est les projets que je
9 viens de vous dire. J'ai... Donc... Bon.

10 C'est ça. Le grand défi c'est de synchroniser
11 les programmes avec l'espace clinique puis le
12 besoin de maisons. Je crois que je l'ai bien... je
13 l'ai bien dit. Les maisons, c'est absolument
14 essentiel, ça vient avec les positions; vous pouvez
15 pas avoir une position qui est... un non-Autochtone
16 sans maison.

17 La grande stratégie par contre, un des
18 problèmes c'est qu'il y a des positions qui... ils
19 ont pas le droit à des maisons. Comme, si vous
20 êtes un concierge ou si vous êtes une secrétaire,
21 ça, ça vient pas avec des maisons, donc il faut
22 rester dans la communauté pour avoir une maison.

23 Et de là le problème avec le personnel de la
24 Protection de la Jeunesse, qui était dans des
25 positions qu'ils avaient pas le droit à des

1 maisons. Donc, ça, on va le changer, il faut le
2 changer. Puis il y a d'autres positions qui sont
3 pour les... pour la population, qu'il va falloir
4 changer, qu'il va falloir leur donner des maisons.
5 Donc il va falloir négocier des maisons dans la
6 nouvelle entente. Puis... c'est ça. Ça c'est pour
7 les maisons.

8 Donc, qu'est-ce qu'on a besoin en ce moment
9 c'est, dans le passé, dans le culture, le monde
10 disait, "si c'est la santé, bien, c'est le Conseil
11 Cri, c'est pas à nous." Mais en fait, la santé
12 c'est le problème de tout le monde. Et dans la
13 stratégie qu'on a commencée avec le Conseil, c'est
14 de commencer à travailler avec la population, pour
15 qu'ils nous disent qu'est-ce qu'ils veulent,
16 qu'est-ce que... comment qu'ils le veulent, et nous
17 on va être un agent facilitateur. Donc on a des
18 soins de base qu'on donne, mais il y a des soins
19 que, il faut que ça vienne d'eux autres, donc on va
20 être un agent facilitateur. Donc on change notre
21 stratégie complètement, *boutte pour boutte*, t'sé.
22 Ça, ça va être intéressant.

23 Il faut être créatif et flexible dans les
24 nouvelles solutions. Donc des fois c'est pas
25 facile pour les ministères d'être flexible, quand

1 vous avez un Conseil du Trésor à respecter - vous
2 avez toutes les règles, hein, à respecter - donc il
3 faut travailler avec eux pour trouver des... pour
4 travailler sur cette flexibilité-là.

5 Il faut... On va se concentrer beaucoup dans
6 l'amélioration de la qualité des soins et dans les
7 déterminants de la santé.

8 Les déterminants de la santé, pour nous, comme
9 je vous disais tantôt : l'éducation, puis il faut
10 qu'on se trouve une façon de donner... pour qu'on
11 puisse éduquer les gens pour qu'ils puissent
12 devenir des docteurs, des infirmières, des... ça,
13 il faut, il faut, il faut.

14 Il faut aussi... les maisons, ça créé des gros
15 problèmes de santé, ça créé beaucoup d'insécurité.

16 La sécurité d'emploi, ça, on va se mettre là-
17 dedans.

18 Il va falloir conclure l'accord de deux mille
19 dix-huit (2018), il va falloir la conclure en deux
20 mille dix-huit (2018). Et moi j'ai... on va
21 regarder vraiment la Commission, avec vos
22 recommandations, parce que ça, ça peut être
23 intéressant aussi pour nous, ça peut nous aider à
24 négocier la nouvelle entente, parce qu'il va y
25 avoir des... probablement des initiatives qui vont

1 être intéressantes qui vont émerger de votre
2 Commission, et donc nous on espérait beaucoup d'en
3 retirer, pour qu'on puisse mettre ça dans l'accord
4 de deux mille dix-huit (2018).

5 Je voulais vous parler... Une autre chose,
6 qui est pas marquée là, mais, c'est les
7 partnerships. Une des choses qu'on a commencé à
8 travailler, moi puis Bella on va... on travaille
9 beaucoup avec les Centres d'amitié maintenant. On
10 veut travailler encore plus proche des Centres
11 d'amitié, parce que là, on a... on peut travailler
12 avec nos jeunes, avec nos aînés, sur le territoire.
13 Mais quand ils sortent du territoire, on n'est plus
14 responsable pour eux. Donc c'est de là
15 l'importance des Centres autochtones, des... le
16 Centre d'amitié autochtone de Val-d'Or, le Centre
17 d'amitié autochtone de la Baie-James, il y a le
18 Centre de... c'est le Urban Center qu'ils
19 appellent, à Montréal, un centre, ça c'est un autre
20 centre autochtone.

21 Notre intention c'est vraiment de travailler
22 avec eux pour aider les gens qui sont sans-abri,
23 pour aider les gens... les... notre population qui
24 est vulnérable en dehors de notre territoire.

25 Et on a déjà... on commence... il y a déjà des

1 solutions qui peuvent émerger de là. Je crois que
2 c'est une bonne solution qui est vraiment
3 intéressante. Ces centres-là sont sous-financés,
4 on le sait, et de là, nous on va regarder des...
5 Si j'ai à acheter un service, moi j'aurais aimé ça
6 de regarder les services que, on doit acheter à
7 Montréal. Si je peux aller les acheter du Centre
8 autochtone puis aider le Centre autochtone, c'est
9 de quoi que j'aimerais faire, parce que, ils ont
10 besoin de plus de financement s'ils veulent nous
11 aider. Donc, c'était un petit peu ça là, c'est...
12 Donc, c'est... Merci beaucoup, et...

13 **LE COMMISSAIRE :**

14 Est-ce que vous avez des questions?

15 **Me ÉDITH-FARAH ELASSAL :**

16 Présentation fort intéressante. Aussi complète
17 pour ma part.

18 **LE COMMISSAIRE :**

19 Bon. Très bien.

20 **Me ÉDITH-FARAH ELASSAL :**

21 Oui.

22 **LE COMMISSAIRE :**

23 Me Miller?

24 **Me RAINBOW MILLER :**

25 Non merci. J'ai pas de questions.

1 **LE COMMISSAIRE :**

2 Très bien. Me Boucher?

3 **Me MARIE-PAULE BOUCHER :**

4 Non merci. J'ai pas de questions non plus.

5 **LE COMMISSAIRE :**

6 Très bien. Alors écoutez, je vais vous remercier.
7 C'est... intéressant. Je retiens qu'il y a...
8 encore une fois qu'il y a des problèmes de maisons,
9 de logements, c'est pas la première fois que
10 j'entends parler de ça. Dans plusieurs... sous
11 plusieurs aspects, là vous avez, au niveau de votre
12 intention personnelle, ces choses-là, et,
13 évidemment, ça revient.

14 L'éducation, ça revient souvent aussi. Le
15 souhait que dans les communautés, bien, il puisse y
16 avoir des gens de la Nation elle-même qui
17 retournent, après avoir des formations dans le
18 territoire, qui retournent rendre service aux gens
19 de la communauté, ça peut faciliter la rétention,
20 c'est évident.

21 Alors je retiens, puis j'imagine qu'à un moment
22 donné, un peu plus tard, vous pourrez peut-être nous
23 mettre par écrit quelques belles recommandations
24 étoffées, avec le processus que... qui vous apparaît
25 correctif, efficace et durable, tout en étant

1 réaliste, qui pourrait être mis en oeuvre.

2 Alors on aura besoin de... Être conscient des
3 problèmes, ça va, maintenant, avoir une idée des
4 solutions, mais, je pense que nous sommes tous
5 conscients qu'il va nous falloir étoffer nos
6 recommandations, en les peaufinant, en les
7 raffinant, en faisant... en mâchant un petit peu
8 pour les gens qui recevront. En mâchant le
9 processus, et évidemment, la seule façon de le faire
10 c'est avec les gens qui les vivent les difficultés.
11 Alors je vous remercie. On va passer au Dr Kitty
12 maintenant?

13 **Me ÉDITH-FARAH ELASSAL :**

14 Si vous me permettez...

15 **DR DARLENE KITTY :**

16 O.K.

17 **Me ÉDITH-FARAH ELASSAL :**

18 ... Monsieur le Commissaire, juste avant, j'aimerais
19 déposer...

20 **LE COMMISSAIRE :**

21 Ah oui.

22 **Me ÉDITH-FARAH ELASSAL :**

23 ... la présentation de monsieur Daniel St-Amour. Je
24 crois qu'on est rendus à P-109?

25 **LA GREFFIÈRE-AUDIENCIÈRE :**

1 P-109, c'est ça.

2 - PIÈCE COTÉE P-109 -

3 **Me ÉDITH-FARAH ELASSAL :**

4 P-109. Puis aussi, pendant sa présentation,
5 monsieur St-Amour a fait référence à un rapport sur
6 la Protection de la Jeunesse, qui a été demandé à
7 monsieur Jean-Pierre Duplantis. Donc, ce rapport-
8 là serait coté sous P-110.

9 - PIÈCE COTÉE P-110 -

10 **LA GREFFIÈRE-AUDIENCIÈRE :**

11 Oui.

12 **Me ÉDITH-FARAH ELASSAL :**

13 Et j'aimerais aussi coter la présentation
14 PowerPoint présentée au Conseil de l'organisation,
15 sous P-111.

16 - PIÈCE COTÉE P-111 -

17 J'ai reçu l'information ce matin sur clé USB,
18 je vais pouvoir vous la remettre pour le dépôt.

19 **LA GREFFIÈRE-AUDIENCIÈRE :**

20 D'accord. Merci.

21 **Me ÉDITH-FARAH ELASSAL :**

22 Dr Kitty?

23 **DR DARLENE KITTY :**

24 Okay.

25 **Me ÉDITH-FARAH ELASSAL :**

1 It would be your turn.

2 -----

3

4

5

6

7

8

9

10

11

12

13

14

15

16

17

18

19

20

21

22

23

24

25

1 **DR DARLENE KITTY :**

2 Merci Monsieur Commissionner. I'm very happy to
3 speak today to the Commission. And when I was
4 reviewing the mandate of the Commission, I was
5 thinking about our Cree patients and families, some
6 of who have told me of some negative experiences
7 they've had in the South, and it's with the spirit
8 of these patients that I speak today.

9 And I'm thinking outside, outside of the Cree
10 Health Board as well, because, you know, I'm sure
11 it impacts other Indigenous communities in Quebec,
12 so...

13 Before we start, I'll just tell you, I am a
14 family physician for eleven (11) years in Chisasibi
15 Hospital. As Bella mentioned, I'm President of the
16 Council of Physicians, Dentists and Pharmacists for
17 Region 18. I'm also the clinical representative on
18 the Board of Directors for the Cree Health Board.
19 I'm a faculty lecturer at McGill University,
20 Faculty of Medicine, and also working at University
21 of Ottawa Faculty of Medicine as Director of the
22 Indigenous Program.

23 I also teach a lot on cultural safety and
24 Indigenous health, to medical students, residents,
25 physicians, at medical conferences in role

1 medicine, medical education, so I'm... I have a lot
2 of knowledge and experience in explaining this
3 topic and I'm glad to share it with the Commission
4 today.

5 So first of all, before I start, I'd like to
6 acknowledge the Algonquin Nation and the territory
7 on which this Commission is being held. We always
8 have this tradition of showing our respect for the
9 territory that we're on.

10 And before we go in to the nitty-gritty, I
11 just want to explain about the terminology,
12 Indigenous versus Aboriginal.

13 So, in many documents out there in the media,
14 we hear the term "Aboriginal", which is defined in
15 the Canadian Constitution as the First Nations and
16 Metis People of Canada. But the preferred term
17 generally is "Indigenous" - ou "Autochtone" en
18 français - and it's based on the United Nations'
19 definition. So it ties in the self-identification,
20 the historical continuity of pre-colonial contact
21 and into post-colonial contact, how Indigenous
22 people are linked to their territory or lands, and
23 they have their own political, social and economic
24 systems, their own language, culture and beliefs,
25 and being a part of the non-dominant society. And

1 they still maintain their ancestral connection to
2 their environment and their holy systems.

3 So, many people prefer the word "Indigenous",
4 and also... even more specifically First Nation
5 "Inuit" or "Metis". So, for me, I'm a Cree woman,
6 and, you know, I prefer "Cree", but I'm also an
7 Indigenous woman.

8 So, in sharing this knowledge, I think what
9 we... all the events in Val-d'Or and otherwise, you
10 know, all through Quebec, where Indigenous people
11 face racism and judgments, assumptions, prejudice,
12 I think it's important it boil down to basic
13 principles and learn what this is all about : the
14 lack of knowledge, primarily. And so we speak
15 about differences of cultures, and the lack of
16 knowledge of others' cultures.

17 So to start, cultural awareness is the
18 acknowledgment of a difference in cultures.
19 Cultural sensitivity, the recognition to respect
20 this difference. And cultural competency focuses
21 on the knowledge, the skills and attitudes of
22 practitioners.

23 So, cultural safety goes beyond cultural
24 competency, which is quite a common term that we
25 hear these days in health literature, and it

1 incorporates the power imbalance between a patient
2 and a family... uh, sorry, a patient and a
3 practitioner. And it tries to get rid of that
4 power imbalance. So rather than the patient, you
5 know, being here, and the doctor, or nurse or
6 however being up there, it tries to make it a more
7 equitable relationship.

8 You know, it incorporates the social,
9 political and historical context of health, and
10 also the experience of that patient in their own
11 culture. And also, it's important that the
12 Indigenous patient defines what is a safe place for
13 them; is it in that doctor's office, where they're
14 interacting with the doctor and, you know, do they
15 feel safe there. Is there information safe. Is
16 there problems safe in that room. And so it's
17 important to think about a safe place for a
18 patient, and this could be extended across, you
19 know, outside of health care; it could be extended
20 in the community, in the arena, in the school, you
21 know, it could be anywhere.

22 So when practitioners or professionals or
23 teachers or police, or whoever is working with
24 people of a different culture, you know, eventually
25 they recognize the difference, they become more

1 sensitive, gain more competency in learning about
2 the culture and appreciating, you know, how they
3 live their lives. And eventually, culturally safe
4 experiences will result.

5 So here's another definition of cultural
6 safety.

7 "It's an outcome based on respectful
8 engagement that recognizes and strives to
9 address power imbalances inherent in the
10 healthcare system and results in an
11 environment free of racism,
12 discrimination, where people feel safe in
13 receiving health care."

14 And once again, this can also be extended
15 outside of health care. So this definition comes
16 from the First Nations Health Authority in B.C.

17 And here's another important concept I feel is
18 important to know.

19 "Cultural humility. You know, it's a
20 process of self-reflection to understand
21 personal and systemic biases and to
22 develop and maintain respectful processes
23 and relationships based on mutual trust.
24 Cultural humility involves humbly
25 acknowledging oneself as a learner when

1 it comes to understanding another's
2 experience."

3 And also this one comes from First
4 Nations Health Authority in B.C.

5 So it's important for a professional, or
6 a public servant, to think, in their own
7 minds, you know, what it's like to be, you
8 know, themselves, plus in the shoes of the
9 other person of a different culture. And so,
10 it... I'm sure this... it will prompt that
11 public servants, or whoever it is, to think
12 about "I have to learn this, I have to know
13 this, I have to understand these Cree patients
14 or these other patients, you know, immigrants
15 or homeless, that... so I can serve them
16 better, and without racism, without
17 discrimination." So, it's an important
18 concept that I think people must be aware of.

19 So why is it so important. Because we
20 need to have good communication between
21 patients or people out in the community, with
22 the professionals or police or teachers or
23 whoever, you know, and they have to have good
24 communication and good attitudes and values to
25 enable cultural safety, and appreciate that

1 cultural humility as well, and in helping
2 Indigenous persons and their families and
3 working in their communities. It's because
4 these communities have the biggest problems,
5 the poorest health status; more poverty, you
6 know, mental health and social problems. And
7 the residential school experiences.

8 So as I mentioned, it's a lack of knowledge,
9 of health care professionals and the public
10 administrators and employees, and politicians and..
11 others. And it's a social, moral and ethical
12 responsibility of all these professionals and
13 Quebecers and Canadians, to dole these issues, and
14 why [it is] important to work towards a culturally
15 safe environment at work or in the community.

16 So I just... no showing up; marriage just has
17 to be there.

18 So, Bella showed you a similar map here, with
19 our corridors of care, and, just to advise you,
20 just has to be there on the... James Bay coast, the
21 most Northern community there, sits at the mouth of
22 the La Grande River. And the community used to be
23 located on Fort George Island. So you're going to
24 see a few pictures from Fort George Island here.

25 So, we've shown... you know, the modern map,

1 but, the Crees have lived there for thousands of
2 years and the map is in their memories, in their
3 heads. They lived a closed connexion to the land,
4 hunting, fishing and trapping, and life was very
5 simple. People were pretty healthy back then, and
6 they ate well. You know, they had strong ties to
7 the church as well and, in a good way. It wasn't
8 so good when the residential schools came along,
9 but people were generally happy and healthy back
10 then.

11 And I'm showing these pictures because, it
12 just shows something that we can work towards, you
13 know, getting back to the land. Plus these are
14 pictures of my family, so, you know, every family
15 is touched by health problems and social issues,
16 and I think it's something to reflect back on, to
17 go back to the way we've lived in a way. You know,
18 we can't go back... backwards in history, but we
19 can go back to those principles of living.

20 Here in Fort George's, you know, living on...
21 in a tipi and having an old man working on a canoe
22 there. That was a way of life, working on...
23 sorry, using the rivers to navigate to your trap-
24 line and fish, and have a happy way of life.

25 And our Cree values and beliefs were a very

1 important part of it. You know, we had much
2 respect for the Chiefs, the Elders, mothers and
3 dads and... children were very well taken care of
4 by everyone. We kept our rights of passage
5 throughout the generations and family was very...
6 is still very important for everyone. So it's
7 these that give us the strength to get through
8 difficult times, difficult health problems,
9 difficult situations in the community, difficult
10 situations in the South.

11 As you know probably, there was a very tragic
12 chapter in Canada's history that still impacts the
13 health of Indigenous people, not only in Quebec but
14 in... across Canada.

15 In Quebec, there were six (6) residential
16 schools, and two (2) of them on Fort George Island.
17 And so the Crees, we still feel the impact of those
18 residential schools every day, it touches every
19 family. And you can see there is even one near
20 Amos, the Amos Indian Residential School. Some
21 other there: La Tuque, Pointe-Bleue and Sept-Îles.

22 So, everywhere you go in Quebec, you know,
23 there will be survivors and their family members
24 that are still affected by residential school.

25 These children were taken from their families

1 and, you know, stripped of their cultural identity.
2 They couldn't speak their language, they couldn't
3 even live with their siblings, or they were
4 separate from the siblings in the same school.
5 Their hair was cut, they had to carry out jobs
6 around the school, like washing the floors.

7 Here, the Roman Catholic School in Fort
8 George, the mothers of the children in the school
9 would be walking by with firewood to go cook their
10 meals for the day, but they couldn't see their
11 children in the school.

12 Here, Saint-Philip's Anglican School. It was
13 where my dad went. He was there for eight (8)
14 years. Many of the children, you know, had poor
15 clothing and were cold in the winter. So, there
16 was many physical hardships living in the
17 residential school, not only not seeing your
18 parents or your siblings.

19 And here, my uncle on the left side there is
20 reading a book with a buddy.

21 And one of my cousins in this picture, you
22 know, she learned some weaving, but here she...
23 they had to do laundry. So life was very hard for
24 these residential school survivors.

25 And here, there's a picture of the little

1 graveyard in Fort George, where some of the
2 children died. And you know, they never returned
3 back to their family.

4 So it's important to know that history, and
5 that should be done throughout all of Quebec, you
6 know, in all the schools, we must teach that.
7 Then, you know, that knowledge will contribute to
8 resolving racism and discrimination and, you know,
9 the Truth and Reconciliation Commission, as Bella
10 mentioned, was an important event, with the report
11 coming out in June twenty fifteen (2015), and so,
12 this, you know, had many conclusions, but
13 basically, the bottom line is that it had a
14 profound effect on Indigenous communities and it's
15 still having an effect throughout the generations.

16 As the ninety-four (94) Calls to Action, seven
17 (7) are related to health. And you can see there,
18 I highlighted one in particular, to provide
19 cultural competency training for all health care
20 professionals. And I think this is important for
21 the government to consider, and I'll come back to
22 that in a little bit.

23 Also the medical schools and nursing schools
24 are also teaching Aboriginal health, including
25 residential schools and... on the UN Declaration of

1 Rights of Indigenous Peoples.

2 Other realms that were covered, the Ted Calls
3 to Action: Justice, education and child welfare.

4 And Mr. St-Amour was talking about the Youth
5 Protection. I just want to say, on that note,
6 Dr. Cindy Blackstock, who is Executive Director of
7 the First Nations Child And Family Caring Society,
8 who is a doctorate in social work, she wrote a
9 paper in two thousand and nine (2009), and I used
10 this to teach. So, one of the things she said in
11 this document related to Indigenous child welfare,
12 was that there are three (3) times more children in
13 foster care now, across Canada, than there ever was
14 at the height of the residential school era. So,
15 child... Indigenous child welfare should be a top
16 priority amongst the governments, not only Quebec
17 but, across Canada. And it's something, you know,
18 that touches every family. So, it's important
19 to... think about that.

20 For residential schools, according to the
21 Aboriginal Healing Foundation documents, in two
22 thousand six (2006), this document estimated there
23 was eighty-six thousand (86,000) survivors alive at
24 the time, plus their family members, and the
25 following generation, so there are over three

1 hundred and seventy thousand (370,000) people still
2 affected by residential schools today, with the
3 intergenerational trauma, and some of the problems
4 that the family members of those survivors still
5 have.

6 Both my parents went to residential school,
7 and I'm an intergenerational survivor, you know,
8 I'm... there are many families like ours, you know,
9 and I think it's important that people realize, no
10 matter where you go or what you do in your career
11 in Quebec, you're going to meet survivors and their
12 family members, and you have to know about
13 residential schools and how it impacts health,
14 education, you know, general society, because,
15 knowing this, you'll understand more effectively
16 what Indigenous people face every day of their
17 lives, and it could be good things and bad things,
18 you know.

19 So, residential schools and culturally unsafe
20 care impact the health status and social context of
21 Indigenous peoples today.

22 Other things we think of this, you know, other
23 social crisis going on in the communities. You
24 know, it'd be other places than Quebec, but there's
25 some more well-known, one's like the social... uh,

1 sorry, the gas sniffing that was going on in
2 Northern Labrador, about ten (10) years ago, still
3 a problem there.

4 We've heard of Idle No More, the grass-roots
5 movement that was going on across Canada.
6 People... Indigenous people across Canada were
7 speaking up, because they want more for their
8 communities, their health, their families.

9 The Journey of Nishiiyuu, when Cree eeyou
10 started walking from Whapmagoostui, and they wanted
11 more for themselves, their future, and walked in...
12 came down the East coast of James Bay through the
13 Algonquin communities, picked up more and more
14 youths as they continued on, and eventually ended
15 up in Ottawa, on the steps of Parliament Hill, to
16 raise awareness, and, I thank those youths for
17 showing us, you know, their strength and their
18 endurance and their ability to speak up, because
19 they want more. It's events like that that we need
20 to learn from. I think the youth have very
21 promising opportunities to show us more.

22 Missing, murdered Indigenous women and girls.
23 We know the inquiry is going on now. But people
24 still must learn the... why is this happening,
25 what's going on in Canada or Quebec, you know, we

1 need to find out why are these unfortunate events
2 going on.

3 And of course, suicide crisis. We see... we
4 hear the news once in a while, of suicides going
5 on, sometimes in Northern Quebec, but it also
6 happens in other places across Canada. So how can
7 we prevent suicide. There's many ways and that's a
8 long... another long speech, but I think it's
9 something that the Commission look further into.

10 Hydro electric development and other things
11 impact Indigenous communities.

12 So, you know, we have to think about what it's
13 like in these communities, you know, and for the
14 Crees, you know, we are advancing our communities,
15 but we don't have... we are not free of problems,
16 we do have our problems. And other Indigenous
17 communities in Quebec also have their problems. So
18 it's up to persons working near or in those
19 communities, who are non-Indigenous, to figure out,
20 you know, why is things are the way they are.

21 And when it comes back to residential schools,
22 we have to think back, like, what was that like,
23 you know. Now I understand if I can think, "well,
24 if I... was taken from my parents." Or my kids
25 were taken from me, I can imagine, you know, the...

1 they're just thinking about it, but can you imagine
2 if it really happened to you.

3 In spite of the residential school experiences
4 and the negative impact, the multigenerational
5 trauma, the James Bay Cree and other Indigenous
6 people are still very strong, resilient, vibrant
7 and thriving. Their cultures are still here and,
8 you know, despite bad things, it's something that
9 maybe general society, or government, public
10 agencies, don't see. They just see the negative
11 parts. So it's important to understand the history
12 of these communities, the context that they live
13 in, not only the Crees, but all Indigenous
14 communities in Quebec, to really, truly appreciate
15 what these people are living through, day-to-day
16 and historically.

17 We are a beautiful culture, you know, our
18 Crees. But also, I'm sure, the other cultures are
19 as well.

20 So here, out on the La Grande River, going up
21 for a canoe ride one evening, in the summer.

22 This is me visiting some kids in the Cree
23 community on the West Coast of James Bay,
24 Peawanuck; they all wanted to be doctors.

25 Some Cree ladies cooking for a feast.

1 Here, I was visiting one of our elders for a
2 home care visit. And she lived through a very hard
3 life, you know, and she would tell me little
4 stories when I went to see her. And that was her
5 daughter who cared for her. She's passed away now.

6 We still have our traditions. Here's, cooking
7 smoked fish on a fire, after you scoop them from
8 the river, and you smoke them over a little fire
9 and cook them over a grill. Very good. And we
10 still carry that tradition today.

11 So it's our traditions and our cultures that
12 get us through difficult times.

13 The social determinants of health is often
14 talked about in public health, but it's something
15 that myself, as a physician, and my colleagues, and
16 our nurses, and other health professionals see
17 every day, you know, we struggle with things like
18 housing issues, like Daniel was mentioning. Family
19 and child welfare, poverty, you know. Some of
20 those things are very good, like cultural and self-
21 determination.

22 But what about racism. Racism certainly
23 impacts our health, Indigenous status. If you look
24 at the government statistics, and you just target
25 those patients living in Indigenous communities,

1 they're going to have worse health status. And
2 residential schools, obviously, has a negative
3 impact.

4 If we just look at the Crees, I didn't really
5 want to talk too much on the health of the Crees,
6 but there's a link there that you can visit, and it
7 has a document that just generally describes some
8 of the more prominent health problems for the
9 Crees.

10 But I did want to highlight diabetes. And you
11 see here, on this graph, in nineteen eighty-three
12 (1983), there was about two point three per cent
13 (2.3 %) of the population having type 2 diabetes.

14 And over the years, because of change in
15 lifestyle and the food we eat - you know, we have
16 more carbohydrates and less traditional food, less
17 healthy food - it's made the prevalence rate climb
18 dramatically up to twenty-one per cent (21 %) in
19 two thousand fourteen (2014).

20 The Inuit also are starting to have diabetes,
21 because of their change in lifestyle; you know,
22 we're less out on the land, we're less walking,
23 there's more obesity and, you know, the diabetes is
24 starting to creep up, and they're about five per
25 cent (5 %) now. So they'll eventually might follow

1 the pattern of the Crees, but maybe not so quickly.

2 So diabetes is an important health problem
3 that we have to address and find positive ways to
4 deal with diabetes.

5 Some mental health problems are associated
6 with diabetes, for example depression, can be seen
7 in about twenty per cent (20 %) of diabetics, so,
8 we have to think about the patient and what's going
9 on there and help them with that to help improve
10 their diabetes control.

11 And there's also the complications of diabetes
12 that are coming, you know, like the diabetes
13 complications of eye problems, nerve and
14 circulation problems, and also chronic kidney
15 disease, so, that will impact the health care
16 system.

17 And... but the Cree Health Board is trying to
18 work on that through managing kidney problems to
19 get with specialists, but also working on other
20 things, like improving mental health resources for
21 our patients.

22 Social conditions of, you know, many
23 Indigenous communities, unfortunately, are quite
24 prevalent: poverty, housing, risky behaviours,
25 violence, education, unemployment and lower

1 incomes, stress of urban living, racism, prejudice,
2 stereotyping and again, lack of knowledge of
3 Indigenous people, their cultures, health status
4 and social issues.

5 Mental health problems deserve a special
6 mention and, as I mentioned, it's related to the
7 residential school experiences, but also, there's
8 some, you know, prominent problems that we see
9 commonly, in the clinics and emergency departments:
10 so depression, suicide, alcoholism, illicit drugs,
11 intoxication, violence and trauma. And many of our
12 statistics are based on service utilisation, so
13 some people don't come and seek service when
14 there's problems. So the statistics that we see
15 are probably lower than what it actually is.

16 And post-traumatic stress disorder, or PTSD,
17 is still a significant problem, as I mentioned,
18 because of residential schools. And that can still
19 impact family members of the intergenerational
20 survivors.

21 Suicide. We know the Inuit communities in
22 Nunavik have higher rates of suicide attempts and
23 completions, and the First Nations are generally
24 higher than the Canadian population for suicide
25 rates. Indigenous males are... tend to have more

1 violent attempts, such as gunshot wounds. And
2 Indigenous females tend to be more drug-related
3 attempts, like Tylenol intoxication.

4 The Crees have a suicide prevalence rate that
5 is similar to the rest of Quebec. So, you know,
6 it's not so bad for us, but we still want to build
7 up our resources for our patients, and I think it's
8 important for other Indigenous communities that
9 they definitely need more resources, to help them
10 not only with suicide but their other mental health
11 issues.

12 It's important to target suicide prevention
13 and support, and also to target youth, you know,
14 and to find positive ways coping with stress and
15 positive outlets in life, like sports and
16 recreation.

17 And it's very important above all, to increase
18 the knowledge of mental health and social issues
19 for frontline workers, you know, that... and that
20 includes health professionals, but also police,
21 firemen, even teachers, social workers. So I'll
22 come back to that a bit later.

23 Here's some nice pictures from James Bay.

24 For the First Nations in Quebec, I'm sure you
25 know this map. So it features all the Indigenous

1 communities in Quebec.

2 I thought I'd show a few slides on the Quebec
3 First Nations health.

4 So here's from the regional health survey,
5 back in twenty ten (2010).

6 And so, out of twenty-one (21) Indigenous
7 communities that were surveyed, and they were of
8 the Abenaki, Algonquin, Atikamekw, Innu, Mi'kmaq,
9 Mohawk, Naskapi and Wendat Nations, and so they
10 showed children, adult and... sorry, adolescents
11 and adult groups. There's almost three thousand
12 (3,000) interviews.

13 The survey measured some demographics and
14 looked at these parameters here: education,
15 injuries, the health, etc., including residential
16 schools and alcohol and drugs.

17 So you can see here that, for... sorry, for
18 children, there are health problems mainly around
19 asthma and allergies, ADHD - or Attention Deficit
20 Disorder - and hearing problems.

21 Here for adolescents, again, asthma and
22 allergies were more common problems, as well as
23 hearing and problems with gastro-intestinal
24 disorders.

25 When they compare to Quebec rates, the adults

1 had higher rates of hypertension, diabetes,
2 surprisingly less chronic pain, for back pain, and
3 had higher rates of intestinal disorders or gastro-
4 intestinal problems.

5 When you look at residential schools, you
6 know, there definitely was some participants that
7 reported negative effects, including separation
8 from their families, their communities, having
9 disciplined by the school workers, losing their
10 cultural identity and facing verbal and
11 psychological abuse. They tend to have a higher
12 rates of suicide, even more so for the survivors,
13 and having been victims of violence and having
14 psychological distress.

15 But interestingly, you know, the family values
16 that may... - sorry - familial values and... who
17 seems to be the main strength of the community. So
18 family, as I mentioned earlier, was very important
19 to everyone. And traditional values, language, was
20 also important, so would help them get through some
21 of this... these... health and social issues.

22 And sixty-eight per cent (68 %) participate in
23 activities to help themselves through those issues.

24 So, this slide just shows some of the ways
25 that they use have a better health and, you know,

1 things from reducing stress to seeking social
2 support, to getting good rest and sleep.

3 So, this survey, you know, has a nice snapshot
4 of the health problems that they have, but also
5 some ways that they can overcome their health.

6 Nunavik. You know, the Inuit health status is
7 worse in different ways, and some quite important
8 to know, you know. So, obesity is climbing,
9 hypertension is increasing. Diabetes, as I
10 mentioned, you know, virtually non-existent, is now
11 starting to climb and it's the same as the general
12 population right now.

13 Respiratory problems in children seem to be a
14 problem. Smoking is quite prevalent, and because
15 of that, lung cancer rates are about twice that of
16 the rest of Quebec. Alcohol and drugs, you know,
17 sometimes that depend on the access, how do the...
18 those get up North, but, you know, sometimes, the
19 consequences of alcohol and drugs abuse are even
20 higher, like the trauma and violence.

21 So these are some of the health issues that I
22 think many people, working in public service or the
23 hospitals and clinics, must know, at least some
24 basic information, particularly if you're working
25 with the Indigenous population like here in the

1 Algonquin community, or up in the Inuit
2 communities.

3 So this one... a freighter canoe that we use
4 up in Chisasibi.

5 So in helping Indigenous people, and I'm kind
6 of speaking in the terms of health, but, again, you
7 can extend this to beyond the health care system,
8 it can go out into public security, with the
9 police, with social work, other public realms.

10 So it's important to gain knowledge and
11 respect for culture and traditions, and the
12 personal characteristics of Indigenous people,
13 learn about their social problems and especially
14 the residential school experience; because like I
15 mentioned, it still has a major impact on our
16 community life.

17 It's important to be aware of the higher risk
18 of depression, suicide and other mental health
19 issues, including addictions, in Indigenous
20 patients and how it impacts their families; and
21 sometimes that means dysfunctional families,
22 violence in the home. So, it's very important.

23 And it's important also to think of your own
24 values, beliefs and attitudes when you're working
25 with people with a different culture, but this is

1 what people see sometimes. They only see the
2 negative parts of Indigenous people: living on the
3 streets, using drugs, being violent, you know. But
4 what's behind all this? What's... what are these
5 patients feeling? Why is it they live the way they
6 live?

7 This man is an important person to think
8 about, and his name is Brian Sinclair. So his
9 story is known nationally.

10 Brian Sinclair was a First Nations man, forty-
11 five (45) years old, in Winnipeg, and he was known
12 to the Winnipeg Hospital Emergency for previous
13 drug addiction, alcoholism, and he was a double
14 amputee; he lost his legs to hyperthermia. He had
15 some effects on his brain because of the drug
16 addiction, and he had problems with his bladder, so
17 he had to wear a catheter.

18 So he came to the Emergency Department... -
19 - oh, he was homeless as well, I should mention.

20 He came to the Emergency Department after
21 being sent in by a family doctor because he needed
22 to change his catheter, and start some antibiotics
23 for a bladder infection.

24 And while he was there waiting, no one came to
25 see him; the nurse did not come to see him to be

1 triaged. Four (4) bystanders went to the nurse or
2 the security there, said, "this man needs help."
3 And he waited, and waited, and waited, until
4 someone finally seen him. After thirty-four (34)
5 hours he was dead in his wheelchair, and he was
6 already in *rigor mortis*, so which means his body
7 was stiff.

8 So how could this happen in a busy city
9 emergency, of a man... a First Nation's man who was
10 needing care.

11 And people made assumptions that he came there
12 and he was just maybe... sitting there getting
13 warm. He was... been there many times before, how
14 come he didn't get help.

15 His family was very dissatisfied with the
16 public inquiry that happened there. They felt he
17 was a victim of racism, of judgment, of assumptions
18 made. And here he died there, without getting any
19 help. Of a problem that could be simply... that
20 could... a problem that could have been simply
21 resolved with a change in a catheter and starting
22 antibiotics.

23 So racism kills. And there's... Brian
24 Sinclairs all over Canada, even in Quebec.

25 Here's a document that I recommend for the

1 Commission to consult, and it tells the story of
2 Brian Sinclair in there. But it also shows some
3 examples of good services and programs, to give
4 culturally safe care.

5 And once again, it can also be extended
6 outside of health care. You can use some of those
7 examples to develop good resolutions to problems
8 that the Commission is considering, but, you know,
9 improving public service to Indigenous communities
10 and... other things.

11 So it also looks at colonization and, you
12 know, the impact of many, many... events of racism
13 that people have reported.

14 This document I also recommend. It was
15 written by the College of Family Physicians of
16 Canada Indigenous Health Working Group, and I'm the
17 current... I'm a co-chair of the current group
18 that's working on it. We produced this document
19 last year. It also talks about systemic racism,
20 several different kinds of racism: Intentional,
21 non-intentional, overt, covert. And it talks about
22 how practitioners can learn about systemic racism,
23 residential schools, the current status of health
24 and social issues in Indigenous communities across
25 Canada, and use that knowledge to develop

1 culturally-safe care. So again, you know, this can
2 be used outside of health care.

3 So with that in mind, you know, Indigenous
4 people are very... generally very happy, thriving,
5 working, enjoying their life in their communities,
6 enjoying their traditions out on the land. It's
7 not all negative stuff; so here one of our
8 families, with a little baby in a wâspisonâhtik, or
9 a little sleeping bag I guess they could say.

10 A grandfather with his grandson and mom, at
11 Chisasibi Hospital.

12 Our walking out ceremony, as Bella mentioned
13 earlier. Tradition's very important, very... it
14 happens every spring.

15 Fort George Island, where the community used
16 to be located.

17 Another little patient in Chisasibi.

18 Some boys being shy and they don't want their
19 picture taken.

20 Some kids down on the riverbank in Fort
21 George.

22 Another patient.

23 Fort George in the winter. So, our culture
24 and our traditions and the land, and even our old
25 community, they're still very important to the Cree

1 people, but also I'm sure it echoes in the other
2 Indigenous communities in Quebec.

3 So, just to finish, you know, we know that
4 historic and current policies still have major
5 impacts on Indigenous health, and that we have a
6 disproportionate burden of disease, and where our
7 access to health care services.

8 It's important for health professionals and
9 other public servants to learn about... Indigenous
10 cultures, the demographics, the health status of
11 the populations they're working with, and also to
12 respect that they may choose traditional healing.

13 And that includes for justice, you know.
14 Restore of justice, for example.

15 It's important to communicate in a good way
16 with a language proper for the level of education,
17 but also maybe that will be English.

18 And listen. You know, I'm glad the theme of
19 the Commission is "listening, reconciliation and
20 progress". And so we hope to help with that.

21 And not all Indigenous patients are
22 traditional. Some are very well integrated into
23 mainstream society. And just like any other member
24 of society, any culture, they still might have
25 their own challenges, you know, they still... you

1 know, homeless people are not only Indigenous
2 people, there are other kinds of homeless people.
3 There are other kinds of Indigenous people who are
4 well-educated, professionals and there's everyone
5 else in-between. So public service workers and,
6 you know, even general society doesn't have to
7 consider that Indigenous people are like that
8 picture I showed, you know, down out on the street.
9 We're all good people as well in our communities.

10 It's important, as I mentioned, to avoid
11 stereotyping, making assumptions and having
12 prejudice and racism.

13 So I'll just finish with a closing story. And
14 this is a true story that happened to me in my
15 medical training, and it happened in another
16 province, but I think that it's important to share
17 here.

18 So I was working emergency and I just
19 finished seeing a patient. I was writing some
20 notes, and then I was going to move on to the next
21 patient, but then a man, a First Nations man was
22 brought in on a stretcher. And his arms were tied
23 to the side and he was trashing about and kicking
24 his legs and yelling and screaming, and he was
25 known for alcohol-related presentations to the

1 emerge. The nurses were trying to calm him down,
2 he was still yelling and screaming. And then I
3 went to his bedside. Rather than taking the next
4 chart, I went right to him, and I looked at him and
5 I said, you know, "I'm Doctor Kitty, I'm going to
6 help you." And so, he looked at me and he said,
7 "I'm a residential school survivor. I'm a
8 residential school survivor." And so I touched him
9 on his arm and I said, "okay, I understand." And he
10 looked at me and right at that second. I said, "if
11 we take these off, you know, are you going to
12 remain calm, so I can help you?" And I said yes...
13 Oh, sorry. He said yes.

14 So we took off the restraints. The nurse
15 starts to take the blood pressure, takes his oxygen
16 and meanwhile, I start asking medical questions,
17 you know, why was he here, what was going on.

18 And so, what it came down to, he had chest
19 pain, shortness of breath, the blood pressure was
20 very low, his pulse was fast, his oxygen was low,
21 so that means he's unstable. They did a
22 electrocardiogram, so that's checking his heart,
23 and the pattern showed that he was in atrial
24 fibrillation, which is irregular heartbeat. And
25 when it's fast and his blood pressure is low, that

1 means it's unstable. So there's nothing to do,
2 except shock the heart right away. That's the
3 first step that us, physicians, are trained to do.
4 And so we got him ready, and in a couple of minutes
5 we shocked him, and had one shock, and he went back
6 to normal rhythm. His blood pressure came up, his
7 pulse went down, he start to feel better, his
8 oxygen went up.

9 And so when I was finishing with this case,
10 the attending physician I was working with, we sat
11 down and we talked about residential schools,
12 because he didn't know and he wanted to learn. And
13 what I realized at the time is that, this man, this
14 patient told me something that what if he hadn't
15 been... what if he had been left there, you know?
16 The nurses were trying to calm him down, he had a
17 cardiac emergency. He wasn't drinking, he wasn't
18 drunk this time. He could have died there. So
19 that told me, you know, people have to learn from
20 this. I had to share the story. He could have
21 been a victim of racism like Brian Sinclair. That
22 was my own experience, that's a true story.

23 And while that's personal for me, I think the
24 point is not personal, you know, that's an example
25 of racism right there, that could... that... I

1 should say, that could have happened, you know.
2 Racism that could have happened. So I'm glad that
3 I was able to help that man and I was glad I was
4 able to talk with my attending physician about
5 residential schools.

6 And I think as... especially in Emergency
7 Departments, you know, we see that a lot, when
8 Indigenous patients are brought in crisis. It
9 could be mental health crisis, it could be a pain
10 crisis, it could be something else. But you can't
11 just jump to conclusions, you know. That person's
12 not drunk, he's not on drugs. They need help, they
13 may be having an anxiety crisis or something.
14 Maybe somebody... something happened to one of
15 their family members. You can't assume that
16 they're all addicted to something.

17 So that's why it's important to teach others,
18 you know, the health care professionals, police,
19 ambulance, you know, other public servants, even in
20 the government agencies, have to be taught, you
21 know, everything that I mentioned here.

22 And we're certainly glad to help out with
23 that, because myself as an Indigenous physician,
24 and some of my colleagues around Quebec, but also
25 the rest of Canada, and some of us that are working

1 in the medical schools, are already doing this,
2 and, you know, we can do more.

3 It's what I just said...

4 There's just a last thing. So, some of the...

5 While I was thinking of, you know, the patients
6 that I talked to, who had negative experiences, I
7 was thinking about this First Nations man with the
8 cardiac emergency. I was thinking about some of
9 the things that are... I've already helped to do,
10 like teaching at the medical schools, conferences.

11 It's great to move beyond health to help
12 others learn, and that's why I felt it was so
13 important to come today and share my knowledge.
14 And it's just a tiny little drop in the bucket,
15 right. It starts also by, not just one little
16 lecture, but by working with Indigenous people,
17 learning about their communities, their culture.
18 Getting in there and seeing people, and sharing.
19 You know, you can share something of yourself and
20 bring it to the community, like perhaps someone may
21 know how to train in sports, coach hockey or, you
22 know, have a workshop on coping with stress,
23 educating students, getting ready for post-
24 secondary education, you know, how to manage their
25 time when they get to college and the cegep, you

1 know. So there's many different possibilities.

2 So I had a few recommendations here.

3 A mandatory cultural safety training for
4 health professionals, police and other public
5 servants.

6 So in BC, they already have the San'yas
7 program, which is online, and... can't remember how
8 much it costs, but you can go there and learn about
9 Indigenous cultures. It's a gear to BC First
10 Nations.

11 Ontario adapted the BC version to Ontario
12 First Nations. And it is now mandatory for all
13 Ontario government workers. So that is
14 contributing to increasing knowledge. So I suggest
15 Quebec consider to do the same, you know, and have
16 a program specifically for our Indigenous
17 communities here in Quebec.

18 So as I mentioned, you know, it's important
19 outside of health, to look at perhaps increasing in
20 the primary and secondary school curricula. Also
21 for the health professional programs in the
22 universities, the cegeps. And not only just
23 teaching it there, but having it on examination.
24 That will show the learners, you know, that yes,
25 it's important to learn, and we need to test your

1 knowledge on it. And it's not only learning in the
2 classroom too, but also integrating your knowledge
3 through experiences in Indigenous communities or
4 with Indigenous groups, you know, so...

5 Maybe supporting intercultural events, like
6 pow-wows or events that... where non-Indigenous and
7 Indigenous people can mingle and learn from each
8 other or have fun together, play sports together.
9 You know, that this all contributes to
10 reconciliation.

11 So we must walk together to gain knowledge and
12 respect and trust, and work towards cultural safety
13 and reconciliation. And this is now on Fort George
14 Island on the beach.

15 Just a few little closing photos. My uncle
16 checking his net in James Bay. This is our annual
17 gathering on Fort George Island, our Mamoweedow.
18 Some dancing.

19 One of my patients from Whapmagoostui in the
20 hospital - he passed away now. This is down by
21 James Bay.

22 It just shows how close we are to the land in
23 our traditions.

24 Some traditional medicines.

25 And there's some references at the end, that

1 you can consult as well. That's La Grande River
2 at sunset. Well, that's it. Thank you.

3 **LE COMMISSAIRE :**

4 Thank you very much. Do you have questions?

5 **VOIX FÉMININE NON IDENTIFIÉE**

6 (Inaudible).

7 **LE COMMISSAIRE :**

8 No? Me Miller? If you want to come forward.

9 **Me RAINBOW MILLER :**

10 Good day, Doctor Kitty. I don't know if we were
11 introduced. My name is Rainbow Miller and I work
12 for Quebec Native Women's Association. I had a few
13 question for you because, since you are a Cree
14 woman and you are a frontline worker, you have
15 direct access to your patients, and I'm sure
16 because you speak Cree, they will really open up to
17 you.

18 I was just wondering if you could... At the
19 beginning of your testimony, you talked about
20 hearing negative experiences of your patients when
21 they would have services down South. Do you think
22 you could give us a few examples of what you have
23 heard, without, you know, giving names, but just in
24 a general... general examples?

25 **DR DARLENE KITTY :**

1 There's quite a few. I don't want to say specific
2 examples, but I can say that they're related to
3 attitudes of the persons that they're working with.
4 Like sometimes it's an attitude of a worker at the
5 hospital, who kind of... talks negatively to them.
6 And maybe it's because they don't realize, you
7 know, they've been up all night driving from
8 Chisasibi for ten (10) hours to Val-d'Or, and the
9 person is negative to them and they've just been up
10 all night, and they're asking a question to find a
11 department or, go get a test done somewhere. And
12 sometimes, you know, I guess, the worker may not
13 understand what they've just been through to come
14 down for a test or they're looking for a loved one
15 who's in the hospital and, you know, sometimes it's
16 not that easy to ask someone. And when you're
17 tired and you come from a long way, you know,
18 it's... I've had a couple of people tell me things
19 like that.

20 Sometimes, it's coming down for a visit and
21 you're only with the doctor five (5) minutes, and
22 then the nurse does something, it's very quick, and
23 you know, they don't understand what's going on to
24 them, to have an explanation, even in a language
25 that they understand, you know. Because sometimes,

1 big medical words, they can say in explanation with
2 big medical words and the patient won't understand.
3 And sometimes the worker doesn't clarify, "well, do
4 you have any questions?" And sometimes they don't
5 feel safe to even ask a question, because it's...
6 the other person's in a hurry to leave and...

7 So, sometimes it's... like a woman who's in
8 labour, you know, that could be in... having pains
9 and, you know, sometimes Cree women don't show
10 their pain very well, they're very stoic.

11 Sometimes even just be asked, you know,
12 "how's your pain?", or, you know, "is there
13 anything I can get for you?" You know, like,
14 it's... there's just... that's not really an
15 example but I'm just thinking, sometimes, just
16 asking a patient, "what can I do for you", you
17 know? Rather than the professional telling them,
18 "oh, you have to do this or do that." There's no
19 good interaction. A more positive interaction.

20 Like I've heard so many stories that, it's...
21 You know, even sometimes it's just a taxi driver in
22 town who didn't... wasn't very nice to the person
23 coming from the airport or, you know, there's...
24 sometimes it's just a simple thing. It's not only
25 in the health, you know, it could outside in the

1 community, like being shouted at on the main street
2 downtown, you know, like it's... There's so many
3 small incidences that really build up, I think, and
4 people, you know, feel that when they're in... it
5 could be Val-d'Or but it could be other places too,
6 you know, like... Yes.

7 **Me RAINBOW MILLER :**

8 Were you able to observe specific discrimination
9 related towards women? In the same line of
10 questioning.

11 **DR DARLENE KITTY :**

12 Uh, I'm just trying to think of off hand if I...
13 know specific case. I just... I hear so many,
14 though, you know, it's... and I'm so busy
15 sometimes, it's hard to recollect exact examples.
16 But I know women do... like Cree women that have
17 spoken to me or they do face some challenges in
18 coming to get service, and sometimes it's, you
19 know, because they have a big caregiver burden; you
20 know, a woman who's got four (4) kids and the
21 partner's not involved and she's taking care of her
22 mother, you know; sometimes, coming to the hospital
23 and getting things resolved... you know, in the
24 South, for whatever health problem she might have,
25 they don't think of what's going on back home, you

1 know. That she has all these things to do, and she
2 has to work, clean the house, you know, and take
3 care of everyone. So, I think many of our Cree
4 women do feel this caregiver burden, and sometimes
5 they cope with it in a negative way; like they go
6 out partying or drinking or gamble or, you know,
7 there's many negative outlets or influences
8 unfortunately.

9 Some women are very strong, you know. And we
10 could learn from each other, as women. So I try to
11 do this. I get my sister to come and help me. Or
12 I go for a walk every night. So it's... you know,
13 it's quite varied. But, I tend to hear also a lot
14 of negative things sometimes, just of their own
15 experience, when they want to tell me something.
16 Yes.

17 **Me RAINBOW MILLER :**

18 I have no more questions. Thank you.

19 **LE COMMISSAIRE :**

20 Me Boucher?

21 **Me MARIE-PAULE BOUCHER :**

22 J'aurai pas de questions.

23 **LE COMMISSAIRE :**

24 Non?

25 **Me MARIE-PAULE BOUCHER :**

1 Merci.

2 **LE COMMISSAIRE :**

3 O.K. So, I won't... Thank you also, Dr Kitty. And
4 I want you to know that we care very much concerning
5 the recommendations you're giving to us concerning
6 mandatory cultural safety training for health
7 professionals, police and other public servants.

8 And also, concerning Indigenous cultures
9 through the health and social issue in primary and
10 secondary school, because we realize that there's a
11 lack of knowledge of Indigenous realities in the
12 general population, and this will have to be
13 corrected. We will take a great care to this part
14 of the problem.

15 And so, I want to thank you very much for the
16 ride... nine (9) hours ride from Eastmain?

17 **DR DARLENE KITTY :**

18 (Inaudible) thirteen (13).

19 **LE COMMISSAIRE :**

20 Ah...

21 **DR DARLENE KITTY :**

22 I did thirteen (13) yesterday.

23 **LE COMMISSAIRE :**

24 So thank you again and I wish the ride back to
25 Eastmain will be easy. And if you have something to

1 add to your recommendations, you're welcome. We
2 want to know, and I understand that maybe later, you
3 may have a memoir or something like this, to present
4 more specifically what you would like to be
5 corrected concerning relations between Indigenous
6 people and the six (6) public services in Quebec.
7 So I thank you very much and I will let you go now.

8 We'll suspend for ten minutes?

9 **Me ÉDITH-FARAH ELASSAL :**

10 Yes, we could suspend for a few...

11 **LE COMMISSAIRE :**

12 Just the time to...

13 **Me ÉDITH-FARAH ELASSAL :**

14 Yes.

15 **LE COMMISSAIRE :**

16 ... to get ready.

17 **Me ÉDITH-FARAH ELASSAL :**

18 But if I may, before, I would file into evidence...

19 **LE COMMISSAIRE :**

20 Oh, yes.

21 **Me ÉDITH-FARAH ELASSAL :**

22 ... the PowerPoint presentation of Dr Kitty. Under
23 the cote P-112?

24 **- PIÈCE COTÉE P-112 -**

25 **LA GREFFIÈRE-AUDIENCIÈRE :**

1 Yes.

2 **Me ÉDITH-FARAH ELASSAL :**

3 Good. Thank you.

4 **LA GREFFIÈRE-AUDIENCIÈRE :**

5 You're welcome.

6 **Me ÉDITH-FARAH ELASSAL :**

7 Alors c'est tout. On peut prendre une pause de
8 quelques minutes.

9 **LA GREFFIÈRE-AUDIENCIÈRE :**

10 Veuillez vous lever. L'audience est ajournée pour
11 dix (10) minutes.

12 SUSPENSION

13 -----

14 REPRISE

15 **LE COMMISSAIRE :**

16 Alors bonjour. Me Leblanc, je comprends que vous
17 prenez la suite?

18 **Me CHRISTIAN LEBLANC :**

19 Je prends la suite, Monsieur le Commissaire. Alors
20 je vous présente madame Béatrice Vaugrante ainsi que
21 madame Karine Gentelet - Gentelet, c'est ça - qui
22 sont respectivement directrice générale et
23 présidente au conseil d'administration d'Amnistie
24 internationale pour le Canada francophone.

25 On vous souhaite la bienvenue.

1 **MME BÉATRICE VAUGRANTE :**

2 Merci.

3 **LE COMMISSAIRE :**

4 Bienvenue effectivement, Madame Vaugrante, Madame
5 Gentelet. Alors la greffière pourrait peut-être
6 procéder à l'assermentation.

7 **LA GREFFIÈRE :**

8 Oui.

9 -----

10

11

12

13

14

15

16

17

18

19

20

21

22

23

24

25

1 Béatrice Vaugrante
2 Directrice générale d'Amnistie internationale pour le
3 Canada francophone
4 Assermentée

5 -----
6 Karine Gentelet
7 Professeure à l'Université du Québec en Outaouais et
8 présidente au conseil d'administration d'Amnistie
9 internationale pour le Canada francophone
10 Assermentée

11 -----

12 **LA GREFFIÈRE :**

13 Votre témoin. Vos témoins.

14 **Me CHRISTIAN LEBLANC :**

15 Alors je vous souhaite la bienvenue à la Commission
16 d'enquête. La Commission d'enquête vous a invitées
17 à venir faire une présentation au nom de
18 l'organisation que vous représentez, alors sans
19 plus tarder, je vais vous céder la parole.

20 **MME KARINE GENTELET,**

21 **PROFESSEURE À L'UNIVERSITÉ DU QUÉBEC ET PRÉSIDENTE AU**
22 **CONSEIL D'ADMINISTRATION, AMNISTIE INTERNATIONALE POUR LE**
23 **CANADA FRANCOPHONE :**

24 Parfait, merci beaucoup. Je vais commencer en
25 tant... en ma qualité de présidente du conseil

26

1 d'administration. Tout d'abord, je voudrais...
2 Amnistie voudrait reconnaître que nous nous
3 trouvons sur un territoire autochtone et le
4 souligner.

5 En fait, je voudrais aussi nous présenter
6 toutes les deux (2). Donc Béatrice Vaugrante est
7 la directrice générale d'Amnistie internationale.
8 Elle s'occupe de la section depuis de nombreuses
9 années. Je suis la présidente du conseil
10 d'administration. Je suis élue par les membres
11 d'Amnistie internationale au Canada francophone.

12 Je voudrais aussi remercier la Commission du
13 Québec de cette invitation, de cette opportunité
14 qui nous est donnée, à titre d'organisation de
15 défense des droits humains, de venir présenter
16 notre rapport aujourd'hui. Je voudrais aussi
17 remercier le gouvernement du Québec qui nous
18 donne... qui, en ayant mis sur pied cette
19 Commission, permet de voir, d'examiner les rapports
20 entre eux et les communautés autochtones et les
21 services étatiques.

22 Amnistie voudrait aussi souligner le courage
23 des femmes de Val-d'Or qui ont dénoncé les
24 agressions qu'elles ont subies. Amnistie a été
25 derrière ces femmes et nous resterons derrière ces

1 femmes. Donc on voulait le souligner.

2 Qu'est-ce qu'Amnistie pourrait apporter dans
3 le cadre de cette Commission? Nous croyons que
4 notre connaissance des dossiers et des traités
5 internationaux pourrait permettre certainement
6 d'éclairer, de donner un éclairage assez
7 intéressant sur les obligations du Canada et du
8 Québec en matière de protection des droits
9 fondamentaux autochtones.

10 Je dirais aussi, ce que Amnistie pourrait
11 apporter, c'est tout le... la connaissance de la
12 société civile et la mobilisation de la... de la
13 société civile. Depuis quelques années et
14 particulièrement depuis qu'on entend parler des
15 femmes autochtones disparues et assassinées, de la
16 violence systémique que subissent les femmes, on a
17 remarqué une grande mobilisation d'organisations de
18 la société civile pour défendre des soeurs, nos
19 concitoyennes face à une situation qui est très
20 préoccupante et pour laquelle la plupart des
21 organisations avec qui nous travaillons que elles
22 jugent cela inacceptable.

23 Alors l'expérience d'Amnistie au Québec sur
24 les dossiers autochtones remonte à peu près à une
25 dizaine d'années. C'est sûr que le mouvement, on

1 travaille... le mouvement... quand je dis « le
2 mouvement », c'est au niveau mondial, on travaille
3 sur les questions autochtones depuis de nombreuses
4 années. Au Québec, au Canada francophone, nous
5 avons lancé tout premièrement un premier rapport en
6 deux mille neuf (2009). Nous avons travaillé en
7 collaboration avec la Long Point First Nation
8 Winneway, qui est une communauté qui est bien...
9 qui est dans la région de Val-d'Or.

10 Nous avons travaillé aussi avec... sur les
11 droits territoriaux, bien sûr, essayé de
12 documenter. Nous travaillons aussi beaucoup sur la
13 mise en oeuvre, et en fait, avant la mise en
14 oeuvre, la reconnaissance de la Déclaration des
15 Nations Unies sur les droits des peuples
16 autochtones. Nous avons activement milité pour que
17 cette Déclaration soit reconnue par le Canada et
18 maintenant nous militons pour qu'elle soit mise en
19 oeuvre au Canada.

20 Un des éclairages plus particuliers que nous
21 essayons d'apporter par rapport à cette
22 Déclaration, c'est sur l'article 19 de la
23 Déclaration, qui est le consentement préalable,
24 libre et éclairé, un consentement que nous... dont
25 nous trouvons qu'il pourrait apporter un mode de

1 solution et de résolution d'un certain nombre de
2 problèmes qu'il y a actuellement, et j'en parlerai
3 un peu plus... Béatrice et moi en parlerons,
4 pardon, dans le rapport.

5 Ce sur quoi nous avons aussi beaucoup
6 travaillé, c'est la violence, les violences faites
7 aux femmes autochtones. Nous avons, encore là en
8 deux mille neuf (2009), sorti un rapport sur la
9 violence systémique que subissaient les femmes,
10 violence à la fois physique, sexuelle, structurelle
11 et systémique. Donc voilà. C'est...

12 Et dernièrement, je dirais que nous avons été
13 impliqués beaucoup suite à ce qui s'est passé à
14 Val-d'Or, avec notamment mesdames Ellen Gabriel et
15 Édith Cloutier, où nous avons essayé d'organiser un
16 peu le travail de réflexion... à trouver des
17 solutions. En fait, les solutions existent, mais à
18 les mettre en avant sur comment est-ce qu'on
19 pourrait régler ce problème de violence systémique
20 notamment que subissent les femmes. Ça, c'est...
21 ce... cette expertise, en tout cas, ce travail de
22 réflexion a été fait suite à ce qui s'est passé à
23 Val-d'Or, justement, avec la dénonciation des
24 femmes.

25 Dernier point peut-être sur lequel nous avons

1 travaillé, c'est que Amnistie a fondé... a cofondé,
2 pardon, une coalition sur les droits des peuples
3 autochtones qui regroupe plusieurs organisations de
4 la société civile au Québec. Il y a dedans le
5 FRAPRU, il y a la CSN, donc et puis il y a bien sûr
6 l'Assemblée des Premières Nations du Québec et du
7 Labrador, Femmes autochtones du Québec, donc à la
8 fois des organisations autochtones et des
9 organisations non autochtones, et donc on essaye un
10 peu de faire de l'éducation aux droits humains.
11 Donc voilà pour cette partie-là.

12 Pour rappel aussi, Amnistie est un mouvement
13 qui représente sept millions (7 000 000) de membres
14 à travers le monde. Nous sommes un mouvement
15 mondial, nous sommes un mouvement de militants qui
16 s'engagent, donc quand nous prenons une cause à
17 coeur, nous essayons de la mener à terme jusqu'à ce
18 qu'il y ait des solutions. Et c'est comme ça, par
19 exemple, quand on a fait la recherche documentée
20 sur Winneway, c'est une campagne mondiale, c'est-à-
21 dire que tous les militants du mouvement ont eu
22 l'occasion d'envoyer une carte pour dénoncer la
23 situation, notamment le problème d'accès au
24 territoire que vivait la communauté de Winneway,
25 qu'elle vivait et qu'elle vit toujours d'ailleurs.

1 Mais donc voilà, c'est un mouvement de membres.

2 Et puis aussi, pour information, nous avons à
3 peu près quinze mille (15 000) membres au Québec.

4 Donc voilà.

5 **MME BÉATRICE VAUGRANTE,**

6 **DIRECTRICE GÉNÉRALE, AMNISTIE INTERNATIONALE POUR LE**

7 **CANADA FRANCOPHONE :**

8 Je vais prendre le relais. On a préparé un mémoire
9 donc, dont on a remis des copies papier aujourd'hui
10 et dont on, bien sûr, on va vous faire suivre une
11 copie électronique, qui est assez complet, et
12 aujourd'hui on va se permettre de suivre un peu la
13 trame de ce mémoire-là et je commencerais donc par
14 un chapitre autour... qui touche le droit
15 international tout d'abord.

16 Québec n'est pas dans une planète isolée.
17 Québec a aussi des responsabilités par rapport aux
18 normes internationales de droits humains. Je pense
19 que l'apport d'Amnistie internationale est de
20 dire : il y a des déclarations, il y a des
21 conventions internationales qui déjà, depuis de
22 nombreuses années, parce que les violations des
23 droits humains envers les peuples autochtones c'est
24 souvent le sujet numéro 1 qui a préoccupé beaucoup
25 les comités de l'ONU. Donc beaucoup de comités de

1 l'ONU se sont penchés sur ces questions-là et on a
2 présenté nous-mêmes beaucoup de rapports devant ces
3 comités pour essayer de faire entendre raison et au
4 gouvernement du Canada et à tous les gouvernements
5 provinciaux : vous avez des responsabilités.

6 Donc aujourd'hui, on est là pour dire : il y
7 a beaucoup d'analyses et beaucoup de
8 recommandations de ces comités-là qui concernent le
9 Québec, qui sont du pouvoir du Québec, qui sont du
10 pouvoir des... des municipalités au Québec et on
11 aimerait vous en faire part aujourd'hui.

12 Alors le droit international qui concerne...
13 dont le Canada est à partie a plusieurs...
14 plusieurs, évidemment, domaines. Il y a le Pacte
15 international relatif aux droits civils et
16 politiques, il y a le Pacte international relatif
17 aux droits économiques, sociaux et culturels, et
18 ils sont tous les deux (2) très interdépendants,
19 et c'est une notion sur laquelle on aimerait
20 beaucoup s'attacher, parce que quand on va parler
21 d'enjeux de violation des droits humains des
22 peuples autochtones, parler du logement, parler de
23 la santé, c'est aussi parler du droit à la
24 participation, du droit à des procès équitables,
25 c'est une et même personne et c'est souvent des

1 enjeux très interdépendants alors qu'on aurait
2 tendance à vouloir mettre des hiérarchies dans ces
3 droits-là.

4 Ces pactes-là ont un objectif commun : mettre
5 un terme à la discrimination. C'est un de leurs
6 objectifs, qu'elle soit basée sur n'importe quel
7 facteur.

8 Pour mettre un terme à la discrimination, il y
9 a d'autres instruments internationaux qui ont été
10 développés. La convention pour mettre fin à la
11 discrimination raciale, des conventions pour mettre
12 fin à la discrimination à l'égard des femmes, et
13 ces deux (2) conventions-là aussi ont largement
14 étudié le Canada et les enjeux qui touchent les
15 peuples autochtones. Donc ces deux (2)
16 conventions-là ont vraiment un atout important pour
17 mieux comprendre les violations des droits des
18 peuples autochtones au Canada.

19 Enfin, dernier instrument d'importance, la
20 Déclaration des Nations Unies pour les droits des
21 peuples autochtones. Elle a dix (10) ans cette
22 année, elle est importante, c'est un instrument
23 important de... pour orienter et pour... oui,
24 guider le gouvernement et tout le plan d'action sur
25 les solutions à prendre envers les droits des

1 peuples autochtones.

2 Nous pouvons dire aujourd'hui que ces
3 obligations-là dans les traités et les instruments
4 que je vous ai mentionnés ne sont pas satisfaites
5 adéquatement par le Québec, et clairement, nous
6 avons des manquements, et clairement, il y a des
7 solutions qui nous concernent.

8 Ça tombe bien, parce que ces différents comités
9 de l'ONU là ont émis des rapports très récents.
10 Celui sur la discrimination raciale date de deux
11 mille sept (2007)... de deux mille dix-sept (2017),
12 cette année. Celui sur la discrimination envers les
13 femmes date de deux mille seize (2016). Le... le
14 comité qui s'occupe des droits civils et politiques
15 a fait un rapport sur le Canada avec des
16 recommandations, encore une fois, qui touchent le
17 Québec, et il date de deux mille quinze (2015).
18 Celui sur les droits économiques, sociaux et
19 culturels date de deux mille seize (2016). Nous
20 avons même eu James Anaya, le rapporteur spécial sur
21 les questions autochtones, qui est venu au Canada et
22 qui a fait un rapport en deux mille quatorze (2014).
23 Nous avons ici donc beaucoup de matières qui peuvent
24 nous nourrir, qui peuvent nous inspirer pour ce qui
25 se passe ici aujourd'hui à la Commission. Ce serait

1 une erreur de ne pas en prendre connaissance et de
2 ne pas s'en nourrir.

3 On s'est engagé donc, le Canada s'est engagé à
4 mettre fin à la discrimination à tous les paliers de
5 gouvernement, donc clairement, ces documentations-là
6 nous... demandent notre attention. Et toutes ces
7 violences-là que subissent les peuples autochtones
8 sont interreliées : violence à l'encontre... à
9 l'endroit des femmes, manquements aux droits
10 d'accès, aux droits aux territoires, aux droits
11 économiques et sociaux, logement, l'eau,
12 l'éducation, les services aux familles. Parfois,
13 pour certaines communautés, on parle d'une crise
14 humanitaire permanente. Alors c'est ce que nous dit
15 les conclusions de ces rapports-là doivent nous
16 aider à résoudre cette crise.

17 Toute recommandation donc doit se faire dans ce
18 cadre international de respect des droits humains,
19 sinon c'est l'impunité, et l'impunité, ça veut dire
20 que ça nourrit les... la continuation des violations
21 de droits humains, parce que sans recours à la
22 justice, sans correction, si l'impunité règne, les
23 violations vont continuer.

24 Donc de par son... de par la durée et de par
25 l'ampleur des violations des droits humains au

1 Canada et au Québec, clairement, c'est le dossier
2 majeur, et clairement, c'est un dossier majeur qui a
3 intéressé les comités de l'ONU.

4 On a plusieurs conventions, comme je vous l'ai
5 dit, qui prévoient à la fois des réparations justes
6 et des méthodes aussi de prévention, et donc c'est
7 ces deux (2) aspects-là aussi qui devraient nourrir
8 notre plan d'action ici aussi au Québec.

9 On encourage beaucoup la recherche sur les
10 causes, la nature et la gravité de la violence, par
11 exemple à l'égard des femmes. C'est pas juste de
12 réparer puis effectivement de sauver des vies et de
13 réparer, mais c'est aussi d'essayer de comprendre
14 mais pourquoi cette violence-là existe.

15 Je voudrais nommer un certain nombre de
16 recommandations pour rendre ça tangible, entre
17 autres du Comité sur... contre la discrimination
18 envers les femmes qui, comme je vous le disais,
19 datent de deux mille seize (2016). Il y a beaucoup
20 de ces recommandations-là qui pourraient très bien
21 être reprises par le gouvernement du Québec.

22 Redoubler d'efforts pour sensibiliser les
23 femmes aux droits qui leur sont conférés donc par la
24 Convention contre l'élimination... pour
25 l'élimination de la discrimination envers les

1 femmes. Ça demande beaucoup de formation, mais ça
2 demande que les femmes elles-mêmes connaissent leurs
3 droits et connaissent mieux leurs droits.

4 Promouvoir des programmes de renforcement des
5 capacités au profit des juges, des procureurs et des
6 avocats sur cette convention-là. Elle existe, c'est
7 un instrument qui devrait en premier lieu nourrir
8 toutes les personnes qui sont dans le système
9 juridique.

10 Veiller à ce que les organisations de femmes
11 autochtones participent aux relations de nation à
12 nation dans tous les domaines qui les intéressent.
13 Cette participation des femmes à tous les domaines
14 qui les intéressent est une question cruciale dans
15 tout ce qu'on va entreprendre.

16 Faire en sorte que le nombre de cas de violence
17 signalés augmente. Il faut qu'on ait de plus en
18 plus de données sur le nombre de cas de violence, il
19 faut qu'ils soient signalés.

20 Faire des activités de formation culturelle
21 axées sur les femmes autochtones pour les policiers.
22 C'est un besoin urgent, et ça, je le prends
23 directement de ce comité-là. Demain matin ça
24 pourrait s'appliquer chez nous.

25 Renforcer les services destinés aux femmes

1 victimes de la violence sexiste. Créer des centres
2 d'accueil sur l'ensemble du territoire. Recueillir
3 systématiquement des données sur toutes les formes
4 de violence sexiste. On manque cruellement de
5 données. À chaque fois qu'on a une intervention sur
6 une violence faite aux femmes ou sur des violations
7 envers les... comment, quand, qui, c'est une femme
8 autochtone, c'est un enjeu autochtone. On doit le
9 documenter et nous manquons cruellement de données à
10 tous les paliers de gouvernement.

11 Faire en sorte que le mandat de l'enquête
12 nationale – donc au niveau canadien – englobe
13 clairement le rôle de tous les corps policiers, pas
14 juste la GRC, mais aussi la police provinciale, les
15 polices municipales, les commissions d'examen...
16 publiques d'examen de plaintes, etc. Il faut
17 vraiment que le Québec s'assure, quand il va
18 intervenir au niveau de cette Commission, que tous
19 les aspects reliés à la police soient examinés.

20 Mettre en place un mécanisme pour un examen
21 indépendant des cas où des allégations d'enquêtes
22 inadéquates ou partiales de la part de la police ont
23 été formulées. Avec la coalition, entre autres, on
24 a questionné la police qui enquête sur la police.
25 Ça crée pas des liens forts de confiance vis-à-vis

1 des personnes qui sont directement touchées par les
2 violations.

3 La Déclaration des Nations Unies pour les
4 droits des peuples autochtones est un outil puissant
5 dont il faut vraiment s'inspirer. Elle reprend
6 l'ensemble des droits, et particulièrement pour les
7 femmes autochtones, l'article 22 est vraiment
8 important.

9 « Une attention particulière est accordée
10 aux droits et aux besoins spéciaux des
11 anciens, des femmes, des jeunes, des
12 enfants et des personnes handicapées
13 autochtones dans l'application de la
14 présente Déclaration. »

15 Et les États prennent des mesures en
16 concertation avec les peuples autochtones pour
17 veiller à ce que les femmes et les enfants
18 autochtones soient pleinement protégés contre toutes
19 les formes de violence.

20 Le gouvernement du Québec doit endosser
21 pleinement la Déclaration des Nations Unies sur les
22 droits des peuples autochtones. Il faut qu'il
23 l'endosse et il faut qu'il mette tous les moyens en
24 oeuvre pour la mettre en oeuvre à tous les paliers
25 gouvernementaux et dans toutes les sphères de la

1 société québécoise.

2 Encore une fois, comme Karine, j'aimerais
3 vraiment soulever et saluer le courage des femmes
4 autochtones à Val-d'Or qui ont dénoncé les abus
5 qu'elles auraient subis. Elle subissent une triple
6 discrimination : elles sont femmes, elles sont
7 Autochtones, et la plupart du temps, elles sont
8 pauvres. Ça fait beaucoup d'enjeux à considérer
9 quand on est femme autochtone.

10 Encore une fois, les... le regard du droit
11 international s'est aussi penché sur Val-d'Or.
12 J'aimerais porter à votre connaissance que le forum
13 permanent des questions autochtones à l'ONU, en deux
14 mille seize (2016), a nommé – « a
15 nommé » – a nommé Val-d'Or comme étant un
16 des enjeux qui les préoccupaient et il demande aux
17 États de prendre des mesures pour lutter contre le
18 phénomène spécifique des brutalités, violences,
19 discriminations policières systémiques que subissent
20 les femmes autochtones, comme par exemple celles de
21 Val-d'Or. Il nommait aussi le Guatemala et l'Inde
22 dans la même phrase.

23 Donc même au niveau du forum permanent, on
24 s'occupe de ce qui se passe à Val-d'Or et de ce qui
25 se passe dans l'ensemble des relations entre

1 policiers et femmes autochtones.

2 Pour... j'aimerais revenir sur la question des
3 femmes autochtones assassinées et disparues, et qui,
4 malheureusement, n'ont pas toujours fait l'objet
5 d'enquêtes adéquates de la part des corps policiers.
6 On constate aussi une lenteur de la réaction. À
7 chaque fois... pour beaucoup de cas, pardon, où il a
8 été question de femmes autochtones assassinées et
9 disparues, les recherches qu'on a menées nous
10 montrent une certaine lenteur de réaction de la part
11 des corps policiers. On l'a entendu, « bon, elle
12 est partie sur le (inaudible). Attendons deux (2),
13 trois (3) jours, elle va revenir, c'est pas grave »,
14 et c'est tout ce comportement-là qu'il faut changer.
15 Il faut absolument que les corps policiers se dotent
16 de protocoles, se dotent de façons de faire qui
17 soient différentes à chaque fois qu'une femme
18 autochtone disparaît.

19 La majorité des corps policiers aussi n'ont pas
20 établi de protocoles spécifiques quand il s'agit
21 d'une femme autochtone qui disparaît ou qui est
22 assassinée. Oui, ça prend des protocoles
23 spécifiques au sein des corps de police pour dire,
24 « il s'agit d'une femme autochtone, nous avons une
25 crise majeure de femmes autochtones assassinées et

1 disparues au pays. Il faut que nous, corps
2 policiers, on agisse différemment et qu'on ait donc
3 des protocoles d'action qui soient différents ».

4 Et puis on le sait, de nombreux communautés
5 autochtones, femmes autochtones disent ne pas faire
6 confiance aux forces de police, hésitent à se
7 tourner vers elles. Cela s'explique donc notamment
8 par le manque de formation claire des services de
9 police concernant la culture, l'histoire, les
10 besoins spécifiques des populations autochtones
11 qu'ils sont censés servir. Et ils sont évidemment
12 sous-représentés aussi dans les corps... dans les
13 corps de police.

14 On a parlé, la GRC a parlé de plus de mille
15 (1 000) femmes assassinées et disparues au pays.
16 Elles sont, les femmes autochtones, trois et demie
17 (3½) fois plus susceptibles d'être victimes de
18 violence qu'une femme non autochtone, cinq (5) fois
19 plus susceptibles de mourir des suites de violence
20 qu'une femme non autochtone. Ça se passe chez nous.

21 Au Québec, les chiffres sont difficiles à
22 obtenir. On a comme référence le rapport qu'a fait
23 Femmes autochtones du Québec sur les femmes
24 assassinées et disparues et on sait que la GRC
25 parlait de quarante-six (46) cas d'homicides, mais

1 du fait de la faiblesse d'avoir fait des recherches,
2 entre autres, dans des communautés francophones, on
3 pense que ce chiffre-là est largement sous-estimé.

4 Et puis encore une fois, la confiance des
5 familles est assez faible et donc maintenir une
6 relation de confiance avec les enquêteurs est assez
7 difficile. Encore une fois, il faut aller chercher
8 des informations qui sont pas toujours faciles à
9 obtenir.

10 J'aimerais, par rapport à cette violence
11 directe qui tient... que subissent les femmes
12 autochtones, élargir un peu le contexte, et il faut,
13 quand je parlais des comités de l'ONU qui nous
14 engageaient à creuser les sources des violences
15 faites aux femmes, parler du contexte
16 socioéconomique aussi des femmes, l'écart profond
17 qui existe entre les conditions de vie des femmes
18 autochtones et non autochtones, tant sur le plan de
19 la pauvreté que sur celui de l'accès aux services et
20 aux ressources.

21 Les trois quarts (3/4) des femmes autochtones
22 monoparentales ont un revenu insuffisant pour
23 combler les besoins quotidiens de leur foyer,
24 difficultés financières pour trouver un logement
25 décent et abordable, surpopulation, manque de

1 logements, qui ne peuvent que nourrir les cas de
2 violence.

3 Donc le contexte socioéconomique, qui fait
4 encore référence aux droits sociaux, aux droits
5 économiques et sociaux, et l'État du Canada a des
6 responsabilités, et encore plus le gouvernement du
7 Québec, puisque les compétences de droits
8 économiques et sociaux relèvent du gouvernement du
9 Québec, il y a beaucoup de choses à faire sur les
10 droits économiques et sociaux de la part du
11 gouvernement du Québec.

12 Ces violences, elles persistent parce que les
13 autorités canadiennes, parce que les autorités
14 québécoises ne prennent pas de mesures nécessaires
15 ni pour réduire la marginalisation des femmes
16 autochtones ni pour établir une relation de
17 confiance entre les populations autochtones et les
18 systèmes judiciaires et policiers.

19 Le racisme et la misogynie dont elles font
20 l'objet, la pauvreté dont souffrent les femmes
21 autochtones et leur marginalisation est un domaine à
22 creuser profondément avant même de pouvoir... afin
23 de pouvoir apporter des solutions sur la violence
24 directe qu'elles subissent. Si on ne regarde pas
25 les sources socioéconomiques qui nourrissent cette

1 violence-là, on aura manqué des solutions qui sont
2 vraiment durables.

3 Le manque de foyers d'hébergement est criant.
4 On est encore... on fait référence à notre enquête
5 qu'on avait faite en deux mille neuf (2009) à Long
6 Point First Nation où pour une femme autochtone qui
7 subirait de la violence, le prochain... le prochain
8 lieu où elle pourrait éventuellement trouver de la
9 sécurité se trouve à cent kilomètres (100 km).
10 C'est impossible pour une femme autochtone d'aller
11 si loin que ça.

12 La marginalisation des femmes autochtones, j'en
13 ai parlé. Et j'aimerais... je vous ai emmenés sur
14 le contexte socioéconomique pour qu'on voie les
15 sources profondes et j'aimerais aussi qu'on regarde
16 dans cette Commission-là aussi un contexte encore
17 plus large de faits nourris par les politiques
18 gouvernementales des dernières décennies, du dernier
19 siècle, qui ont mené à de la déstructuration des
20 communautés autochtones.

21 Une marginalisation des femmes autochtones
22 entraîne également l'affaiblissement de la culture
23 traditionnelle et des activités de subsistance des
24 sociétés autochtones au Canada, et il y a eu aussi
25 des politiques gouvernementales qui ont contribué à

1 l'étouffement des cultures, des langues et des
2 institutions autochtones. La Loi sur les Indiens
3 comporte encore des dispositions discriminatoires à
4 l'endroit des femmes. On sait l'effet dévastateur,
5 destructeur, déstructurant des pensionnats
6 autochtones aussi sur les femmes autochtones. Il y
7 a plusieurs cercles de violence. Il faudrait
8 s'attacher à regarder l'ensemble de ces cercles-là.

9 Les recommandations que l'on formule.
10 Clairement, je vous ai déjà nommé des
11 recommandations très pratiques du Comité sur
12 l'élimination... sur la violence faite aux femmes
13 par le Comité de l'ONU contre l'élimination pour...
14 pour l'élimination de la discrimination à l'endroit
15 des femmes. Elles concernent le Québec, elles
16 s'appliquent au Québec.

17 Le Comité des Nations Unies aussi sur les
18 droits civils et politiques a encore une fois fait
19 des recommandations qui s'adressaient au Canada
20 signataire, mais qui peuvent s'adresser directement
21 aussi au gouvernement du Québec, comme augmenter le
22 nombre de foyers d'accueil, de services d'appui,
23 revoir la législation aussi et coordonner les
24 interventions policières à travers le pays. « Ah
25 non, c'est mon territoire. » « Non, c'est ton

1 territoire. », et puis pendant ce temps-là il y a
2 personne qui s'occupe du cas. On l'a vu, on l'a
3 trop entendu. Il faut coordonner aux niveaux
4 fédéral, provincial, municipal, les efforts des
5 polices aussi.

6 On a vu aussi d'autres recommandations très...
7 je pense très pertinentes pour la Commission, suite
8 donc aux rencontres que nous avons facilitées, sous
9 le leadership donc d'Ellen Gabriel et de Édith
10 Cloutier. Nous avons facilité des rencontres entre
11 différents organismes autochtones, individus et
12 organisations de la société civile pour dire,
13 « c'est quoi les solutions? ». Il y a des solutions
14 qui existent et elles sont... elles sont très
15 claires et très... et certainement très éclairantes
16 pour le but de cette Commission-là.

17 Tout d'abord, sécurisation culturelle est
18 importante. C'est une démarche où tout plan
19 d'action doit être basé sur la sécurisation
20 culturelle, donc permettre un environnement qui
21 fasse que les communautés autochtones ou individus
22 autochtones se sentent en confiance pour pouvoir
23 adresser les violations qu'ils subissent.

24 Des recommandations comme la diffusion des
25 pratiques exemplaires dans les milieux concernés.

1 Il y a des pratiques exemplaires chez nous.
2 Pourquoi on ne va pas les faire connaître, les
3 diffuser, les communiquer? Il y a des choses bien
4 qui se font. On ne parle pas ici seulement que de
5 choses qui ne fonctionnent pas, il y a des choses
6 qui fonctionnent très bien.

7 Trouver des moyens pour uniformiser le
8 processus d'accès aux services pour les personnes
9 autochtones. Il y a un fonctionnement pour les
10 Allochtones qui marche pas forcément toujours pour
11 les Autochtones. Donc comment uniformiser, avoir
12 une approche intégrée aussi des services offerts aux
13 populations autochtones.

14 Mettre en place une formation obligatoire
15 systématique relative à la sécurisation culturelle
16 aux forces de police, aux autres acteurs du système
17 de justice, les agents, les avocats, les agents de
18 liberté conditionnelle aussi. Clairement aussi, on
19 a des... on a les formations et des investissements
20 à faire en formation qui ne peuvent être que des
21 investissements et non pas une approche budgétaire.
22 C'est un investissement qui aura des effets durables
23 à long terme, il faut le voir avec cet angle-là.

24 Le besoin de pratiques éclairantes en matière
25 de sécurisation culturelle parfois s'oppose à une

1 approche qui est très... avec des modèles actuels de
2 sensibilisation qui marchent pas dans une démarche
3 de changement de paradigme. Des cours en ligne, on
4 va faire des périodes de formation brèves, etc. Ça
5 prend du temps. Le changement va prendre du temps
6 et la façon de former va prendre du temps. Donc
7 tout ce qui est apprentissage significatif, que l'on
8 s'attende pas à avoir un PowerPoint et puis une
9 formation en ligne pour tous les policiers du
10 Québec, ça y est, vous avez fait vos quatre heures
11 (4 h) et c'est fini. Il va falloir réellement
12 penser à une formation basée sur la sécurisation
13 culturelle.

14 Recommander une étude des besoins
15 communautaires pour relever les lacunes dans les
16 services, mais aussi les forces et les ressources
17 dans les communautés, parce qu'il en existe, et
18 souvent, on parle des besoins avec une approche où
19 « voici ce qui existe » d'un point de vue
20 gouvernemental, mais parfois, dans les communautés
21 il y a des nouvelles approches qui existent, qui
22 englobent d'ailleurs des travailleurs sociaux,
23 l'aide juridique, des conseillers sur les agressions
24 sexuelles. On parle du modèle de Philadelphie
25 qui... qui est tout un modèle, qui peut être creusé.

1 On doit, au Québec, creuser cette question-là. On
2 peut être leader au Québec sur cette question-là
3 d'englober plus de personnes pour résoudre des
4 problèmes de nature même juridique.

5 Et aussi bien sûr, travailler sur
6 l'imputabilité. Quand il y a des violations, entre
7 autres, faites par la police ou autres, il faut
8 mettre des changements systématiques au sein de la
9 police, s'assurer que les représentants attachés
10 auprès des communautés ont toutes les compétences
11 pour servir les communautés.

12 Veiller à enquêter de manière sérieuse pour
13 toute menace à la vie et à la sécurité des femmes et
14 des filles. Faire comparaître les policiers qui
15 sont accusés de crimes. Et tout mécanisme
16 d'imputabilité doit être fiable et crédible. Encore
17 une fois, des enquêtes de police par la police
18 n'aident pas à la confiance.

19 Je finirai par... sur... dans cette... c'est...
20 Je vous parle ici encore une fois donc des
21 recommandations qui étaient émises par cette table
22 de discussion, hein, sur les solutions. Clairement,
23 pour cette table-là, il fallait travailler dans un
24 cadre où on honore l'intention originale des
25 traités, on respecte l'esprit pour travailler dans

1 la confiance, la paix et le respect. On met en
2 oeuvre les appels à l'action de la Commission vérité
3 et réconciliation, qui encore une fois, avec ses
4 quatre-vingt-quatorze (94) recommandations, peut
5 largement nous inspirer ici au Québec, et on se sert
6 de la Déclaration de l'ONU sur les droits des
7 peuples autochtones comme cadre de référence.

8 Donc ce travail-là, qui est en Annexe A de
9 notre mémoire, je pense peut être certainement
10 intéressant pour nourrir vos recommandations au
11 niveau de la Commission.

12 Amnistie internationale, encore une fois,
13 insiste en termes de recommandations sur une
14 collecte et une publication systématique, entre
15 autres, des cas de violences faites aux femmes, des
16 cas de meurtres et de disparitions. Nous manquons
17 cruellement de données.

18 Mettre en place des protocoles de police qui
19 permettent donc de standardiser les procédures à
20 suivre et mettre en place des formations au
21 personnel policier, encore une fois.

22 Garantir l'existence de services adaptés aux
23 cultures autochtones aussi et qui répondent aux
24 besoins des jeunes et des femmes.

25 Améliorer l'accès à un logement décent. Quand

1 on est dans une communauté et qu'on subit de la
2 violence, mais que quarante pour cent (40 %) des
3 logements de la communauté sont surpeuplés, c'est
4 difficile d'aller ailleurs, juste à côté, pour
5 essayer d'échapper à la violence dans son foyer. Il
6 y a pas de logements de libres.

7 Améliorer les services aux familles, dont les
8 enfants, afin que les femmes qui subissent de la
9 violence ne craignent plus de la dénoncer de peur de
10 se voir retirer les enfants. Nous l'avons vu, nous
11 l'avons documenté, nous avons des témoins. C'est
12 indécent qu'une femme soit obligée de se taire parce
13 qu'elle subit de la violence, mais qu'elle a peur de
14 se voir retirer ses enfants. On ne doit plus
15 accepter ça au Québec. Il faut des solutions pour
16 ces femmes-là.

17 Développer un mécanisme de contrôle permettant
18 la révision indépendante de cas non résolus de
19 meurtres ou de disparitions aussi peut faire partie
20 de nos pouvoirs d'action.

21 Participer activement à la Commission nationale
22 d'enquête. Activement. Elle arrive et on doit
23 avoir une participation forte du gouvernement. Et
24 appuyer la Déclaration des Nations Unies sur les
25 droits des peuples autochtones. Clairement, le

1 Québec serait mal de mettre en place un plan
2 d'action si large concernant les relations des
3 peuples autochtones avec nos services si elle se
4 fait pas dans un cadre de respect des droits
5 humains, entre autres de respect de la Déclaration
6 des Nations Unies pour les peuples autochtones.

7 Il y a aussi des recommandations qui peuvent
8 s'adresser aux municipalités. Endosser la
9 Déclaration, comme l'a fait Val-d'Or et l'a fait
10 Montréal. Clairement, les municipalités ici au
11 Québec peuvent endosser la Déclaration et s'engager
12 à la mettre en oeuvre.

13 Réviser les pratiques d'accès aux logements et
14 puis aussi les politiques de lutte contre
15 l'itinérance, comme ça... l'a fait aussi récemment
16 Val-d'Or. D'autres villes aussi peuvent envisager
17 autrement la lutte à l'itinérance quand elle
18 concerne particulièrement les communautés
19 autochtones.

20 **MME KARINE GENTELET :**

21 Ensuite, un autre des éléments dont Amnistie
22 pense qu'il y aurait... que la Commission aurait
23 intérêt à prendre en considération, c'est notamment
24 les questions d'accès aux territoires et de
25 reconnaissance des droits économiques et sociaux.

1 Donc c'est de... ce dont je vais vous parler.

2 Globalement, les obligations du Canada et donc
3 du Québec en droit international se situent au
4 niveau de trois (3)... trois (3) instruments
5 juridiques. Premièrement, c'est la Déclaration des
6 Nations Unies sur les droits des peuples
7 autochtones, ensuite relèvent du Comité des Nations
8 Unies sur les droits économiques et sociaux, et
9 finalement, le Pacte international des droits civils
10 et politiques.

11 En ce qui concerne la Déclaration, l'article
12 pour nous qui est vraiment... en fait, le concept
13 pour nous qui est vraiment fondamental, c'est le
14 consentement préalable, libre et éclairé, qu'on
15 retrouve notamment dans les articles 11... enfin,
16 10, 11, 19, 32 et 28.

17 Pourquoi ce concept de consentement préalable,
18 libre et éclairé est important? Parce que il
19 permet... il impose un résultat, O.K. Un résultat
20 quant au processus de consultation. On a
21 actuellement, au sein... notamment dans les
22 jugements de la Cour suprême, notamment *haïda*
23 *Nation*, on parle d'un processus de consultation,
24 mais ce processus-là n'est pas défini, chose que
25 fait le concept de consentement préalable, libre et

1 éclairé, c'est-à-dire que le consentement doit être
2 donné auparavant et que les parties,
3 particulièrement la partie qui est concernée, doit
4 donner son consentement d'une manière pleine et
5 entière. Donc il y a un objectif de résultat, la
6 qualité du résultat est importante, et pour nous, ça
7 c'est quelque chose qui est fondamental.

8 Finalement, ça permet quoi? Ça permet une
9 position qui est plus équitable et qui permet aussi
10 aux parties de discuter entre elles. À partir du
11 moment où il faut qu'on ait un consentement
12 préalable, libre et éclairé, il faut qu'on ait des
13 discussions, il faut qu'on ait un processus de
14 consultation en bonne et due forme pour que tout le
15 monde puisse donner son consentement encore là d'une
16 manière pleine et entière.

17 Ça amène finalement les États à travailler avec
18 les populations autochtones et à respecter un
19 certain nombre de droits fondamentaux, qui est leur
20 droit à disposer d'eux-mêmes et leur droit à prendre
21 leurs pleines... leurs pleines décisions.

22 À ce jour, ce qu'on a vu au Canada, on commence
23 à le voir un peu au Québec, et ma collègue parlait
24 des municipalités et on est vraiment très content à
25 Amnistie que les municipalités montrent le pas sur

1 la mise en oeuvre de la Déclaration, mais on a vu
2 une volonté politique de mettre en place au
3 gouvernement, mais on attend des actions.

4 Vraiment, c'est un concept qui est justement
5 très large, mais qui permet de mettre encore là, de
6 rétablir une certaine équité, une certaine justice
7 sociale dans la prise de décision, parce que la
8 façon dont les droits sont perçus, si vous voulez,
9 ce ne sont pas des droits qui sont absolus, ce sont
10 des droits qui sont relatifs, donc on a un certain
11 équilibre entre les droits des uns et des autres.
12 Et ce qui est particulièrement intéressant pour nous
13 dans la Déclaration, c'est que il y a l'article 46
14 qui est à la toute fin de la déclaration et qui dit
15 que les droits des tiers ne peuvent pas être, si
16 vous voulez, limités par les droits, par exemple,
17 des peuples autochtones.

18 Donc ça veut dire que dans la Déclaration, qui
19 pour nous est un instrument de justice sociale, si
20 vous voulez, un instrument de... minima de droits
21 fondamentaux, on travaille avec tout le monde et on
22 respecte les droits de tout le monde, et ça, c'est
23 vraiment quelque chose qui est très important pour
24 nous. On respecte les droits de peuples qui ont été
25 marginalisés, qui ont été colonisés et dont les

1 droits les plus fondamentaux sont... ont été et sont
2 encore niés, mais on ne néglige pas non plus les
3 droits de la population qui est là... qui est là au
4 Québec et qui a aussi besoin d'avoir des droits
5 reconnus. Donc pour nous, c'est quelque chose qui
6 est très important, cette Déclaration, mais surtout
7 ce concept de consentement préalable, libre et
8 éclairé.

9 Finalement aussi, parce que la Déclaration
10 regroupe un certain nombre d'autres droits qu'on
11 retrouve dans d'autres... dans d'autres conventions
12 et dans d'autres traités, et quand je vous parlais
13 d'accès aux territoires et de droits économiques,
14 sociaux et culturels, le Comité... le Comité des
15 Nations Unies sur les droits économiques, sociaux et
16 culturels recommande justement et engage les
17 gouvernements à respecter les droits des peuples
18 autochtones sur le territoire. Donc c'est quelque
19 chose qu'on retrouve déjà. Et on dit que le
20 gouvernement doit faire respecter le principe de due
21 diligence, c'est-à-dire que les entreprises privées,
22 notamment de développement minier ou de
23 développement forestier, enfin, de développement des
24 ressources naturelles dans le cas du Québec, par
25 exemple, ne peuvent pas interférer dans

1 l'application de... des droits des Autochtones et ne
2 peuvent pas être complices de violations de ces
3 droits et ne pas agir en contrevenant à ces droits.
4 Donc ça, c'est très important.

5 Autre document international donc pour lequel
6 le Canada et le Québec a des obligations, c'est le
7 Pacte international relatif aux droits civils et
8 politiques, qui stipule que :

9 « Tous les peuples peuvent disposer
10 librement de leurs richesses et de leurs
11 ressources naturelles. En aucun cas un
12 peuple ne pourra être privé de ses propres
13 moyens de subsistance. »

14 Et ça, c'est dans l'article 1, donc vraiment au
15 tout début. L'article 3 du Pacte précise également
16 que :

17 « Les États parties au présent Pacte –
18 donc le Canada et par extension le Québec
19 – sont tenus de faciliter la réalisation
20 du droit des peuples à disposer d'eux-
21 mêmes. »

22 Donc on est pleinement dans la reconnaissance
23 du droit d'accès à la terre.

24 Ensuite, concernant les droits... le respect
25 des droits économiques et sociaux, le Pacte

1 international des droits relatifs... relatifs aux
2 droits économiques, sociaux et culturels demande à
3 ce qu'il y ait une reconnaissance de ces droits-là,
4 et pourtant, le Canada peine à reconnaître les
5 droits économiques, sociaux et culturels. Et
6 d'ailleurs... donc, pour nous, ça constitue... ça
7 constitue un problème. Et la raison pour laquelle
8 ça constitue un problème qui est vraiment très
9 important, c'est que si vous voulez, des personnes
10 qui sont déjà en situation de discrimination
11 systémique, le fait que elles subissent des
12 conséquences, notamment des mesures d'austérité,
13 donc qui ont des conséquences vraiment dramatiques
14 sur leurs droits sociaux, économiques et culturels,
15 il va y avoir encore une situation beaucoup plus...
16 beaucoup plus intense, particulièrement pour ces
17 personnes qui sont en situation de marginalisation
18 et de discrimination, et c'est le cas notamment des
19 populations autochtones.

20 Ce que le rapport du Comité de l'ONU sur
21 l'élimination des discriminations à l'égard des
22 femmes recommande aussi – vous voyez, c'est un
23 autre... une autre instance de l'ONU –, c'est
24 d'élaborer, par exemple, un plan précis pour
25 remédier aux conditions économiques et sociales qui

1 sont particulières aux femmes autochtones, qui sont,
2 Béatrice l'a indiqué, qui sont victimes triplement
3 de discrimination : elles sont femmes, elles sont
4 Autochtones et elles sont... souvent, elles vivent
5 dans la pauvreté.

6 Ce que le Comité aussi de l'ONU sur
7 l'élimination des discriminations à l'égard des
8 femmes recommande, c'est d'intensifier ses efforts
9 pour fournir un nombre suffisant de structures de
10 gardes d'enfants, des gardes d'enfants qui soient
11 abordables et des options de logement abordables et
12 adéquates, notamment dans les communautés
13 autochtones et en accordant la priorité aux femmes à
14 faible revenu.

15 Alors les droits économiques et sociaux peuvent
16 notamment se... on peut les voir notamment au niveau
17 de l'éducation. C'est là-dessus que le Canada...
18 que le Canada a été interpellé, étant donné que le
19 Canada a signé en quatre-vingt-onze ('91) la
20 Convention relative aux droits de l'enfant, et cette
21 Convention reconnaît à tout enfant le droit à
22 l'éducation sur la base de l'égalité des chances.
23 Actuellement, ce n'est pas quelque chose qui est
24 reconnu, qui est mis en oeuvre par le Canada.

25 Il y a aussi, en question d'éducation, dans la

1 Déclaration des Nations Unies sur les droits des
2 peuples autochtones, l'article 14 qui indique que
3 les Autochtones, en particulier les enfants, ont le
4 droit d'accéder à tous les niveaux et à toutes les
5 formes d'enseignement public sans discrimination
6 accrue. Donc c'est... ça aussi c'est quelque chose
7 dont on considère qui n'est pas... qui n'est pas
8 reconnu, enfin, qui n'est pas mis en oeuvre par le
9 Canada.

10 Un autre exemple de droit économique et social,
11 c'est notamment le logement. Et on retrouve des
12 appels à améliorer la question du logement,
13 notamment dans le Pacte international relatif aux
14 droits économiques, sociaux et culturels, dans
15 l'article 11, où il est dit que :

16 « Les Etats parties au présent Pacte
17 reconnaissant le droit à toute personne à
18 un niveau de vie suffisant pour elle-même
19 et sa famille, y compris une nourriture,
20 un vêtement, un logement suffisant, ainsi
21 qu'une amélioration constante des
22 conditions d'existence. »

23 Donc on parle même pas d'un logement, on parle
24 d'un... de droits de base, si vous voulez, puisqu'on
25 parle de vêtement, de nourriture et d'un logement,

1 des droits vraiment fondamentaux.

2 Un dernier exemple de droit économique et
3 social sur laquelle le Canada a l'obligation
4 d'intervenir, c'est sur les droits à la santé, avec
5 toujours le Pacte international relatif aux droits
6 économiques, sociaux et culturels, avec cette fois
7 l'article 12, où il est dit que :

8 « Toute personne a le droit de jouir du
9 meilleur état de santé physique et mental
10 qu'elle soit capable d'atteindre. »

11 Voilà. Ensuite, je vais vous parler un peu de
12 l'analyse qu'a fait Amnistie concernant l'état des
13 violations de droits humains, concernant notamment
14 l'accès aux territoires et les droits économiques et
15 sociaux dans le cas du Québec.

16 Concernant l'exploitation des ressources
17 naturelles, il a... notamment suite à notre
18 recherche que nous avons fait en deux mille neuf
19 (2009) avec la Long Point First Nation avec
20 Winneway, il était clair que cette communauté-là n'a
21 pas été consultée, notamment dans l'histoire avec
22 l'élaboration, mais je pense que le chef Mathias
23 vous en a parlé ce matin. La communauté a été
24 déplacée plusieurs fois sans son consentement, et
25 même encore en... quand nous nous sommes passés,

1 l'accord de deux mille huit (2008) qui avait été
2 signé n'avait pas... plusieurs modalités de cet
3 accord n'avaient pas été respectées malgré aussi
4 plusieurs jugements de la Cour suprême, notamment à
5 l'égard... à l'obligation, pardon, du gouvernement
6 de consulter... de consulter les Premières Nations.
7 Donc ça, c'est un des premiers... c'est un des
8 premiers éléments.

9 Ensuite de ça, ce qu'on a remarqué, c'est que
10 la Loi sur les mines, qui a été mis en place en
11 décembre deux mille seize (2016), même si elle
12 protège et il est dit clairement dans la Loi
13 que « La prise en compte des droits et des intérêts
14 des communautés autochtones fait partie intégrante
15 de la conciliation de l'activité minière avec les
16 autres possibilités d'utilisation du territoire »
17 et que le ministre doit élaborer et rendre public et
18 tenir à jour une politique de consultation avec les
19 Autochtones propres... les communautés autochtones
20 qui soient propres au secteur minier, on sait que
21 notamment il y a une partie de la Loi, notamment,
22 qui est en lien avec les *claims*, qui ne respecte pas
23 l'obligation de consulter du gouvernement du Québec
24 et du gouvernement du Canada. Donc ça, pour nous,
25 c'est un problème. Il faudrait qu'il y ait une...

1 un processus de consultation qui soit mis en place,
2 bien évidemment selon les principes de la
3 Déclaration et plus particulièrement de l'article 19
4 du consentement préalable, libre et éclairé.

5 En fait, ce qu'il y a, c'est que ce que
6 Amnistie a documenté c'est que il y a un lien entre
7 la non-consultation, l'exploitation des ressources
8 naturelles et la précarité, la situation de
9 précarité économique qui est... qu'on trouve dans
10 les communautés autochtones, notamment la situation
11 des femmes autochtones qui se trouvent... qui sont
12 déjà en situation précaire et marginalisée, et cette
13 exploitation de ressources naturelles avec des
14 répercussions sur le mode de vie et sur la sécurité
15 fait que ça, vraiment, exacerbe la situation de
16 précarité économique.

17 Donc nous, ce que nous faisons, c'est une
18 corrélation très étroite entre la violence basée sur
19 le genre et les enjeux qui sont associés à
20 l'utilisation et à l'exploitation des ressources sur
21 les territoires autochtones.

22 Une des preuves que nous pouvons apporter,
23 c'est notamment l'enquête que nous avons fait dans
24 le district de Peace River, en Colombie-Britannique,
25 où la présence des industries extractives et des

1 aménagements hydroélectriques dans la région ont
2 provoqué finalement une augmentation importante des
3 prix à l'échelle locale, affectant les logements,
4 les services, et il y a une augmentation des
5 problèmes d'alcoolisme, de toxicomanie et de crimes
6 violents.

7 Donc en fait, toutes ces pressions, pour nous,
8 multiplient les risques auxquels sont exposées des
9 femmes qui sont déjà marginalisées et dans une
10 situation de pauvreté, et nous pensons que même si
11 la situation de chaque communauté est unique au
12 Canada, il y a de fortes chances à parier pour
13 qu'elle se retrouve... ce qu'on retrouve en
14 Colombie-Britannique, on retrouve le même genre de
15 situation au Québec et dans le nord du Québec. Donc
16 voilà.

17 Ensuite, concernant le respect des droits
18 économiques et sociaux, notre rapport de deux mille
19 neuf (2009), qui portait sur la violence envers les
20 femmes autochtones, a documenté les sources de cette
21 violence dont... dont provenaient, entre autres, des
22 discriminations quant à la... quant à la... pardon,
23 l'accès aux droits économiques et sociaux. On l'a
24 vu notamment aux niveaux de l'emploi et de la santé.
25 Les femmes autochtones ont des salaires qui sont

1 généralement trente pour cent (30 %) inférieurs à...
2 à ceux, pardon, des femmes autochtones. Les revenus
3 ne suffisent pas à par... à subvenir aux besoins...
4 aux besoins quotidiens et aux besoins, je dirais,
5 fondamentaux, qui sont logement, nourriture et
6 vêtements.

7 Béatrice l'a dit à propos des taux de violence
8 que subissent les femmes autochtones par rapport aux
9 femmes autochtones, il faut voir aussi que au niveau
10 de la santé il y a des taux de mortalité infantile
11 qui sont beaucoup plus élevés chez les Autochtones
12 que dans la population... que la population non
13 autochtone, et des cas de problèmes de santé et de
14 maladies qui touchent les populations, dus notamment
15 à la contamination de... des nappes phréatiques, à
16 la pollution de l'eau ou encore des mauvaises
17 conditions de santé dans les maisons qui sont
18 surpeuplées. Il y a des problématiques notamment de
19 santé, d'asthme, dues à la moisissure et à la
20 mauvaise ventilation des maisons, et il y a les
21 risques accrus, bien sûr, pour les femmes enceintes.

22 Au niveau du logement, bon, il est évident,
23 Béatrice en a parlé et je vais juste redire là-
24 dessus que l'accès aux services de logement est
25 vraiment un des problèmes les plus *crucials* auxquels

1 sont confrontés les peuples autochtones et
2 particulièrement les femmes autochtones au Québec.
3 Elle en a parlé à propos de l'accès à des foyers en
4 cas de violence qui sont à des distances qui ne
5 sont... que on ne tolérerait pas pour des
6 populations non autochtones, et ça, pour nous, c'est
7 quelque chose qui est absolument inacceptable.

8 Et aussi, non seulement on a des logements qui
9 sont inadaptés sur les communautés, où on voit par
10 exemple les... les fondements, les... la... le...
11 j'allais dire les fondations qui sont trop proches
12 du sol, donc une mauvaise ventilation, mais aussi
13 des logements qui sont surpeuplés et qui amènent des
14 problèmes de promiscuité et qui ont une incidence
15 sur les violences domestiques et les violences
16 sexuelles.

17 Ensuite, au niveau des services aux enfants, la
18 situation vraiment des enfants autochtones doit être
19 suivie de près, que ce soit au Canada et
20 particulièrement au Québec. On sait que les
21 subventions du gouvernement fédéral pour de tels
22 services, les services aux enfants, sont beaucoup
23 moins élevées, généralement vingt-deux pour cent
24 (22 %) de moins que les fonds alloués qui sont...
25 qui sont alloués par les gouvernements provinciaux

1 pour l'éducation des enfants dans les communautés
2 majoritairement allochtones, alors que les besoins
3 des enfants autochtones sont des besoins qui sont
4 prioritaires et qui sont très importants.

5 En janvier deux mille seize (2016), le Tribunal
6 canadien des droits de la personne a statué que le
7 gouvernement fédéral faisait preuve de
8 discrimination envers les enfants des Premières
9 Nations parce qu'il n'appliquait pas notamment
10 l'arrêt Jordan.

11 L'arrêt Jordan, pour information, c'est un
12 arrêt qui a été pris suite à la situation d'un
13 enfant dans les Plaines qui devait, je sais pas si
14 vous êtes un peu au courant... Bon, O.K., donc je
15 reviendrai pas là-dessus. Et en fait, le Tribunal
16 en est venu à la conclusion que le sous-financement
17 chronique des services du gouvernement fédéral qui
18 étaient destinés à combler les besoins réels des
19 enfants des familles créait une situation propice
20 pour que les services sociaux retirent ces enfants
21 de leurs foyers, de leurs communautés et de leurs
22 milieux culturels, et c'est comme ça qu'on arrive, à
23 notre époque, à avoir un taux de placement en dehors
24 des communautés qui avoisine le taux... je dirais
25 les mêmes taux qu'on avait durant le temps des

1 pensionnats où les enfants étaient systématiquement
2 enlevés de leurs familles. Donc ça, pour nous,
3 c'est quelque chose encore là qui est, en termes de
4 droits fondamentaux, notamment pour les enfants des
5 Premières Nations, est absolument inacceptable.

6 En termes de recommandations. En fait, on a
7 plusieurs types de recommandations et je ferais...
8 j'aurais la même procédure que... bien, c'est
9 normal, c'est le même rapport, mais que Béatrice,
10 c'est-à-dire que pour nous c'est très important
11 qu'on s'adresse à la fois au niveau du gouvernement
12 fédéral, du gouvernement québécois, mais aussi au
13 niveau des municipalités.

14 Nous pensons que en deux mille dix-sept (2017)
15 il est maintenant... il est l'heure de voir les
16 Autochtones, les peuples autochtones comme aussi nos
17 concitoyens, O.K., donc ce n'est plus juste
18 l'affaire du gouvernement fédéral, c'est aussi une
19 responsabilité de la société entière. Et pour
20 preuve, par exemple, je dirais, ça c'est plus mon...
21 ma formation de sociologue, mais on voit beaucoup,
22 par exemple, de... d'organisations de la société
23 civile qui maintenant joignent les rangs d'un
24 certain nombre de coalitions qu'il y a au Québec,
25 qu'il y a au Canada pour demander la reconnaissance

1 des droits fondamentaux des Autochtones au même
2 titre que les droits fondamentaux de tout citoyen ou
3 de toute personne humaine qui vit sur le territoire
4 du Québec. Donc c'est pour ça que on essaye de
5 s'adresser à peu près à tous les paliers de
6 gouvernement, même si les questions autochtones
7 demeurent de compétence fédérale. On en a bien
8 conscience, bien évidemment.

9 Donc en fait, concernant l'accès aux
10 territoires, on recommande au gouvernement du Québec
11 d'endosser la Déclaration des Nations Unies sur les
12 droits des peuples autochtones, de la mettre en
13 oeuvre, bien entendu, et de respecter le concept de
14 consentement préalable, libre et éclairé.

15 On recommande au gouvernement du Québec
16 d'exiger des entreprises de ressources naturelles de
17 respecter le consentement préalable, libre et
18 éclairé et l'ensemble des droits contenus dans la
19 Déclaration des Nations Unies sur les droits des
20 peuples autochtones.

21 On demande au gouvernement du Québec de réviser
22 la Loi sur les mines en regard du devoir de respect
23 du consentement préalable, libre et éclairé et de la
24 Déclaration des Nations Unies sur les droits des
25 peuples autochtones, et d'y inclure une évaluation

1 de l'impact spécifique de cette industrie minière
2 sur les femmes autochtones.

3 On demande au gouvernement... on recommande au
4 gouvernement du Québec, excusez-moi, de
5 systématiquement mener une analyse différenciée
6 selon les sexes pour les politiques gouvernementales
7 et les projets de développement touchant les
8 communautés autochtones.

9 Concernant les droits économiques et sociaux,
10 Amnistie internationale recommande au gouvernement
11 du Québec d'effectuer une étude... une étude des
12 effets des mesures d'austérité des dernières années
13 sur les populations marginalisées, dont les
14 Autochtones et les femmes en particulier, afin de
15 corriger toute régression et de toute discrimination
16 de leurs droits.

17 On recommande au gouvernement du Québec de
18 s'assurer que les services concernant l'emploi,
19 l'éducation, la protection sociale soient
20 accessibles équitablement pour les femmes
21 autochtones, quels que soient leurs lieux de
22 résidence.

23 Amnistie internationale recommande au
24 gouvernement du Québec d'évaluer s'il existe des
25 discriminations qui touchent les enfants et les

1 familles autochtones au niveau de la santé, de
2 l'éducation et du logement dans l'octroi des
3 services gouvernementaux et de les corriger si
4 besoin en favorisant des solutions qui permettent le
5 développement de chacun et chacune dans leurs
6 familles et dans leurs communautés.

7 Nous recommandons aussi au gouvernement du
8 Québec de veiller à financer les services aux
9 familles et aux enfants adéquatement afin qu'une
10 femme autochtone qui subit de la violence puisse la
11 dénoncer et être protégée sans crainte de se voir
12 retirer la garde de ses enfants.

13 Nous recommandons aussi de réviser en
14 profondeur les programmes scolaires à tous les
15 niveaux d'enseignement afin d'intégrer l'importance
16 de l'histoire des peuples autochtones dans le cursus
17 scolaire.

18 Nous recommandons au gouvernement du Québec
19 également d'amender l'article 52 de la Charte des
20 droits et libertés de la personne de manière à ce
21 que aucune disposition d'une loi, même postérieure à
22 la Charte, ne puisse déroger aux articles 1 à 48,
23 sauf dans la mesure prévue par ces articles, à moins
24 que cette loi n'énonce expressément que cette
25 disposition s'applique malgré la Charte. Donc c'est

1 un peu du... On vous a mis le phrasé exact qu'on
2 aimerait, mais voilà.

3 Ensuite, Amnistie internationale recommande aux
4 municipalités cette fois-ci de dispenser une
5 formation en compétences culturelles autochtones et
6 sur l'égalité des sexes aux employés municipaux.

7 Nous recommandons aux municipalités de
8 travailler avec les Premières Nations voisines, avec
9 les organisations des Premières Nations et des Métis
10 en vue d'élaborer des protocoles municipaux qui
11 soulignent l'importance de l'histoire des
12 Autochtones et des relations scellées par traité,
13 reconnaissant ces relations et en les faisant
14 découvrir dans des endroits stratégiques, dans des
15 publications et au cours d'événements officiels.

16 **MME BÉATRICE VAUGRANTE :**

17 Je vais conclure. J'ai préparé, j'espère, un résumé
18 de tout ça, pour essayer de vous transmettre les
19 messages les plus importants qu'on souhaite faire
20 parvenir à la Commission et au gouvernement du
21 Québec, entre autres, sur ce... sur les
22 recommandations que vous pourriez faire.

23 Bien entendu, à travers tout ça, il faut de la
24 volonté politique. Il faut réellement que le
25 gouvernement du Québec s'engage à des changements

1 profonds qui demanderont des étapes évidemment à
2 court, moyen et long terme, mais clairement, sans
3 volonté politique, on n'y arrivera pas.

4 Il faut une approche intégrée. On espère vous
5 avoir fait la démonstration que beaucoup de
6 violences ne peuvent pas être prises
7 individuellement et séparément ou isolément. Les
8 violences sont liées au logement, sont liées à la
9 déstructuration des communautés, sont liées aux
10 services à la famille, sont liées aux revenus, à
11 l'emploi. Clairement, il faut avoir une approche
12 intégrée quand on va vouloir proposer des solutions.

13 Il faut une approche basée sur le respect des
14 droits, des droits humains, tel que le demande le
15 droit international. On peut pas faire quelque
16 chose qui soit complètement désincarné du respect
17 des droits humains, particulièrement des droits
18 civils et politiques, la participation des femmes à
19 tous les niveaux de décisions est essentielle, mais
20 aussi la pleine reconnaissance des droits
21 économiques, sociaux et culturels.

22 Le charabia dont vous parlait Karine, c'est
23 important. La Charte au Québec reconnaît les droits
24 économiques et sociaux, ce que ne fait pas la Charte
25 canadienne. Tant mieux, on est leader, on a... on a

1 mis dans notre Charte les droits économiques et
2 sociaux, seulement il y a un article qui dit, « ah
3 oui, mais jusque-là, la Loi, elle prévaut sur les
4 droits économiques et sociaux ». Donc la... on
5 peut encore au Québec, techniquement, faire des lois
6 qui vont à l'encontre du respect des droits
7 économiques et sociaux. Ça doit cesser. On doit
8 pleinement intégrer à la fois et respecter
9 l'interdépendance entre les droits civils et
10 politiques et les droits économiques et sociaux
11 d'une même personne.

12 Il faut collaborer au plus haut point avec les
13 organisations autochtones dans toute démarche que
14 nous allons faire. Il faut avoir une approche selon
15 le genre partout. C'est important d'avoir en tête
16 que nous pouvons tous faire de la discrimination
17 systémique envers les femmes, que il faut qu'on
18 débloque des façons de dire, « oui, c'est comme ça
19 qu'on faisait puis c'est comme ça qu'on a toujours
20 fait ». On peut s'interroger. Nous-mêmes, dans nos
21 organisations, avons appris sur nos méthodes de
22 travail et on se remet en cause, et personne n'a dit
23 que tout le monde est parfait. C'est... dans une
24 démarche de réconciliation, il faut absolument se
25 remettre en cause, et l'approche selon les genres,

1 l'analyse différenciée selon les sexes, entre
2 autres, est importante dans tout plan d'action.
3 Quel est l'impact sur les femmes?

4 La sécurisation culturelle aussi doit nourrir,
5 doit colorer toute démarche que nous devons faire.
6 Comment les Autochtones vont se sentir dans toute
7 démarche de collaboration et d'action que nous
8 voulons faire ensemble?

9 On voudrait vous résumer peut-être quatre (4)
10 recommandations qui nous semblent essentielles. On
11 vous en a parlé de beaucoup. Une première qui est
12 clairement l'adoption par le gouvernement du Québec
13 de la Déclaration des Nations Unies sur les droits
14 des peuples autochtones, et en particulier sur le
15 consentement libre, éclairé et préalable. C'est un
16 devoir de devoir montrer son leadership et la
17 volonté politique en acceptant cette déclaration, en
18 l'endossant et en mettant tout en oeuvre.

19 La deuxième, c'est des refuges d'urgence pour
20 les femmes. Nous manquons de refuges d'accueil.
21 Nous manquons de lieux de protection pour les femmes
22 et de logements adéquats près d'elles où elles
23 peuvent trouver sécurité et refuge avec leurs
24 enfants si nécessaire. Et il faut effectivement
25 avoir une approche où les services aux enfants sont

1 proches de la protection des femmes, parce que c'est
2 choquant de voir que le silence prévaut à cause du
3 fait qu'on pourrait se voir retirer les enfants.

4 La troisième, c'est la formation des policiers,
5 des juges, des avocats. On en a largement parlé, on
6 l'a souvent répété. Et aussi, le corollaire, avoir
7 des protocoles de police très clairs à chaque fois
8 qu'il s'agit de violences faites aux femmes
9 autochtones.

10 La quatrième, c'est la participation des femmes
11 à tous les niveaux. Quoi qu'on fasse, quoi que dise
12 d'ailleurs aussi le consentement libre et éclairé,
13 qui s'entend d'une manière très large, c'est pas
14 simplement « O.K., on a le O.K. du Conseil de bande,
15 on est bon », c'est « avons-nous tout pris en compte
16 l'ensemble des parties, Conseil de bande, bien sûr,
17 dûment représenté, mais aussi l'ensemble des parties
18 qui peuvent être touchées par tout développement
19 économique, développement de minières et autres,
20 projets culturels ou autres, projets de
21 développement pour les droits des femmes sans les
22 femmes? ». Il faut absolument qu'elles puissent
23 participer à toutes les étapes d'un plan d'action.

24 On a tout ce qu'il faut au Québec pour avoir le
25 leadership de ces transformations-là. On a des

1 organisations autochtones de femmes qui sont
2 passionnées et qui sont puissantes, on a des
3 individus, des communautés qui ont déjà des
4 solutions qui existent, dont on peut s'inspirer, des
5 jeunes et une force de jeunesse incroyable. On a
6 aussi un corps juridique dont certains membres sont
7 tout à fait prêts à remettre des façons de faire en
8 cause. Alors il faut qu'on soit fier de ça, il faut
9 qu'on soit fort de ça. Il y a des petites étapes,
10 il y aura des longues étapes, mais il faut commencer
11 maintenant, parce que oui, on l'entend, le chemin de
12 la réconciliation, il est bien en marche. Merci.

13 **LE COMMISSAIRE :**

14 Est-ce que vous avez des questions, Me Leblanc?

15 **Me CHRISTIAN LEBLANC :**

16 Oui, j'aurais peut-être une petite question, Madame
17 Vaugrante. Vous l'avez mentionné à deux (2)
18 reprises, vous avez, je pense, mis beaucoup
19 l'emphase là-dessus, le manque cruel de données qui
20 permet de documenter la situation, entre autres des
21 femmes autochtones ou même de d'autres situations,
22 l'accès aux logements, l'accès aux services, même le
23 type de violence.

24 On est confrontés nous-mêmes, dans notre mandat
25 d'enquête, à cette réalité. Des gens sont venus

1 nous en parler dans des auditions précédentes, ont
2 nommé cette réalité-là. Je le sais pas si... en
3 tout cas, j'ai le goût de faire appel à votre
4 expertise dans le domaine des droits.

5 Évidemment, il y a... on comprend que certains
6 services, dans certains contextes, il y a un système
7 de déclaration volontaire du fait que les personnes
8 appartiennent à une Première Nation. Dans d'autres
9 cas, on pose carrément pas la question. Je suis pas
10 en mesure de vous fournir pour quelles raisons ou de
11 vous expliquer pour quelles raisons, mais est-ce que
12 je comprends que pour en arriver à améliorer de
13 manière marquée l'accès à des données, des données
14 pertinentes, il faudrait aller vers un... dans la
15 délivrance des services par les services publics, un
16 système de déclaration obligatoire du statut? Et
17 là, ça m'amène à me... en lisant, à me questionner
18 si on serait pas confronté à un problème de droits
19 en matière de protection des renseignements
20 personnels. Alors je sais pas, peut-être... vous
21 avez certainement réfléchi à cette question-là.

22 **MME KARINE GENTELET :**

23 Pas seulement sur les services. La question des
24 données, on l'a beaucoup travaillée au niveau de la
25 police, parce qu'on s'est vraiment confronté, on l'a

1 même vu au niveau de la GRC, c'est compliqué d'avoir
2 des données. Donc là où on demande des données,
3 c'est déjà, dans tous les corps policiers qui
4 existent au pays, fédéral, provincial, municipal et
5 autres, à chaque fois qu'ils interviennent dans un
6 domaine où une femme autochtone, une communauté
7 autochtone est impliquée, on devrait pouvoir
8 documenter bien mieux qu'on le fait maintenant,
9 puisque'on le fait pas. Que ce soit un Autochtone ou
10 un non-Autochtone, c'est la même démarche.

11 Donc quand il s'agit d'un Autochtone, il
12 faudrait pouvoir documenter qu'est-ce qui est
13 arrivé, pourquoi, quel lieu, quel endroit,
14 description de la victime, qu'est-ce qu'on sait
15 aussi de la personne qui serait accusée de ces
16 violations-là ou autres. Avoir vraiment, de la part
17 déjà des corps policiers, des informations sur ce
18 qui touche la violence.

19 J'ai pas de réponse à votre très légitime
20 question sur ensuite les services et l'ensemble des
21 autres services, que ce soit santé ou logement ou
22 autres, et effectivement, il y a des droits ici
23 qu'il va falloir balancer entre vie privée et puis
24 le besoin d'avoir des données pour pouvoir, entre
25 autres, avoir des services plus efficaces. Mais

1 commençons par la police. Commençons par les corps
2 policiers pour avoir vraiment un système de recueil
3 de données sur les personnes avec qui ils
4 travaillent quand ils ont un dossier de violence,
5 entre autres, sur les femmes autochtones.

6 **MME BÉATRICE VAUGRANTE :**

7 Moi, si je peux me permettre, je rajouterais que
8 effectivement, selon la procédure, ça nous est très
9 difficile pour nous de répondre comment est-ce qu'il
10 faut faire, mais une des choses qu'on préconise
11 toujours, c'est de travailler en collaboration. Et
12 certainement que si les services policiers, par
13 exemple, travaillaient avec les communautés qui
14 étaient proches ou avec une organisation autochtone
15 qui connaît le dossier et essayaient d'établir entre
16 eux quelle est la procédure, par exemple, pour
17 documenter, parce qu'effectivement il y a des cas où
18 ça peut être, si on intervient en communauté, dans
19 la communauté, on sait très exactement qu'il s'agit
20 de cas de violence et de disparitions de femmes
21 autochtones. Il y a des cas où c'est... c'est plus
22 ou moins évidents, mais ça, selon nous, ce sont des
23 cas qui doivent être discutés avec les organisations
24 autochtones pour essayer de trouver le meilleur
25 protocole qui soit pour documenter.

1 Nous, ce qu'on dit, c'est il manque de
2 chiffres, et effectivement, ç'a été constaté quand
3 Femmes autochtones a voulu faire sa recherche...
4 Femmes autochtones du Québec a voulu faire sa
5 recherche, il manquait de données. Donc c'est une
6 des choses qui est... qui est dite depuis plusieurs
7 années. Maintenant, il faudrait que différents
8 paliers se parlent, différentes institutions se
9 parlent pour qu'on arrive à mettre en place un
10 protocole de... un protocole d'intervention, par
11 exemple, et qu'on puisse collecter des données.
12 Mais j'avoue que c'est pas à Amnistie à... On se
13 sent vraiment pas trop légitime pour dire « ça
14 devrait se faire comme ça ou comme ça ».

15 **Me CHRISTIAN LEBLANC :**

16 En fait, je pense que votre réponse est tout à fait
17 satisfaisante. Il y a effectivement une réflexion à
18 faire dans ce sens-là.

19 Je pense que, Monsieur le Commissaire, si ma
20 mémoire est bonne, on nous avait interpellés sur
21 cette question précise-là, il me semble que c'est en
22 matière d'éducation où on est... justement, les gens
23 nous disaient « on n'est pas en mesure de... d'avoir
24 de données précises, parce que ce ne sont pas des
25 données qui sont colligées ».

1 Et je retiens aussi votre suggestion à l'effet
2 que à partir du moment où on convient qu'il est
3 nécessaire de documenter, de manière statistique,
4 là, ça peut aller jusque là, bien ça implique un
5 processus de consultation des gens qui sont
6 concernés, de manière à ce que les gens adhèrent à
7 la démarche qui vise justement à documenter les
8 problèmes et de manière à éviter. Et c'est un
9 commentaire qu'on a entendu aussi où des gens, dans
10 certains contextes, pouvaient se sentir légitimes de
11 questionner pourquoi on voulait savoir... « pourquoi
12 on veut savoir si je suis Autochtone ou pas? ».
13 C'est une question qu'on a entendue aussi. Donc ça
14 implique nécessairement, et je pense que vous allez
15 être d'accord avec ça, la... pour aller chercher
16 l'adhésion, il faut consulter, il faut impliquer les
17 intervenants, les leaders autochtones, les
18 organisations qui représentent ces gens-là. Je vous
19 remercie.

20 J'ai pas d'autres questions, Monsieur le
21 Commissaire.

22 **LE COMMISSAIRE :**

23 Me Miller, avez-vous des questions? Si vous voulez
24 vous approcher.

25 **Me RAINBOW MILLER :**

1 (Inaudible). Bonjour, je me présente. On
2 s'est pas présenté. Mon nom c'est Rainbow Miller et
3 je travaille pour Femmes autochtones du Québec. Je
4 suis ici pour les représenter. J'ai pas eu le
5 rapport, donc la question que je vais vous poser, je
6 sais pas si l'information est dedans. En sachant
7 que vous veniez ici à la Commission, je suis allée
8 lire un peu vos rapports et je suis... j'ai lu le
9 rapport qui... en fait, sur la sécurisation
10 culturelle, du vingt-quatre (24) mai deux mille
11 seize (2016),...

12 **MME KARINE GENTELET :**

13 Um-hum.

14 **Me RAINBOW MILLER :**

15 ... et à l'intérieur on parle du modèle de
16 Philadelphie. Est-ce que c'est dans votre rapport?
17 Est-ce que vous en avez parlé dans celui-ci?

18 **MME KARINE GENTELET :**

19 On ne le développe pas...

20 **Me RAINBOW MILLER :**

21 O.K.

22 **MME KARINE GENTELET :**

23 ... dans le rapport ici. On a repris effectivement
24 le... on développe pas dans notre mémoire le modèle
25 de Philadelphie. Dans les rencontres qu'on a eues

1 où on cherchait des solutions pour femmes
2 autochtones et police, beaucoup nous mentionnaient
3 le modèle de Philadelphie.

4 **Me RAINBOW MILLER :**

5 O.K.

6 **MME KARINE GENTELET :**

7 Donc il est pas décrit dans le rapport,...

8 **Me RAINBOW MILLER :**

9 O.K.

10 **MME KARINE GENTELET :**

11 ... mais clairement, apparemment, et ça se fait en
12 Saskatchewan aussi apparemment aussi,...

13 **Me RAINBOW MILLER :**

14 Oui, c'est ça.

15 **MME KARINE GENTELET :**

16 ... l'approche juridique donc qui est la nôtre ou
17 celle du gouvernement actuel n'est pas forcément la
18 plus adéquate quand il s'agit de communautés
19 autochtones ou d'enjeux autochtones ou de violences
20 faites aux femmes autochtones, dans un contexte de
21 violences faites aux femmes autochtones. Et là,
22 clairement, le juridique s'ouvre à avoir d'autres
23 compétences, des travailleurs sociaux, des...
24 d'autres compétences donc de personnes spécialisées
25 sur les violences faites aux femmes autochtones,

1 etc., pour trouver des solutions juridiques, entre
2 autres, à des violences, et réparer, et bien sûr
3 punir s'il faut, etc.

4 Donc ça l'air d'être un modèle très intéressant
5 à creuser. Certainement qu'on encourage la
6 Commission à le creuser et à savoir ce qui se passe
7 et à aller voir ailleurs et donc avoir des
8 informations sur ce modèle-là, mais... pour répondre
9 précisément à votre question, nous ne l'avons pas
10 décrit dans le... dans le mémoire.

11 **Me RAINBOW MILLER :**

12 O.K. (Inaudible) de questions, mais c'était juste
13 je voulais le soulever étant donné que c'était dans
14 un des rapports d'Amnistie puis c'était un moyen de
15 s'assurer de l'imputabilité...

16 **MME KARINE GENTELET :**

17 Oui.

18 **Me RAINBOW MILLER :**

19 ... des forces policières, et c'était un moyen qui
20 marchait, donc...

21 **MME KARINE GENTELET :**

22 Absolument.

23 **Me RAINBOW MILLER :**

24 Donc je veux pas vous poser plus de questions. Je
25 sais pas si vous auriez les réponses à toutes mes

1 questions, donc je vais laisser ça ici. Merci.

2 **MME KARINE GENTELET :**

3 (Inaudible).

4 **LE COMMISSAIRE :**

5 Me Boucher, avez-vous des questions?

6 **Me MARIE-PAULE BOUCHER :**

7 J'aurai pas de questions, Monsieur le Commissaire.

8 **LE COMMISSAIRE :**

9 Oh. Alors vous... avez-vous autre chose,

10 Me Leblanc?

11 **Me CHRISTIAN LEBLANC :**

12 Oui, Monsieur le Commissaire. Je vois madame la
13 greffière qui me regarde.

14 **LE COMMISSAIRE :**

15 Vous voulez produire des documents (inaudible).

16 **Me CHRISTIAN LEBLANC :**

17 Je dois le déposer. Je dépo... D'ailleurs, j'ai
18 déjà remis une copie à madame la greffière et je
19 vous en ai remis une copie, Monsieur le Commissaire.
20 J'en ai d'autres copies qui m'ont été remises tout à
21 l'heure que je pourrai remettre aux représentants
22 des parties. Donc on va le déposer officiellement
23 sous la cote P-113?

24 **LA GREFFIÈRE :**

25 Oui.

1 **Me CHRISTIAN LEBLANC :**

2 C'est exact. Donc c'est fait.

3 **LA GREFFIÈRE :**

4 Oui.

5 ***** PIÈCE COTÉE P-113 *****

6 **LE COMMISSAIRE :**

7 Bon. Alors, Madame Vaugrante et Madame Gentelet, je
8 vous remercie d'avoir accepté notre invitation. Je
9 le souhaitais. D'ailleurs, on s'en était parlé au
10 mois de mars lorsque madame Vaugrante est venue dans
11 le cadre de la semaine de lutte contre le racisme à
12 Val-d'Or. Je lui avais indiqué qu'on serait très
13 intéressés à avoir votre visite, vos suggestions.
14 C'est fait. S'il vous venait d'autres idées, vous
15 êtes bienvenues tout le temps.

16 Moi, je reprends vaguement, là, rapidement,
17 parce que j'ai pas envie de répéter tout ce qui est
18 quand même bien étayé dans votre mémoire. Le manque
19 de données, Me Leblanc l'a souligné, on s'est butés
20 à cette question nous aussi. On voulait savoir et
21 bon, bien *coudon*, on peut pas... il faudrait
22 éplucher des milliers de documents parfois et aller
23 les scruter pour sortir ce qui pourrait nous
24 concerner. À un moment donné, on se retrouve devant
25 presque l'impossibilité.

1 Évidemment, comme disait Me Leblanc, bien on va
2 se pencher sur la question, voir qu'est-ce qu'on
3 peut recommander à ce sujet-là qui entre pas en
4 conflit avec d'autres dispositions, d'autres droits.
5 À un moment donné, on essaye de tout faire passer
6 dans l'entonnoir puis le trou commence à être petit
7 puis ça [ne] passe plus. On va essayer de voir
8 qu'est-ce qu'on peut faire dans ce sens-là.

9 Vous avez parlé de logement. On en a entendu
10 parler de la plupart des leaders autochtones qui
11 sont venus ou des gens. Le logement, les problèmes
12 que... le manque... le logement surpeuplé qui fait
13 que, bon, il y a des problèmes dans... au niveau de
14 la famille, des gens qui quittent. L'itinérance qui
15 est un problème aussi. L'itinérance voilée aussi
16 dont on nous a parlé concernant surtout les femmes.
17 Tous ces éléments-là, on en a entendu parler et on
18 va se pencher là-dessus.

19 Évidemment, le logement comme tel fait pas
20 partie du mandat de la Commission, mais ici on se
21 rend compte que c'est une situation qui entraîne
22 beaucoup d'autres problèmes. Dans le fond, le
23 mandat de la Commission qui concerne les relations
24 entre les Autochtones et certains services publics,
25 bien si on trouve des solutions qui font qu'il y

1 aurait moins de relations avec les services publics
2 concernés, bien peut-être qu'il y aurait moins de
3 problèmes au départ, hein? Si les Autochtones ont
4 moins affaire à la police ou la DPJ ou à d'autres,
5 bien ça va faciliter les choses, je pense bien.

6 Ensuite, la formation. C'est... je pense que
7 c'est un élément qui... même si l'éducation fait pas
8 partie du mandat, il est évident qu'une meilleure
9 formation des gens qui oeuvrent dans les services
10 publics, à quelque niveau que ce soit, et incluant
11 les juges, vous l'avez bien dit, c'est important
12 d'avoir une meilleure connaissance des réalités des
13 Premières Nations, des communautés, qui elles sont,
14 comment elles vivent, parce qu'on sait que c'est pas
15 partout pareil, les communautés ont pas toutes
16 les... la même situation économique, sociale,
17 plusieurs sont très isolées et manquent de beaucoup
18 de choses.

19 Alors ce sont tous des éléments qu'il faut
20 regarder puis peut-être même aller un petit peu plus
21 loin que la formation des gens juste au moment où
22 ils arrivent aux services publics, hein. Il y a
23 peut-être une éducation populaire qu'il faut
24 envisager pendant la formation des gens, que ce soit
25 élémentaire, secondaire, collégiale et autres, mais

1 en tout cas.

2 Je... beaucoup de choses intéressantes que...
3 et je vous remercie de votre participation. Vous
4 êtes toujours bienvenues puis on ouvre le... comme
5 je pense vous l'avoir déjà dit, on ouvre les yeux,
6 les oreilles, les bras et le coeur. Alors on est
7 ouvert à tout ce qui peut aider. Merci beaucoup.

8 **MME KARINE GENTELET :**

9 Merci.

10 **MME BÉATRICE VAUGRANTE :**

11 Merci à vous puis félicitations aussi pour les
12 travaux de la Commission jusqu'à ce jour. Je pense
13 qu'ils sont faits dans les bonnes démarches, le bon
14 esprit et on vous souhaite un excellent succès.

15 **LE COMMISSAIRE :**

16 Bien, merci beaucoup. Alors on... Oh. Bon, on va
17 avoir une pause de...

18 **Me CHRISTIAN LEBLANC :**

19 On a une pause d'audition de deux (2) semaines...

20 **LE COMMISSAIRE :**

21 Uh-hum.

22 **Me CHRISTIAN LEBLANC :**

23 ... et on revient donc en octobre avec deux (2)
24 semaines, puis deux (2) semaines de pause, deux (2)
25 semaines en novembre d'auditions, et on continue

1 comme ça.

2 **LE COMMISSAIRE :**

3 (Inaudible) c'est pas une pause complète, hein.

4 C'est une pause d'audiences. Il y aura quand même
5 du travail qui va se faire pendant ce temps-là,
6 hein.

7 **Me CHRISTIAN LEBLANC :**

8 Je... Je vous remercie de le souligner. C'est
9 clairement pas une pause au sens des... du travail
10 effectué par le personnel de la Commission, mais
11 c'est une pause au... dans le sens des auditions.

12 **LE COMMISSAIRE :**

13 Je veux que tout le monde soit conscient que j'ai
14 pas offert des vacances...

15 **Me CHRISTIAN LEBLANC :**

16 Non.

17 **LE COMMISSAIRE :**

18 ... de deux (2) semaines.

19 **Me CHRISTIAN LEBLANC :**

20 Je pense que tout le monde est conscient de ça,
21 Monsieur le Commissaire.

22 **LE COMMISSAIRE :**

23 Merci, bonne journée.

24 **LA GREFFIÈRE :**

25 (Inaudible) Veuillez vous lever. Les audiences

1 sont ajournées au dix-sept (17) octobre, neuf heures
2 trente (9 h 30).

3 -----

4 (FIN DE LA TRANSCRIPTION)

5
6 Nous, soussignée, Ann Montpetit, et Karine Bédard,
7 sténographes officielles, certifions sous notre
8 serment d'office que les pages qui précèdent sont et
9 contiennent la transcription exacte et fidèle des
10 notes recueillies au moyen de l'enregistrement
11 numérique, le tout hors de notre contrôle et au
12 meilleur de la qualité dudit enregistrement, le tout
13 conformément à la loi,

14
15 Et nous avons signé:

16
17



18
19

Ann Montpetit s.o.b.

20
21
22
23
24



25
26

Karine Bédard s.o.